



**RAPPORT**  
**DE LA**  
**COMMISSION DU DROIT**  
**INTERNATIONAL**

**sur les travaux de sa quatorzième session**  
**24 avril — 29 juin 1962**

**ASSEMBLEE GENERALE**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION**  
**SUPPLEMENT No 9 (A/5209)**

**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DE LA**  
**COMMISSION DU DROIT**  
**INTERNATIONAL**

**sur les travaux de sa quatorzième session**

**24 avril – 29 juin 1962**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 9 (A/5209)**



**NATIONS UNIES**

*New York, 1962*

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIERES

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
I. — ORGANISATION DE LA SESSION.....	1-10	1
I. — Composition de la Commission et participation à la session.....	2-4	1
II. — Bureau .....	5-7	1
III. — Ordre du jour.....	8-10	1
II. — DROIT DES TRAITÉS.....	11-23	3
I. — Introduction .....	11-23	3
II. — Projet d'articles sur le droit des traités.....		5
III. — TRAVAUX FUTURS DANS LE DOMAINE DE LA CODIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT PROGRESSIF DU DROIT INTERNATIONAL.....	24-62	33
I. — Matières mentionnées à l'alinéa <i>a</i> du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale.....	32-56	34
II. — Programme des travaux futurs de la Commission (alinéa <i>b</i> ) du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale....	57-62	36
IV. — ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA PROCHAINE SESSION.....	63-76	38
I. — Droit des traités.....	65-66	38
II. — Responsabilité des Etats.....	67-69	38
III. — Succession d'Etats et de gouvernements.....	70-74	38
IV. — Relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales..	75	39
V. — Missions spéciales .....	76	39
V. — AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION.....	77-86	40
I. — Coopération avec d'autres organismes.....	77-81	40
II. — Date et lieu de la prochaine session.....	82-83	40
III. — Préparation des documents, comptes rendus analytiques et traductions	84-85	40
IV. — Représentation à la dix-septième session de l'Assemblée générale....	86	40

## ANNEXE

Enregistrement et publication des traités et accords internationaux. Règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies....	41
---	----

## Chapitre premier

### ORGANISATION DE LA SESSION

1. La Commission du droit international, créée en application de la résolution 174 (II) de l'Assemblée générale, en date du 21 novembre 1947, a, conformément à son statut, joint en annexe à ladite résolution et modifié ultérieurement, tenu sa quatorzième session à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 24 avril au 29 juin 1962. Les travaux effectués par la Commission au cours de cette session sont exposés dans le présent rapport. Le chapitre II du rapport contient un projet de 29 articles provisoires sur la conclusion, l'entrée en vigueur et l'enregistrement des traités, accompagné de commentaires. Le chapitre III est relatif aux travaux futurs de la Commission dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international. Le chapitre IV porte sur l'organisation des travaux de la prochaine session. Le chapitre V traite d'un certain nombre de questions administratives et autres.

#### I. — Composition de la Commission et participation à la session

2. L'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 1647 (XVI) du 6 novembre 1961, de porter le nombre des membres de la Commission de 21 à 25. A sa 1067ème séance plénière, le 28 novembre 1961, l'Assemblée a élu les membres dont la liste figure ci-après pour une période de cinq ans, conformément à sa résolution 985 (X) du 3 décembre 1955. Le mandat des présents membres a commencé le 1er janvier 1962.

3. La Commission est composée des membres suivants:

Noms	Nationalité
M. Roberto Ago	Italie
M. Gilberto Amado	Brésil
M. Milan Bartoš	Yougoslavie
M. Herbert W. Briggs	Etats-Unis d'Amérique
M. Marcel Cadieux	Canada
M. Erik Castren	Finlande
M. Abdullah El-Erian	République arabe unie
M. Taslin O. Elias	Nigéria
M. André Gros	France
M. Eduardo Jiménez de Aréchaga	Uruguay
M. Victor Kanga	Cameroun
M. Manfred Lachs	Pologne
M. Liu Chieh	Chine
M. Antonio de Luna Garcia	Espagne
M. Luis Padilla Nervo	Mexique
M. Radhabinod Pal	Inde
M. Angel M. Paredes	Equateur
M. Obed Pessou	Dahomey
M. Shabtai Rosenne	Israël

M. Abdul Hakim Tabibi	Afghanistan
M. Senjin Tsuruoka	Japon
M. Grigory I. Tounkine	Union des Républiques socialistes soviétiques
M. Alfred Verdross	Autriche
Sir Humphrey Waldock	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Mustafa K. Yasseen	Irak

4. Tous les membres, à l'exception de M. Victor Kanga, ont assisté à la session de la Commission.

#### II. — Bureau

5. A sa 628ème séance, le 24 avril 1962, la Commission a élu le bureau suivant:

*Président:* M. Radhabinod Pal;  
*Premier Vice-Président:* M. André Gros;  
*Second Vice-Président:* M. Gilberto Amado;  
*Rapporteur:* M. Manfred Lachs.

6. A sa 634ème séance, le 2 mai 1962, la Commission a nommé un Comité de rédaction, présidé par le premier Vice-Président de la Commission et composé comme suit: M. André Gros, Président, M. Roberto Ago, M. Eduardo Jiménez de Aréchaga, M. Manfred Lachs, M. Grigory I. Tounkine, Sir Humphrey Waldock, M. Mustafa Kamil Yasseen.

7. Le Conseiller juridique, M. Constantin Stavropoulos, a assisté aux séances de la Commission et représenté le Secrétaire général, du 29 mai au 1er juin. M. Yuen-Li Liang, Directeur de la Division de la codification du Service juridique, a rempli les fonctions de secrétaire de la Commission. Il a également représenté le Secrétaire général en l'absence de M. Stavropoulos.

#### III. — Ordre du jour

8. La Commission a adopté, pour sa quatorzième session, un ordre du jour comprenant les points suivants:

- 1) Droit des traités.
- 2) Travaux futurs dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international [résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale].
- 3) Question des missions spéciales [résolution 1687 (XVI) de l'Assemblée générale].
- 4) Coopération avec d'autres organismes.
- 5) Date et lieu de la quinzième session.
- 6) Questions diverses.

9. Au cours de la session, la Commission a tenu quarante-cinq séances. Elle a examiné tous les points de l'ordre du jour sauf le point 3 (Question des missions spéciales).

10. A sa douzième session, en 1960, la Commission avait, en application de la résolution 1453 (XIV) de

l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1959, invité le Secrétariat<sup>1</sup> à entreprendre une étude sur le régime juridique des eaux historiques, et à élargir le cadre de l'étude préliminaire indiquée au paragraphe 8 du mémoire sur les baies historiques élaboré par le Secré-

---

<sup>1</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1960* (publication des Nations Unies, No de vente: 60.V.1), vol. II, p. 174.

tariat à l'intention de la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer<sup>2</sup>. Cette étude (A/CN.4/143) a été soumise à la présente session, mais, comme la question ne figurait pas à l'ordre du jour, la Commission ne l'a pas examinée.

---

<sup>2</sup> *Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Documents officiels*, vol. I (publication des Nations Unies, No de vente: 58.V.4, Vol. I), document A/CONF.13/1.

## Chapitre II

### DROIT DES TRAITES

#### I. — Introduction

##### A. — APERÇU DES DÉBATS DE LA COMMISSION<sup>3</sup>

11. A sa première session, en 1949, la Commission du droit international a inscrit le "droit des traités" parmi les sujets susceptibles d'être codifiés qu'elle a énumérés aux paragraphes 15 et 16 de son rapport sur les travaux de ladite session, et elle a nommé M. J. L. Brierly Rapporteur spécial pour ce sujet.

12. A sa deuxième session, en 1950, la Commission a consacré cinq séances (49<sup>ème</sup> à 53<sup>ème</sup>) à un examen préliminaire du premier rapport de M. J. L. Brierly<sup>4</sup>, qui, dans celui-ci comme dans ses autres rapports, envisageait que les travaux de la Commission sur le droit des Traités aboutiraient à un projet de Convention; la Commission était également saisie d'un certain nombre de réponses<sup>5</sup> de gouvernements à un questionnaire qui leur avait été adressé conformément au paragraphe 2 de l'article 19 du statut de la Commission. Le rapport de la Commission pour cette session contenait, entre autres, l'observation suivante:

"La majorité de la Commission a également été d'avis de faire porter son étude sur les accords auxquels des organisations internationales sont parties. Elle a unanimement décidé que si, d'une part, certaines organisations avaient sans doute la capacité de conclure des traités, d'autre part, la détermination des autres organisations ayant la capacité de conclure des traités appellerait plus ample examen". (Par. 161-162 du rapport.)

13. Au cours de sa troisième session, en 1951, la Commission était saisie de deux rapports de M. Brierly: l'un constituait la suite des travaux de la Commission sur l'ensemble du droit des traités, l'autre était un rapport spécial sur les "réserves aux conventions multilatérales"<sup>6</sup> que l'Assemblée générale avait demandé, en même temps qu'elle avait prié la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur le problème particulier des réserves à la Convention sur le génocide<sup>7</sup>. Il n'est pas nécessaire de résumer ici les opinions émises ou les recommandations faites par la Commission sur la question particulière des réserves aux conventions multilatérales car cela est fait dans le présent rapport, dans le commentaire qui suit les articles 18, 19 et 20. A la troisième session de la Commission, M. Brierly a présenté un deuxième rapport sur le droit des traités<sup>8</sup> à l'examen duquel la Commission a consacré huit séances. La Commission a pris, à cette session, une nouvelle décision concernant la question des organisations internationales déjà mentionnée dans son rapport pour 1950.

<sup>3</sup> Cet aperçu se fonde sur les paragraphes 8 à 11 du chapitre II du Rapport de la Commission à l'Assemblée générale pour 1959 (A/4169): *Annuaire de la Commission du droit international 1959* (publication des Nations Unies, No de vente: 59.V.1), vol. II, p. 90-91.

<sup>4</sup> Texte français dans: A/CN.4/23.

<sup>5</sup> Texte français dans: A/CN.4/19.

<sup>6</sup> Texte français dans: A/CN.4/41.

<sup>7</sup> C.I.J., *Recueil 1951*, p. 15.

<sup>8</sup> Texte français dans: A/CN.4/43.

Elle a adopté "la suggestion présentée l'année précédente par M. Hudson et appuyée par d'autres membres de la Commission de laisser de côté, pour le moment, la capacité des organisations internationales de conclure des traités, de rédiger les articles en ne parlant que des Etats et de voir ensuite s'ils peuvent s'appliquer tels quels aux organisations internationales ou s'il y a lieu de les modifier"<sup>9</sup>.

14. A sa quatrième session, en 1952, la Commission a été saisie d'un troisième rapport sur le droit des traités<sup>10</sup> préparé par M. Brierly, qui avait entre-temps donné sa démission de membre de la Commission. En l'absence de l'auteur, la Commission n'a pas jugé opportun d'examiner ce rapport et s'est bornée à élire M. H. Lauterpacht aux fonctions de Rapporteur spécial en remplacement de M. Brierly.

15. A sa cinquième session, en 1953, la Commission a reçu de M. Lauterpacht un rapport contenant des projets d'articles et des commentaires sur un certain nombre de questions relevant du droit des traités, mais, en raison de ses autres tâches, la Commission n'a pu aborder à cette session l'étude de ce rapport. Elle a donc prié M. Lauterpacht de poursuivre ses travaux et de lui présenter un deuxième rapport. A sa sixième session, en 1954, la Commission a reçu le deuxième rapport de M. Lauterpacht, mais n'a toujours pas pu examiner la question. Entre-temps, M. Lauterpacht (devenu Sir Hersch Lauterpacht) avait donné sa démission de membre de la Commission après avoir été élu juge à la Cour internationale de Justice; à sa septième session, en 1955, la Commission a élu Sir Gerald Fitzmaurice Rapporteur spécial pour le remplacer.

16. Aux cinq sessions suivantes de la Commission, de 1956 à 1960, Sir Gerald Fitzmaurice a présenté successivement, sur le droit des traités, cinq rapports très complets portant respectivement sur a) l'élaboration, la conclusion et l'entrée en vigueur des traités<sup>11</sup>, b) l'extinction des traités<sup>12</sup>, c) la validité substantielle des traités<sup>13</sup>, d) les effets des traités à l'égard des parties (application, exécution et garanties d'exécution<sup>14</sup> et e) les effets des traités à l'égard des Etats tiers<sup>15</sup>. Tout en tenant pleinement compte des rapports de ses prédécesseurs, Sir Gerald Fitzmaurice a rédigé ses projets sur le droit des traités en reprenant la question à

<sup>9</sup> Texte français dans: A/CN.4/SR.98.

<sup>10</sup> Texte français dans: A/CN.4/54.

<sup>11</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1956* (publication des Nations Unies, No de vente: 56.V.3), vol. II, p. 106.

<sup>12</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1957* (publication des Nations Unies, No de vente: 57.V.5), vol. II, p. 17.

<sup>13</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1958* (publication des Nations Unies, No de vente: 58.V.1), vol. II, p. 20.

<sup>14</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1959* (publication des Nations Unies, No de vente: 59.V.1), vol. II, p. 37.

<sup>15</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1960* (publication des Nations Unies, No de vente: 60.V.1), vol. II, p. 64.

l'origine et il les a présentés sous la forme d'un code déclaratif plutôt que d'une convention. Durant cette période, la Commission s'est consacrée essentiellement à ses travaux sur le droit de la mer et sur les relations et immunités diplomatiques et consulaires, de sorte qu'en dehors d'un bref examen de certaines questions générales du droit des traités aux 368<sup>ème</sup>, 369<sup>ème</sup> et 370<sup>ème</sup> séances de la session de 1956, elle n'a pu étudier de façon approfondie le droit des traités qu'à sa onzième session, en 1959. Au cours de cette session, elle a consacré environ vingt-six séances<sup>10</sup> à la discussion du premier rapport de Sir G. Fitzmaurice sur l'élaboration, la conclusion et l'entrée en vigueur des traités, et elle a adopté à titre provisoire le texte de quatorze articles accompagnés de commentaires. Cependant, la Commission n'a pu, faute de temps, terminer l'étude de la série d'articles relatifs à cette partie du droit des traités<sup>17</sup>. Dans son rapport pour 1959, la Commission a souligné que, sans préjuger la décision finale qu'elle pourrait prendre, elle n'avait pas envisagé jusqu'alors que ses travaux sur le droit des traités pussent revêtir la forme d'une ou de plusieurs conventions internationales, mais plutôt celle d'un "code de caractère général". Elle donnait deux raisons à l'appui de cette préférence :

"En premier lieu, il semble peu indiqué qu'un code relatif au droit des traités revête lui-même la forme d'un traité ou, si l'on veut, il serait plus approprié que ce code ait une base non contractuelle. En second lieu, une grande partie du droit des traités ne se prête pas spécialement à la forme conventionnelle. Elle comprend des exposés de principes et des règles abstraites qui peuvent être plus facilement formulées dans un code. Le code présente également l'avantage de permettre l'incorporation d'un certain nombre de dispositions à but déclaratif ou explicatif qu'il ne serait pas possible de faire figurer dans un texte qui se limiterait strictement à l'énoncé d'obligations. De telles dispositions présentent une très grande utilité parce qu'elles servent à élucider, d'une façon tangible, les principes juridiques ou les raisonnements qui ont inspiré la rédaction des différents articles<sup>18</sup>."

La Commission signalait également les problèmes qui pourraient se poser si le droit des traités était incorporé dans une convention multilatérale et si certains Etats ne devenaient pas parties à cette convention ou bien si, étant devenus parties, ils la dénonçaient par la suite. D'autre part, elle reconnaissait que ces problèmes se posaient chaque fois qu'une convention contenait des règles de droit coutumier. Elle soulignait enfin que, si l'on décidait de donner au code la forme d'une convention multilatérale, il était à peu près certain qu'il faudrait en modifier considérablement la rédaction et peut-être supprimer certaines dispositions.

17. La douzième session, tenue en 1960, a été presque entièrement consacrée à l'étude des relations et immunités consulaires et de la diplomatie *ad hoc*, de sorte que les travaux relatifs au droit des traités n'ont pas progressé durant cette session. Sir Gerald Fitzmaurice a dû ensuite lui aussi se retirer de la Commission après avoir été élu juge à la Cour internationale de Justice et, à sa treizième session, en 1961, la Commis-

sion a élu Sir Humphrey Waldock pour lui succéder en tant que Rapporteur spécial pour le droit des traités. D'autre part, en ce qui concerne l'organisation générale de ses travaux relatifs au droit des traités, la Commission a décidé :

"i) Que le but poursuivi sera de préparer un projet d'articles sur le droit des traités destiné à servir de base pour une convention ;

"ii) Que le rapporteur spécial sera prié d'examiner à nouveau l'oeuvre précédemment accomplie dans ce domaine par la Commission et ses rapporteurs spéciaux ;

"iii) Que le rapporteur spécial devra commencer par la conclusion des traités et étudier ensuite le reste de la question, de façon à traiter, si possible, l'ensemble du sujet en deux ans<sup>19</sup>."

Par la première de ces décisions, la Commission a modifié le plan de ses travaux sur le droit des traités, envisageant non plus de préparer un simple exposé du droit, mais d'élaborer un projet d'articles pouvant servir de base à une convention multilatérale. En agissant ainsi, elle s'inspirait de deux considérations principales. En premier lieu, un code déclaratif, si bien formulé soit-il, ne saurait, de par la nature même des choses, avoir la même efficacité qu'une convention de codification ; or, la codification du droit des traités est d'une importance particulière à l'heure actuelle où un si grand nombre d'Etats nouveaux sont devenus depuis peu membres de la communauté internationale. En second lieu, la codification du droit des traités au moyen d'une convention multilatérale donnerait à tous les nouveaux Etats la possibilité de participer directement à la formulation du droit et il apparaît extrêmement souhaitable à la Commission que ces Etats participent à l'oeuvre de codification afin de pouvoir donner au droit des traités les fondements les plus larges et les plus solides.

18. A la présente session de la Commission, le Rapporteur spécial a soumis un rapport sur la conclusion, l'entrée en vigueur et l'enregistrement des traités (A/CN.4/144 et Add.1) que la Commission a examiné au cours de ses 636<sup>ème</sup> à 672<sup>ème</sup> séances. La Commission a adopté un projet d'articles provisoires sur ces questions, projet que l'on trouvera reproduit dans le présent chapitre accompagné des commentaires sur les articles. Elle se propose de préparer, à sa prochaine session, un projet sur un autre groupe d'articles relatifs à la validité et à la durée des traités puis, à la session suivante, un projet sur un autre groupe d'articles ayant trait à l'application et aux effets des traités. Quant à savoir si tous les projets doivent être fondus en une convention unique ou si la codification du droit des traités doit faire l'objet d'une série de conventions connexes, c'est là une question que l'on peut réserver jusqu'au moment où tous les projets seront achevés. Provisoirement et pour faciliter le travail de rédaction, la Commission adopte la même méthode que pour le droit de la mer, c'est-à-dire qu'elle prépare une série de projets d'articles qui, tout en étant étroitement liés, n'en sont pas moins autonomes.

19. Conformément aux articles 16 et 21 de son Statut, la Commission a décidé de communiquer aux gouvernements, par l'entremise du Secrétaire général, son projet relatif à la conclusion, à l'entrée en vigueur et à l'enregistrement des traités, en leur demandant de présenter leurs observations au sujet de ce document.

<sup>10</sup> Rapport pour 1961, Documents officiels de l'Assemblée générale, 16<sup>ème</sup> session, Supplément No 9 (A/4843, par. 39).

<sup>16</sup> 480<sup>ème</sup> à 496<sup>ème</sup>, 500<sup>ème</sup> à 504<sup>ème</sup> et 519<sup>ème</sup> à 522<sup>ème</sup> séances.

<sup>17</sup> Le chapitre II du rapport de la Commission pour 1959 contient les articles 1 à 10 et 14 à 17 d'un projet de chapitre d'un code général du droit des traités.

<sup>18</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1956* (publication des Nations Unies, No de vente : 56.V.3), vol. II, p. 109.



## B. — LA PORTÉE DU PRÉSENT PROJET D'ARTICLES

20. Le présent projet d'articles embrasse la question générale de la "conclusion" des traités. On a considéré "l'entrée en vigueur" comme étant naturellement associée à la "conclusion", sinon comme en faisant intégralement partie, et l'on y a joint la question de "l'enregistrement des traités" parce qu'elle relève essentiellement de la procédure de conclusion des traités et qu'elle est étroitement liée, du point de vue chronologique, à l'entrée en vigueur<sup>20</sup>. Ont été inclus dans le projet des articles relatifs à la rectification d'erreurs relevées après l'authentification du texte des traités ainsi que des articles concernant la désignation et les fonctions du dépositaire. L'Etat ou organisation internationale dépositaire joue un rôle si important dans l'application des clauses de procédure d'un traité multilatéral que l'on ne peut pour ainsi dire pas éviter de se référer aux fonctions du dépositaire dans des articles visant à codifier le droit relatif à la conclusion des traités. La Commission a constaté en outre que l'Assemblée générale elle-même, dans sa résolution 1452 B (XIV) du 7 décembre 1959, relative aux réserves aux conventions multilatérales, avait souligné que la Commission du droit international doit tenir compte dans ses travaux sur le droit des traités de la pratique des Etats et des organisations comme dépositaires. Les articles 28 et 29 préparés par la Commission au sujet des fonctions de dépositaire feront néanmoins l'objet d'un nouvel examen puisque l'on ne dispose pas encore, relativement à la pratique des Etats et des organisations en tant que dépositaires, des renseignements demandés dans la résolution susmentionnée.

21. La Commission a de nouveau examiné la question de savoir s'il y a lieu d'insérer dans le projet d'articles sur la conclusion des traités des dispositions concernant les traités conclus par les organisations internationales. Le Rapporteur spécial avait préparé, en vue de le soumettre à la Commission ultérieurement au cours de la session, un dernier chapitre sur la conclusion des traités par les organisations internationales. Il suggérait que dans ce chapitre l'on spécifie dans quelle mesure les dispositions des articles valables pour les Etats s'appliquent aux traités conclus par les organisations internationales et que l'on énonce les règles particulières à ces derniers traités. Mais la Commission a confirmé les décisions qu'elle avait prises en 1951<sup>21</sup> et en 1959<sup>22</sup> d'ajourner l'examen des traités conclus par les organisations internationales tant qu'elle n'aura pas progressé davantage dans l'élaboration de son projet relatif aux traités conclus entre Etats. D'autre part, la Commission a reconnu que les organisations internationales peuvent avoir une certaine capacité de conclure des accords internationaux et que ces accords relèvent du droit des traités. C'est pourquoi, tout en limitant la portée des dispositions spécifiques du présent projet d'articles aux traités conclus par les Etats, la Commission a nettement précisé dans les commentaires des articles 1 et 3 du présent projet que, pour elle, les accords internationaux auxquels les organisa-

tions internationales sont parties s'inscrivent dans le cadre général du droit des traités.

22. Les articles du projet ont provisoirement été groupés en cinq sections: i) dispositions générales, ii) règles régissant la conclusion des traités par les Etats, iii) réserves, iv) entrée en vigueur et enregistrement des traités et v) rectification des erreurs et fonctions des dépositaires. En élaborant le projet d'articles, la Commission s'est attachée à codifier les règles modernes du droit international en matière de conclusion des traités et les articles formulés par la Commission contiennent à la fois des éléments de développement progressif et des éléments de codification du droit.

23. Le texte des articles 1 à 29 du projet ainsi que des commentaires y relatifs, tel qu'il a été adopté par la Commission sur la proposition du Rapporteur spécial, est reproduit ci-après.

## II. — Projet d'articles sur le droit des traités

### Première partie

#### CONCLUSION, ENTRÉE EN VIGUEUR ET ENREGISTREMENT DES TRAITÉS

##### SECTION I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article premier

##### Définitions

##### 1. Au sens du présent projet:

a) L'expression "traité" s'entend de tout accord international en forme écrite, qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière (traité, convention, protocole, pacte, charte, statut, acte, déclaration, concordat, échange de notes, procès-verbal approuvé, mémorandum d'accord, *modus vivendi*, etc.), conclu entre deux ou plusieurs Etats ou autres sujets du droit international et régi par le droit international.

b) L'expression "accord en forme simplifiée" s'entend d'un traité conclu par un échange de notes, un échange de lettres, un procès-verbal approuvé, un mémorandum d'accord, une déclaration commune ou tout autre instrument conclu par une procédure analogue.

c) L'expression "traité multilatéral général" s'entend d'un traité multilatéral relatif à des normes générales de droit international ou portant sur des questions d'intérêt général pour l'ensemble des Etats.

d) Les expressions "signature", "ratification", "adhésion", "acceptation" et "approbation" s'entendent, dans chaque cas, de l'acte, ainsi désigné, par lequel l'Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité. Toutefois, selon le contexte, le mot "signature" s'entend aussi de l'acte par lequel un Etat authentifie le texte d'un traité sans établir son consentement à être lié par le traité.

e) L'expression "pleins pouvoirs" désigne un instrument formel émanant de l'autorité compétente d'un Etat et autorisant une personne donnée à représenter l'Etat, soit pour accomplir toutes les formalités requises en vue de la conclusion du traité, soit aux fins précises de négocier ou de signer un traité ou de souscrire un instrument relatif à un traité.

<sup>20</sup> L'Article 102 de la Charte exige que les traités soient enregistrés "le plus tôt possible", tandis que le règlement adopté par l'Assemblée générale, le 14 décembre 1946, dispose que l'enregistrement ne sera effectué que lorsque le traité est entré en vigueur; voir article 1er, paragraphe 2 du Règlement, Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. XXI.

<sup>21</sup> Texte français dans A/CN.4/SR.98 (publication des Nations Unies, No de vente: 59.V.1).

<sup>22</sup> *Annuaire de la Commission du droit international*, 1959, vol. II, p. 91 et 98.

f) Une "réserve" est une déclaration unilatérale faite par un Etat, quand il signe, ratifie, accepte ou approuve un traité ou y adhère, par laquelle il vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans son application audit Etat.

g) Le "dépositaire" est l'Etat ou l'organisation internationale à qui est confiée la garde du texte du traité et de tous les instruments relatifs au traité.

2. Aucune disposition des présents articles n'influe en quoi que ce soit sur la manière dont le droit interne d'un Etat qualifie ou classe les accords internationaux.

#### Commentaire

1) Les définitions sont simplement destinées, comme l'indiquent les premiers mots du paragraphe, à indiquer le sens dans lequel les termes en question sont employés dans le projet d'articles.

2) *Traité*. Le terme "traité" est employé d'un bout à l'autre du projet d'articles comme terme générique s'appliquant à toutes les formes d'accord international écrit. Bien que le terme "traité" évoque en un sens l'instrument formel unique, il existe aussi des accords internationaux, tels que les échanges de notes, qui ne constituent pas un instrument formel unique et ne sont pas habituellement sujets à ratification, mais qui, pourtant, sont certainement des accords auxquels le droit des traités s'applique. De même, un très grand nombre d'instruments uniques qui sont d'un usage journalier — un "procès-verbal approuvé" par exemple, ou un "mémoire d'accord" — ne peuvent, à proprement parler, être appelés des instruments *formels*, mais ils constituent incontestablement des accords internationaux soumis aux règles du droit des traités. Une convention générale sur le droit des traités doit porter sur tous les accords de ce genre, qu'ils soient incorporés dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes et que l'instrument soit "formel" ou non. Quant à savoir si, pour décrire tous ces instruments et le droit qui les régit, il y a lieu d'employer les expressions "traités" et "droit des traités", plutôt que les expressions "accords internationaux" et "droit des accords internationaux", c'est une question de terminologie et non de fond. De l'avis de la Commission, diverses considérations militent fortement en faveur de l'emploi du terme "traité".

3) En premier lieu, l'"accord en forme simplifiée", loin d'être exceptionnel, est au contraire très répandu. Le nombre des accords de ce genre, qu'ils soient consignés dans un seul instrument ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, est maintenant très élevé et, de plus, leur emploi se développe constamment<sup>23</sup>.

4) En second lieu, les différences juridiques, pour autant qu'il en existe réellement, entre les traités formels et les "accords en forme simplifiée" concernent presque uniquement la forme, ainsi que les modalités de conclusion et d'entrée en vigueur. Les règles de droit qui ont trait à des questions telles que la validité, l'application et les effets, l'exécution et les garanties d'exécution, l'interprétation et, enfin, l'extinction s'appliquent à toutes les catégories d'accords internationaux. Sur ces divers points, il existe assurément quelques différences importantes d'ordre juridique entre certaines classes ou catégories d'accords internationaux<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> Voir le premier rapport de Sir Hersch Lauterpacht, texte français dans A/CN.4/63.

Mais ces différences ne tiennent ni à la forme ou à la dénomination, ni à aucune autre caractéristique extérieure de l'instrument dans lequel les accords sont consignés; elles tiennent exclusivement à la teneur de l'accord, quelle que soit la forme de celui-ci. Il serait donc inadmissible d'exclure certaines catégories d'accords internationaux du cadre général d'une convention sur le droit des traités pour cette seule raison que, du point de vue de la forme pure et simple et des modalités de conclusion et d'entrée en vigueur, il peut exister certaines différences entre ces accords et les accords formels. Tout au plus, pourrait-il se révéler utile de faire, de ce point de vue particulier et dans la partie de la convention qui s'y rapporte, certaines distinctions entre les diverses formes d'accords internationaux.

5) Troisièmement, même dans le cas d'accords formels uniques, une terminologie extrêmement riche et variée ne fait qu'embrouiller la question de la classification des accords internationaux. Ainsi, à côté des "traités", "conventions" et "protocoles", on trouve assez fréquemment des "déclarations", "chartes", "pactes", "actes", "statuts", "accords", "concordats", cependant que des termes tels que "déclaration", "accord" et "modus vivendi" peuvent désigner indistinctement des accords formels ou des accords non formels. Quant à ces derniers leur nomenclature est presque illimitée, encore que certaines dénominations telles que "accord", "échange de notes", "échange de lettres", "mémoire d'accord" ou "procès-verbal approuvé" soient plus usuelles que d'autres<sup>25</sup>. Il est exact que certaines catégories d'instruments sont utilisées plus fréquemment que d'autres à telle fin plutôt qu'à telle autre; il est exact également que certaines dénominations s'attachent plus fréquemment à certaines catégories de transactions qu'à certaines autres, mais il n'existe pas d'usage exclusif ou systématique attachant telle dénomination à tel type particulier de transaction.

6) Quatrièmement, l'emploi du mot "traité" comme terme générique s'appliquant à toutes les catégories d'accords internationaux en forme écrite est accepté par la majorité des juristes<sup>26</sup>.

7) Plus important encore est l'appui que l'on trouve en faveur de l'emploi du mot "traité" comme terme générique, dans deux dispositions du Statut de la Cour internationale de Justice. Au paragraphe 2 de l'article 36 est citée, parmi les questions au sujet desquelles

<sup>24</sup> Voir à ce sujet les commentaires de Sir Gerald Fitzmaurice dans son deuxième rapport. (*Annuaire de la Commission du droit international*, 1957) [publication des Nations Unies, numéro de vente: 57.V.5], vol. II, p. 17, par. 115, 120, 125-128 et 165-168, et son troisième rapport (*Annuaire de 1958*) [publication des Nations Unies, numéro de vente: 58.V.1], vol. II, p. 20, par. 90-93).

<sup>25</sup> Dans son article intitulé "The Names and Scope of Treaties" (*American Journal of International Law*, 1951 [1957], No 3, p. 574), M. Denis P. Myers n'étudie pas moins de 38 dénominations différentes; voir aussi la liste donnée dans le premier rapport de Sir H. Lauterpacht, au paragraphe 1 du commentaire de l'article 2 (texte français dans A/CN.4/63, p. 40-41). L'article 1 du règlement de l'Assemblée générale relatif à l'enregistrement parle de "tout traité ou accord international, quelle qu'en soit la forme et sous quelque appellation qu'il soit désigné".

<sup>26</sup> Lord McNair, *Law of Treaties* (1961), p. 22; Rousseau, *Principes généraux du droit international public*, p. 132 et suiv. Voir également ce que Louis Renault écrivait dès 1869: "... tout accord intervenu entre ... Etats, de quelque manière qu'il soit constaté (accord, convention, protocole, déclaration commune, échange de déclarations unilatérales)" [*Introduction à l'étude du droit international*, p. 33 et 34].

les Etats parties au Statut pourront déclarer reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour, "a. l'interprétation d'un traité". Or, cela ne peut évidemment signifier que les Etats ne pourraient reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour lorsqu'il s'agirait de l'interprétation d'accords internationaux qui ne seraient pas effectivement appelés des traités ou qui seraient consignés dans des instruments désignés sous un autre nom. De même, au paragraphe 1 de l'article 38, la Cour est tenue d'appliquer pour fonder ses décisions "a. les conventions internationales". Ici encore, cela ne peut signifier qu'il soit interdit à la Cour d'appliquer d'autres instruments où sont consignés des accords internationaux, mais qui ne sont pas intitulés "conventions". Au contraire, la Cour doit les appliquer et les appliquer effectivement. Que dans l'une de ces deux dispositions qui se rapportent à toute la gamme des accords internationaux figure le mot "traité" et dans l'autre le mot "convention", qui est encore plus formel, ne fait que confirmer qu'il est parfaitement légitime d'utiliser le terme générique "traité" dans les présents articles pour désigner la totalité des accords internationaux. D'ailleurs, la seule autre expression générique qu'on pourrait employer serait "accord international", ce qui non seulement alourdirait le texte, mais semblerait étrange à présent que l'expression "droit des traités" est presque universellement utilisée pour dénommer cette branche du droit international.

8) Le terme "traité", tel qu'il est utilisé dans le projet d'articles, désigne uniquement les accords internationaux conclus entre "deux ou plusieurs Etats ou autres sujets du droit international". L'expression "autres sujets du droit international" est employée pour les cas où des traités seraient conclus par a) des organisations internationales, b) le Saint-Siège qui conclut des traités au même titre que les Etats et c) d'autres entités internationales telles que des insurgés, qui, dans certaines conditions, peuvent conclure des traités. L'expression ne doit pas s'entendre de particuliers ou de sociétés créées en vertu des règles du droit interne, car ils n'ont la capacité ni de conclure des traités ni de conclure des accords régis par le droit international public<sup>27</sup>.

9) L'expression "régis par le droit international" est utilisée pour distinguer les accords internationaux régis par le droit international public de ceux qui, bien que conclus entre deux Etats, sont régis par les dispositions du droit interne de l'une des parties (ou quelque autre système de droit interne choisi par les parties).

10) L'emploi du terme "traité" dans le projet d'articles est limité aux accords internationaux en forme écrite. Cela ne revient pas à nier la valeur juridique des accords verbaux en droit international ou à contester que certains des principes énoncés dans la suite du projet de la Commission sur le droit des traités puissent s'appliquer aux accords verbaux. Mais le terme "traité" est en général utilisé pour désigner un accord en forme écrite; quoi qu'il en soit, la Commission estime que, pour plus de simplicité et de clarté, son projet d'articles sur le droit des traités doit être limité aux accords en forme écrite. D'autre part, si le traité de forme classique est un instrument formel unique, dans la pratique moderne, il arrive fréquemment que des accords internationaux soient conclus non seulement

au moyen d'accords non formels, mais encore au moyen de deux ou plusieurs instruments connexes. L'exemple évident est celui des échanges de notes et des échanges de lettres. Il est encore un autre cas: c'est celui d'accords conclus au moyen de "déclarations" faites séparément mais liées l'une à l'autre soit directement soit par le moyen d'un instrument. Grâce à la présence des mots "qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes," ces diverses formes d'accord international sont englobées dans le terme "traité" ainsi défini, tout comme ceux qui sont consignés dans un instrument unique.

11) "*Accord en forme simplifiée*". Comme on l'a déjà indiqué au paragraphe 4 du présent commentaire, le droit des traités s'applique, pour l'essentiel, au même titre aux traités formels et aux accords en forme simplifiée; cependant, pour ce qui est de la conclusion et de l'entrée en vigueur, il y a sans doute quelques différences. En fait, on recourt si souvent, pour la même catégorie de transaction, aussi bien à des traités formels qu'à des traités non formels que les cas où l'on peut dire, sans risque de se tromper, que les principes appliqués aux traités formels sont différents des principes appliqués aux traités non formels sont extrêmement rares. Néanmoins, dans un ou deux cas, la distinction entre les traités en forme simplifiée et les autres traités doit être faite (par exemple, articles 4 et 10). Cette distinction est d'ailleurs loin d'être facile à établir étant donné les formes extrêmement variées que les traités peuvent revêtir et la nomenclature un peu confuse utilisée pour leur désignation. D'une manière générale, les traités en forme simplifiée se distinguent des autres par l'absence d'une ou de plusieurs des caractéristiques du traité formel. Il serait cependant difficile de prendre pour critère infaillible l'absence ou la présence de l'une ou l'autre de ces caractéristiques. Prenons, par exemple, la ratification: en général, elle n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit d'accords en forme simplifiée; or, on connaît plus d'un cas de ratification d'un accord en forme simplifiée. Cependant, ce qui caractérise le plus souvent les traités que l'on classe dans la catégorie des accords en forme simplifiée, c'est leur procédure plus simple. C'est pourquoi la Commission a défini cette forme de traités en prenant pour critère sa forme simplifiée et en donnant des exemples spécifiques.

12) "*Traité multilatéral général*". La multiplication du nombre des Etats qui prennent part à l'élaboration d'un traité peut poser des problèmes concernant la procédure à suivre pour l'adoption, la signature et l'authentification du traité, de même qu'en ce qui concerne l'admission de nouvelles parties au traité, l'acceptation des réserves, l'entrée en vigueur du traité et d'autres questions encore. Le problème se pose également de savoir s'il ne faudrait pas admettre que des règles différentes s'appliquent selon qu'il s'agit de traités élaborés par un nombre limité d'Etats ou de traités élaborés par un grand nombre d'Etats, ou encore selon qu'il s'agit de traités auxquels seuls peuvent devenir parties les Etats d'un groupe restreint ou de traités auxquels tous les Etats ou, du moins, un très grand nombre d'Etats peuvent devenir parties. Après une étude approfondie de ces problèmes, la Commission en est venue à cette conclusion que, de divers points de vue, la distinction qui s'impose est celle que l'on peut établir entre les traités élaborés au cours d'une conférence réunie par les Etats intéressés eux-mêmes et les traités élaborés au sein d'une organisation internationale ou au cours d'une conférence réunie par une

<sup>27</sup> En ce qui concerne ce point et la question générale de la capacité des sujets de droit international de conclure des traités, voir plus loin le commentaire de l'article 3.

organisation internationale. Dans un ou deux cas cependant, la Commission a jugé nécessaire de se référer en outre à d'autres critères. Il en va ainsi notamment en ce qui concerne la procédure à suivre lorsqu'il s'agit d'admettre de nouveaux Etats à devenir parties à un traité multilatéral. Ici, la Commission est arrivée à la conclusion qu'il convient de distinguer entre les "traités multilatéraux généraux" et les autres traités multilatéraux. De ce fait, il devenait nécessaire de définir le "traité multilatéral général"; la Commission a fondé sa définition sur le caractère général du traité, envisagé en fonction du fait que les dispositions du traité sont ou non d'intérêt général pour l'ensemble de la communauté internationale.

13) *Réserve.* La nécessité de cette définition vient de ce qu'il n'est pas rare que les Etats, lorsqu'ils signent, ratifient, acceptent ou approuvent un traité, ou y adhèrent, fassent des déclarations sur la manière dont ils comprennent telle ou telle question ou sur leur interprétation d'une disposition particulière. Ces déclarations peuvent se borner à préciser la position d'un Etat ou, au contraire, avoir la valeur d'une réserve, selon qu'elles ont ou non pour effet de modifier ou d'exclure l'application des clauses du traité, telles qu'elles ressortent du texte adopté.

14) Les autres définitions n'appellent pas de commentaire car elles sont suffisamment expliquées dans les articles et commentaires correspondants.

15) Le paragraphe 2 sauvegarde la position des Etats au regard de leur droit et de leurs usages internes, plus spécialement en matière de ratification des traités. Dans nombre de pays, la constitution exige que les accords internationaux que le droit interne ou les usages de l'Etat considèrent comme des "traités" soient sanctionnés par le pouvoir législatif ou que leur ratification soit autorisée par lui — parfois à une majorité spécifiée —, alors que les autres accords internationaux ne sont pas soumis à cette règle. Il est donc essentiel que la définition du "traité" dans les présents articles soit telle qu'elle n'altère ni ne modifie en rien les règles et usages nationaux qui régissent la classification des accords internationaux en droit interne.

## Article 2

### Portée des présents articles

1. A moins que le contexte n'exige qu'il en soit autrement, les présents articles s'appliquent à tout traité qui répond à la définition donnée au paragraphe 1, a, de l'article premier.

2. Le fait que tous accords internationaux qui ne sont pas en forme écrite sont soustraits à l'application des présents articles ne porte en rien atteinte à la valeur juridique que le droit international reconnaît à ces accords.

### Commentaire

1) Le paragraphe 1 du présent article doit se lire en liaison avec la définition du terme "traité" donné à l'article 1er, d'où il ressort que le projet d'articles s'applique à tout accord international en forme écrite conclu entre deux ou plusieurs sujets du droit international et régi par le droit international. Les mots "à moins que le contexte n'exige qu'il en soit autrement", qui introduisent la définition de la portée des présents articles, reconnaissent simplement que certaines de leurs dispositions ne sont expressément ou implicitement applicables qu'à certaines catégories de traités.

2) Comme on l'a déjà expliqué au paragraphe 10 du commentaire de l'article 1er, le fait que le projet d'articles s'applique uniquement aux accords en forme écrite ne signifie pas que la Commission ne reconnaisse aucune valeur juridique aux accords internationaux sous forme verbale. C'est pourquoi, pour écarter toute possibilité de malentendu, le paragraphe 2 du présent article, sans entrer dans le détail de la question, laisse expressément à ces accords verbaux la valeur juridique qu'ils ont en droit international.

## Article 3

### Capacité de conclure des traités

1. La capacité de conclure des traités selon le droit international appartient aux Etats et aux autres sujets du droit international.

2. Dans un Etat fédéral, la capacité des Etats membres de l'union fédérale de conclure des traités dépend de la Constitution fédérale.

3. Dans le cas des organisations internationales, la capacité de conclure des traités dépend du statut de l'organisation intéressée.

### Commentaire

1) Certains membres ont émis des doutes quant à la nécessité d'un article traitant de la capacité, en droit international, de conclure des traités. Ils ont fait observer que la Convention de Vienne n'a pas traité de la capacité de nouer des relations diplomatiques et ils ont laissé entendre que, si ce point devait être réglé dans le droit des traités, la Commission pourrait se trouver amenée à codifier l'ensemble des règles concernant les "sujets" du droit international. D'autres membres de la Commission ont estimé que la question de la capacité ressortissait de façon plus évidente au droit des traités qu'au droit des relations et immunités diplomatiques et que le projet d'articles doit contenir au moins quelques dispositions générales sur la capacité de conclure des traités. Tout en estimant qu'il ne sied pas d'entrer dans le détail de tous les problèmes qui peuvent se poser à propos de la capacité, la Commission a décidé d'insérer le présent article qui énonce trois dispositions générales concernant la capacité de conclure des traités.

2) Le principe général énoncé au paragraphe 1 est le suivant: la capacité de conclure des traités appartient aux Etats et aux autres sujets du droit international. Le mot "Etat" a ici le même sens que dans la Charte des Nations Unies, dans le Statut de la Cour, la Convention de Genève sur le droit de la mer et la Convention de Vienne sur les relations et immunités diplomatiques, c'est-à-dire qu'il s'agit de l'Etat aux fins du droit international. Par l'expression "autres sujets du droit international", on entend avant tout désigner les organisations internationales, ne laisser subsister aucun doute au sujet du Saint-Siège et prévoir les cas plus spéciaux tels que celui d'insurgés qui bénéficient d'un certain degré de reconnaissance.

3) Le paragraphe 2<sup>28</sup> vise le cas des Etats fédéraux dont la constitution autorise dans certains cas les Etats membres à conclure certains traités. Il ne vise pas le cas des traités conclus entre deux membres d'un Etat fédéral. Les accords conclus entre deux Etats membres d'un Etat fédéral ont quelque ressemblance avec les

<sup>28</sup> Pour les raisons exposées dans les comptes rendus analytiques des 658<sup>ème</sup> et 666<sup>ème</sup> séances, M. Briggs n'a pas accepté les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3.

traités internationaux et, dans divers cas, certains principes du droit des traités leur ont été appliqués par analogie. Toutefois, ces accords relèvent du droit constitutionnel de l'Etat fédéral et, en voulant les introduire expressément dans le champ d'application des présents articles, on risquerait de susciter des conflits entre le droit international et le droit interne. C'est pourquoi le paragraphe 2 vise uniquement les traités conclus par le gouvernement fédéral lui-même ou par un membre de l'Etat fédéral avec un Etat étranger. Le plus souvent, la capacité de conclure des traités appartient exclusivement au gouvernement fédéral, mais il n'y a pas de règle de droit international qui interdise aux Etats membres d'être dotés de la capacité de conclure des traités avec des Etats tiers. On peut se demander, dans certains cas, si l'Etat membre de l'Etat fédéral conclut le traité en tant qu'organe de l'Etat fédéral ou en son nom propre. Mais, sur ce point également, c'est dans les dispositions de la constitution fédérale qu'il faut rechercher la solution.

4) Le paragraphe 3 dispose que la capacité d'une organisation internationale de conclure des traités dépend du statut de ladite organisation. C'est à dessein que le terme "statut" a été retenu de préférence à "acte constitutif". En effet, la capacité d'une organisation internationale de conclure des traités ne dépend pas exclusivement des dispositions de l'acte constitutif de l'organisation mais encore des décisions et des règles de ses organes compétents. Les traités portant création d'une organisation internationale qui contiennent des dispositions concernant la conclusion des traités sont relativement rares; néanmoins, la grande majorité des organisations se sont jugées habilitées à conclure des traités en vue de promouvoir les buts de l'organisation. Même lorsque l'acte constitutif contient des dispositions expresses concernant la conclusion de certains traités, c'est le cas de la Charte, ces dispositions n'ont pas été considérées comme énumérant la totalité des pouvoirs qu'a l'organisation de conclure des traités. A cet égard, il suffit de rappeler la déclaration suivante de la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur la *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies*<sup>20</sup>: "Selon le droit international, l'Organisation doit être considérée comme possédant ces pouvoirs qui, s'ils ne sont pas expressément énoncés dans la Charte, sont, par une conséquence nécessaire, conférés à l'Organisation en tant qu'essentiels à l'exercice des fonctions de celle-ci." C'est pourquoi, si importantes que soient les dispositions de l'acte constitutif d'une organisation, lorsqu'il s'agit de déterminer les limites de son activité en ce qui concerne la conclusion des traités, c'est le statut dans son ensemble — c'est-à-dire l'acte constitutif et les règles en vigueur dans l'organisation — qui détermine la capacité d'une organisation internationale de conclure des traités.

## SECTION II. — CONCLUSION DES TRAITÉS PAR LES ETATS

### Article 4

**Pouvoir de négocier, de rédiger, d'authentifier, de signer, de ratifier, d'approuver ou d'accepter un traité, ou d'y adhérer**

1. Les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères n'ont pas à établir qu'ils sont habilités à négocier, à rédiger, à

authentifier ou à signer un traité au nom de l'Etat qu'ils représentent.

2. a) Les chefs de mission diplomatique n'ont pas à établir qu'ils sont habilités à négocier, à rédiger et à authentifier un traité entre l'Etat qu'ils représentent et celui auprès duquel ils sont accrédités.

b) La même règle s'applique au chef d'une mission permanente auprès d'une organisation internationale dans le cas de traités rédigés sous les auspices de ladite organisation ou de traités entre l'Etat qu'il représente et l'organisation auprès de laquelle il est accrédité.

3. Tout autre représentant d'un Etat doit établir, sous la forme de pouvoirs écrits, qu'il est habilité à négocier, à rédiger et à authentifier un traité au nom de l'Etat qu'il représente.

4. a) Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, le représentant d'un Etat doit établir qu'il est habilité à signer (définitivement ou *ad referendum*) un traité au nom de l'Etat qu'il représente en produisant un instrument de pleins pouvoirs.

b) Toutefois, dans le cas d'accords en forme simplifiée, il n'est pas nécessaire qu'un représentant produise un instrument de pleins pouvoirs, à moins que l'autre Etat qui négocie le traité ne l'exige.

5. Lorsqu'un instrument de ratification, d'adhésion, d'approbation ou d'acceptation est revêtu des formes requises par un représentant de l'Etat autre que le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, ledit représentant est tenu de prouver qu'il est habilité à cet effet.

6. a) Dans les cas où il est requis, l'instrument de pleins pouvoirs peut soit être limité à l'accomplissement de l'acte dont il s'agit, soit revêtir la forme d'un octroi de pleins pouvoirs qui englobe l'accomplissement de cet acte.

b) S'il y a retard dans la transmission de l'instrument de pleins pouvoirs, une lettre ou un télégramme, établissant l'octroi de pleins pouvoirs et émanant de l'autorité compétente de l'Etat intéressé ou du chef de sa mission diplomatique dans le pays où le traité est négocié, est accepté provisoirement, sous réserve de la production ultérieure d'un instrument de pleins pouvoirs en bonne et due forme.

c) La même règle s'applique à une lettre ou à un télégramme émanant du chef d'une mission permanente auprès d'une organisation internationale, lorsqu'il s'agit des traités visés à l'alinéa b du paragraphe 2.

### Commentaire

1) Le pouvoir de représenter l'Etat dans l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui marquent la négociation et la conclusion des traités est déterminé par chaque Etat conformément à ses lois et usages internes. Cependant, les autres Etats ayant un intérêt légitime en la matière sont en droit de s'assurer que le représentant avec lequel ils traitent est habilité par l'Etat qu'il représente à effectuer l'acte en question. Dans certains cas, c'est la position même occupée par le représentant dans l'Etat qui donne cette assurance; s'il n'en est pas ainsi, il est normal d'exiger la preuve du pouvoir que détient l'intéressé d'agir, dans ce cas déterminé, au nom de l'Etat qu'il représente. L'article 4 a pour objet de préciser les cas où, selon la pratique moderne, il n'est pas nécessaire qu'un représentant produise la preuve de ses pou-

<sup>20</sup> C.I.J., *Recueil*, 1949, p. 182.



voirs et les cas où le représentant est tenu de produire cette preuve ou n'est astreint à le faire que s'il en est requis.

2) Les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères sont considérés comme ayant, du fait de leur charge et de leurs fonctions, le pouvoir d'agir pour leur Etat lorsqu'ils négocient, rédigent, authentifient ou signent un traité. En ce qui concerne les ministres des affaires étrangères, le fait a été expressément reconnu par la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire du statut juridique du *Groenland oriental*<sup>80</sup>, à propos de la "Déclaration Ihlen". Le paragraphe 1 dispose, en conséquence, que ces fonctionnaires n'ont pas à établir qu'ils sont habilités aux fins mentionnées.

3) De même, conformément à la pratique acceptée, le paragraphe 2 prévoit que le chef d'une mission diplomatique doit être considéré comme ayant le pouvoir de négocier, de rédiger et d'authentifier un traité conclu entre l'Etat qu'il représente et l'Etat auprès duquel il est accrédité. C'est ainsi que l'alinéa c de l'article 3 de la Convention de Vienne sur les privilèges et immunités diplomatiques dispose que: "les fonctions d'une mission diplomatique consistent, notamment, à... négocier avec le gouvernement de l'Etat accréditaire." Cependant, la présomption ne joue pas dans le cas du chef de mission diplomatique qui signe un traité *liant* son gouvernement; dans l'accomplissement de cet acte, il est soumis à la règle énoncée au paragraphe 4 du présent article. La pratique qui consiste à établir des missions permanentes auprès de certaines organisations internationales, pour représenter l'Etat et à investir les représentants permanents de pouvoirs semblables à ceux dont dispose le chef d'une mission diplomatique, est maintenant très répandue. La Commission estime donc que la règle énoncée au paragraphe 3 devrait s'appliquer aussi à ces représentants permanents auprès d'organisations internationales.

4) Le paragraphe 3 pose en règle générale que les représentants autres que ceux qui sont déjà mentionnés dans les paragraphes précédents doivent établir, sous forme de pouvoirs écrits, qu'ils sont habilités à négocier, à rédiger et à authentifier un traité, encore que cette condition puisse parfois être négligée ou levée.

5) Comme il est déjà indiqué en ce qui concerne le chef d'une mission diplomatique, le pouvoir de négocier, de rédiger et d'authentifier est distinct du pouvoir de signer. Alors que l'on peut raisonnablement considérer le pouvoir de signer, si le représentant en est investi au stade de la négociation, comme englobant le pouvoir de négocier, l'inverse n'est pas vrai et, dans le cas des traités qui ne sont pas en forme simplifiée, il faut de nouveaux pouvoirs l'habilitant spécialement à signer avant que la signature puisse être apposée. La pratique des gouvernements à l'égard des traités dont le Secrétaire général des Nations Unies est dépositaire indique qu'aucune distinction n'est faite à cette fin entre une signature définitive et une signature *ad referendum*: la règle a donc été énoncée sous cette forme à l'alinéa a du paragraphe 4.

6) Dans le cas des accords en forme simplifiée, la production d'un instrument de pleins pouvoirs n'est ordinairement pas requise dans la pratique. Comme il est possible d'imaginer des circonstances où l'autre Etat pourrait vouloir s'assurer qu'un représentant est habilité à signer un échange de notes ou tout autre traité en forme

simplifiée, la Commission a proposé, à l'alinéa b du paragraphe 4, une règle qui dispense de la production des pleins pouvoirs, à moins que l'autre Etat qui négocie le traité ne l'exige.

7) Les instruments de ratification, d'adhésion, d'acceptation et d'approbation sont généralement signés par les chefs d'Etat, bien que, dans la pratique moderne, ils le soient parfois par les chefs de gouvernement ou par les ministres des affaires étrangères. Dans ces cas, la preuve de l'habilitation à signer l'instrument n'est pas exigée. Cependant, il arrive — la chose est rare et due, en général, à l'urgence toute particulière du dépôt de l'instrument — qu'un chef de mission ou un représentant permanent auprès d'une organisation soit chargé de signer et de déposer cet instrument; dans ces conditions, conformément à la pratique du Secrétaire général, les pleins pouvoirs sont exigés et produits. Tels sont les cas que vise le paragraphe 5.

8) Le paragraphe 6 traite de la forme des pleins pouvoirs et des cas où des preuves moins formelles peuvent être acceptées à titre provisoire au lieu des pleins pouvoirs. Normalement, les pleins pouvoirs sont délivrés spécialement en vue d'accomplir l'acte particulier dont il s'agit, mais il ne semble pas qu'il y ait de raisons de ne pas les établir en termes plus larges, à condition qu'il n'y ait aucun doute quant à l'étendue de l'autorité qu'ils confèrent. Quelques pays, semble-t-il, délivrent parfois à certains ministres, dans le cadre de leur mandat normal, des pleins pouvoirs étendus qui, sans mentionner aucun traité en particulier, autorisent le ministre à signer des traités ou des catégories de traités au nom de l'Etat. De plus, certains représentants permanents auprès d'organisations internationales qui sont dépositaires de traités multilatéraux sont munis par leurs Etats de ces pleins pouvoirs étendus, inclus dans leurs lettres de créance ou contenus dans un instrument séparé. La Commission souhaiterait, à l'occasion, que les gouvernements lui fassent connaître leur pratique en ce qui concerne ces formes de pleins pouvoirs. Entre-temps, il paraît justifié de faire figurer provisoirement, à l'alinéa a du paragraphe 6, une disposition reconnaissant qu'il suffit de pleins pouvoirs englobant tous les traités ou certaines catégories de traités.

9) Les alinéas b et c du paragraphe 6 reconnaissent une pratique très commode qui est apparue assez récemment et qui devrait rendre inutiles le paraphe et la signature *ad referendum*, sauf dans des circonstances exceptionnelles. En cas d'urgence, une lettre ou un télégramme est accepté provisoirement comme preuve de l'habilitation, sous réserve de la production en temps opportun de pleins pouvoirs établis en bonne et due forme.

## Article 5

### Négociation et rédaction d'un traité

Le texte d'un traité est rédigé à la suite de négociations qui peuvent être menées soit par la voie diplomatique ou une autre voie officielle, soit au cours de réunions de représentants ou au sein d'une conférence internationale. S'il s'agit d'un traité négocié sous les auspices d'une organisation internationale, il peut être rédigé soit au sein d'une conférence internationale convoquée par l'organisation, soit au sein d'un organe de l'organisation elle-même.

### Commentaire

La Commission, tout en reconnaissant que le contenu de cet article est plus descriptif que normatif, a décidé

<sup>80</sup> C.P.J.I. *Séries A/B*, fascicule No 53, p. 71.

de l'insérer car le processus de rédaction du texte est un préliminaire important de l'acte juridique d'adoption du texte dont traite l'article qui suit. En somme, l'article 5 fournit un lien logique entre l'article 4 et l'article 6.

## Article 6

### Adoption du texte d'un traité

L'adoption du texte d'un traité s'effectue:

a) S'il s'agit d'un traité rédigé lors d'une conférence internationale convoquée par les Etats intéressés ou par une organisation internationale, à la majorité des deux tiers des Etats participant à la conférence, à moins que ces Etats ne soient convenus, à la même majorité, d'adopter une autre règle de vote;

b) S'il s'agit d'un traité rédigé au sein d'une organisation internationale, suivant la règle de vote applicable aux décisions de l'organe compétent de ladite organisation;

c) Dans les autres cas, par l'accord des Etats participant aux négociations.

### Commentaire

1) Le présent article traite de la règle de vote appliquée pour "adopter" le texte du traité, c'est-à-dire pour fixer la forme et le contenu du traité envisagé. A ce stade, les Etats qui négocient s'attachent uniquement à établir le texte du traité en tant que document énonçant les dispositions du traité envisagé; et leurs votes, même lorsqu'ils s'expriment, au terme des négociations, en faveur de l'adoption du texte dans son ensemble, portent seulement sur ce processus. C'est pourquoi le vote émis à ce stade ne signifie en aucune manière que l'Etat accepte d'être lié par les dispositions du texte, lesquelles ne peuvent devenir obligatoires à son égard que si l'Etat exprime à nouveau son consentement (signature, ratification, adhésion ou acceptation).

2) Autrefois, l'adoption du texte d'un traité exigeait presque toujours l'accord de tous les Etats participant aux négociations et l'on peut dire que l'unanimité était la règle générale. Toutefois, le développement de la pratique consistant à élaborer les traités lors de grandes conférences internationales ou au sein d'organisations internationales a eu pour résultat de favoriser un usage si fréquent de la procédure de vote à la majorité que la Commission estime qu'il serait peu réaliste de poser comme règle générale que l'adoption des textes des traités élaborés lors des conférences ou au sein d'organisations internationales doit se faire à l'unanimité. L'unanimité demeure cependant la règle générale lorsqu'il s'agit de traités bilatéraux ou de traités conclus entre un très petit nombre d'Etats. Mais, pour les autres traités multilatéraux, il convient d'énoncer une règle différente bien que les Etats intéressés restent évidemment libres d'appliquer, s'ils le désirent, la règle de l'unanimité dans des cas particuliers.

3) L'alinéa *a* du présent article vise le cas des traités rédigés lors de conférences internationales, et les principales questions que la Commission a eu à résoudre étaient les suivantes: i) faut-il faire une distinction entre les conférences convoquées par une organisation internationale et ii) sur quels principes la règle de vote doit-elle être fondée?

4) En ce qui concerne le premier point, lorsque l'Assemblée générale réunit une conférence, la pratique suivie par le Secrétariat de l'Organisation des Nations

Unies consiste, après avoir consulté les groupes principalement intéressés et les représentants des principaux intérêts en jeu, à préparer pour la conférence un règlement intérieur provisoire ou un projet de règlement intérieur — comprenant une règle de vote — qui sera soumis à l'approbation de la conférence elle-même<sup>31</sup>. C'est à la conférence qu'il appartient d'adopter la règle suggérée ou de la remplacer par une autre. La Commission est donc parvenue à la conclusion que, aussi bien dans le cas d'une conférence convoquée par les Etats eux-mêmes que dans celui d'une conférence convoquée par une organisation, il appartient aux Etats représentés à la conférence de se prononcer sur la règle de vote applicable pour l'adoption du texte.

5) En ce qui concerne le deuxième point, la règle proposée à l'alinéa *a* stipule que la majorité des deux tiers est nécessaire pour l'adoption d'un texte lors d'une conférence internationale, à moins que les Etats ne conviennent, à la même majorité, d'appliquer une autre règle de vote. S'il faut laisser aux Etats représentés à la conférence la faculté de décider, en dernier ressort, de la règle de vote applicable pour l'adoption du texte d'un traité, il serait extrêmement souhaitable d'arrêter, dans les présents articles, la procédure que la conférence doit suivre pour aboutir à sa décision relative à la règle de vote. Sinon, l'on risquerait de voir les travaux de la conférence retardés par de longs débats de procédure au sujet de la règle de vote préliminaire qu'elle doit appliquer pour fixer la règle de vote fondamentale qui servira pour l'adoption du texte d'un traité. Certains membres de la Commission ont exprimé l'avis que le vote sur la question de procédure devrait avoir lieu à la majorité simple. D'autres ont pensé qu'une telle règle n'offrirait peut-être pas une protection suffisante aux Etats se trouvant en minorité à la conférence et ont estimé que les autres Etats pourraient, dans chaque cas, décider à la majorité simple que le texte des traités sera adopté à la majorité simple et l'emporter ainsi sur des Etats qui constitueraient peut-être une minorité importante à la conférence. La règle énoncée à l'alinéa *a* tient compte de l'intérêt des groupes minoritaires dans la mesure où elle exige qu'au moins deux tiers des Etats soient partisans de prendre les décisions à la majorité simple pour que la conférence puisse appliquer à l'adoption du texte d'un traité le système du vote à la majorité simple. Elle laisse à la conférence le dernier mot en la matière mais elle établit en même temps une base permettant de trancher rapidement et équitablement les questions de procédure. La Commission s'est crue d'autant plus fondée à proposer cette règle que le recours à la majorité des deux tiers pour l'adoption des textes des traités multilatéraux est actuellement devenu très fréquent.

6) L'alinéa *b* vise le cas de traités qui, telle la Convention sur le génocide et la Convention sur les droits politiques de la femme, sont effectivement rédigés au sein d'une organisation internationale. Dans ce cas, la règle de vote pour l'adoption du texte du traité doit, de toute évidence, être celle qui est appliquée par l'organe au sein duquel le traité est adopté.

7) Il reste les traités bilatéraux et quelques traités multilatéraux conclus entre un groupe restreint d'Etats autrement qu'au sein d'une conférence internationale. Pour tous ces traités, l'unanimité demeure la règle.

<sup>31</sup> Voir résolution 479 (V) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1950: "Règlement concernant la convocation de conférences non gouvernementales par le Conseil économique et social."

## Article 7

### Authentification du texte

1. A moins qu'une autre procédure n'ait été stipulée dans le texte ou convenue d'une autre manière entre les Etats qui ont participé à l'adoption du texte du traité, ce texte pourra être authentifié de l'une des manières suivantes:

a) Apposition d'un paraphe par les représentants des Etats intéressés;

b) Incorporation du texte dans l'acte final de la conférence au cours de laquelle il a été adopté;

c) Incorporation du texte dans une résolution de l'organisation internationale au sein de laquelle il a été adopté ou tout autre procédé d'authentification en usage dans l'organisation intéressée.

2. De plus, la signature du texte, qu'il s'agisse d'une signature définitive ou d'une signature *ad referendum*, entraîne automatiquement l'authentification du texte du traité proposé si ce texte n'a pas été précédemment authentifié sous une autre forme, selon les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

3. Une fois authentifié aux dispositions précédentes du présent article, le texte devient le texte définitif du traité.

### Commentaire

1) L'authentification du texte d'un traité est nécessaire car elle permet aux Etats ayant participé à la négociation de connaître d'une manière définitive, avant d'avoir à décider s'ils vont devenir parties au traité, le contenu du traité auquel ils vont souscrire. Il faut donc qu'il y ait un stade où le projet sur lequel les parties se sont mises d'accord est *établi* comme étant le texte du traité envisagé. Quant à savoir si les Etats intéressés seront en fin de compte liés par ce traité, c'est là bien entendu une autre question, qui reste en suspens. Mais il faut qu'ils disposent, pour prendre une décision sur cette question, d'un texte définitif qui ne puisse plus être modifié. L'authentification est l'opération par laquelle ce texte définitif est établi et elle consiste en un acte ou une procédure qui certifie que le texte est exact et authentique.

2) Les précédents projets sur le droit des traités n'ont pas reconnu l'authentification comme une phase distincte de la procédure de conclusion du traité. La raison en est, semble-t-il, que la signature était le mode normal d'authentification d'un texte jusqu'à une date relativement récente, et que la signature a toujours, en outre, un autre rôle plus important. Car elle constitue en même temps soit un premier pas vers la ratification, l'acceptation ou l'approbation du traité, soit l'expression du consentement des Etats à être liés par le traité. De ce fait, le rôle de la signature, en tant que procédé d'authentification, se confond avec les autres rôles qu'elle joue<sup>82</sup>. Au cours des dernières années, toutefois, d'autres méthodes ont été mises au point pour authentifier le texte du traité au nom de la totalité ou de la plupart des Etats ayant participé à la négociation. On peut citer, à titre d'exemples, l'incorporation des textes non signés de projets de traités dans les actes finals des conférences diplomatiques, la procédure de l'Organisation internationale du Travail en vertu de laquelle les signatures du Président de la Conférence internationale du Travail et du Directeur général du Bureau international du Travail authentifient le texte des con-

ventions du travail ainsi que les traités dont les textes sont authentifiés par incorporation dans une résolution d'une organisation internationale. C'est cette évolution de la pratique en matière de conclusion des traités qui rend souhaitable d'envisager, dans le projet d'articles, l'authentification comme un stade distinct de la procédure de conclusion des traités.

3) Le paragraphe 1 de l'article énumère les modes d'authentification autres que la signature; le paragraphe 2 traite de la signature en tant qu'acte d'authentification. La signature a été traitée à part, car elle ne constitue un acte d'authentification que si le traité n'a pas été déjà authentifié de l'une des manières mentionnées au paragraphe 1.

4) Le paragraphe 3 indique l'effet juridique de l'authentification en tant qu'acte rendant le texte définitif. Cela signifie qu'après l'authentification, le libellé du texte ne peut plus être modifié que du consentement des parties, par voie de correction du texte authentifié (voir les articles 26 et 27).

## Article 8

### Parties à un traité

1. Dans le cas d'un traité multilatéral général, tout Etat peut devenir partie au traité, à moins que le traité lui-même ou les règles en vigueur dans une organisation internationale n'en disposent autrement.

2. Dans tous les autres cas, peut devenir partie au traité tout Etat:

a) Qui a participé à l'adoption du texte du traité, ou

b) Auquel le traité lui-même reconnaît expressément la faculté de devenir partie, ou

c) Qui, bien qu'il n'ait pas participé à l'adoption du texte, a été invité à assister à la conférence au cours de laquelle le traité a été élaboré, à moins que le traité n'en dispose autrement.

## Article 9

### Extension à d'autres Etats de la faculté de devenir partie au traité

1. Un traité multilatéral peut être ouvert à la participation d'autres Etats que ceux auxquels il était originellement ouvert,

a) Lorsqu'il s'agit d'un traité élaboré au cours d'une conférence internationale réunie par les Etats intéressés, par le consentement ultérieur des deux tiers des Etats qui ont élaboré le traité; cependant, une fois le traité en vigueur, passé un délai de . . . ans après son adoption, le consentement des deux tiers des parties au traité suffit;

b) Lorsqu'il s'agit d'un traité élaboré au sein d'une organisation internationale ou au cours d'une conférence internationale réunie par une organisation internationale, par décision de l'organe compétent de ladite organisation, prise conformément aux dispositions du règlement intérieur de cet organe applicable en matière de vote.

2. La faculté de devenir partie à un traité conclu par un groupe restreint d'Etats peut être reconnue à des Etats autres que les Etats mentionnés à l'article 8 par accord ultérieur de tous les Etats qui ont adopté le texte du traité; cependant, une fois le traité en vigueur, passé un délai de . . . ans après son adoption, l'accord des parties au traité suffit.

<sup>82</sup> Texte français dans A/CN.4/23.



3. a) Lorsque le dépositaire d'un traité reçoit d'un Etat une demande formelle à être admis à devenir partie au traité en vertu des dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus :

i) Dans les cas prévus à l'alinéa a du paragraphe 1 et au paragraphe 2, il communique cette demande aux Etats dont le consentement est requis d'après cet alinéa ;

ii) Dans les cas prévus à l'alinéa b du paragraphe 1, il saisit de cette demande, dans le plus court délai possible, l'organe compétent de l'organisation dont il s'agit.

b) A l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la communication de la demande, le consentement d'un Etat auquel la demande a été communiquée en application de l'alinéa a, i, du paragraphe 3 est présumé, si cet Etat n'a pas notifié au dépositaire son opposition à cette demande.

4. Lorsqu'un Etat est admis, en vertu des dispositions du présent article, à devenir partie à un traité malgré l'opposition d'un ou de plusieurs Etats, tout Etat qui s'y oppose peut, s'il le juge bon, notifier à l'Etat dont il s'agit que le traité n'entrera pas en vigueur entre les deux Etats.

#### *Commentaire*

1) Les articles 8 et 9 définissent les Etats qui ont la faculté de devenir parties à un traité. L'article 8<sup>33</sup> traite de ce que l'on pourrait appeler la participation au traité à titre originel, c'est-à-dire qu'il définit les Etats qui peuvent devenir parties à compter de la date de l'adoption du texte du traité. L'article 9 énonce les conditions dans lesquelles la faculté de devenir partie au traité peut être étendue à d'autres Etats en vertu de décisions postérieures à l'adoption du texte.

2) La Commission a examiné avec une attention particulière le problème de la participation aux traités multilatéraux généraux qu'elle a jugée d'une importance spéciale à cet égard. Elle a été unanime à penser qu'en principe, ces traités doivent, en raison de leur caractère spécial, être ouverts à la participation de façon aussi large que possible. Certains membres de la Commission ont estimé que ces traités, étant censés être universels dans leur application, doivent être ouverts à la participation de tous les Etats. Ils portaient du point de vue que c'est pour le bien général que tous les Etats doivent devenir parties à ces traités et que, dans une communauté internationale d'Etats, il ne doit être impossible à aucun Etat de devenir partie à des traités de ce genre. A leur avis, le principe selon lequel les Etats sont libres de déterminer eux-mêmes dans quelle mesure ils sont disposés à nouer des relations avec d'autres Etats dans le cadre d'un traité, ne s'oppose nullement à ce que la Commission formule une règle en vertu de laquelle les traités multilatéraux généraux seraient ouverts à la participation de tous les Etats. Car il n'est pas rare, déjà, que des Etats soient parties aux mêmes traités et membres de la même organisation internationale que des Etats avec lesquels ils n'entretiennent pas de relations diplomatiques ou qu'ils ne reconnaissent même pas.

3) D'autres membres de la Commission ne se sont pas crus en droit de rejeter, même dans le cas des traités multilatéraux généraux, un principe du droit des traités aussi fondamental que celui de la liberté

qu'ont les Etats contractants de spécifier, dans les clauses mêmes du traité, les Etats qui peuvent devenir parties à ce traité. En revanche, nombreux sont les membres de la Commission qui ont estimé que, du fait du caractère spécial des traités multilatéraux généraux, on est fondé, dans le cas où le traité ne spécifie pas quelles sont les catégories d'Etats auxquelles il est ouvert, à présumer que tout Etat peut devenir partie au traité. Ils ont reconnu que les traités multilatéraux généraux conclus ces dernières années, tels que les Conventions de Genève sur le droit de la mer et la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, n'ont pas été ouverts à tous les Etats mais à des catégories déterminées encore que très vastes, d'Etats. Ils ont estimé néanmoins qu'en principe et pour contribuer au développement progressif du droit international, la Commission devait proposer aux gouvernements la règle énoncée au paragraphe 1 de l'article 8. Ils ont également exprimé l'avis que l'on doit faire très nettement le départ entre le problème de la participation aux traités multilatéraux généraux et le problème de la reconnaissance des Etats.

4) Un autre groupe, parmi les membres de la Commission, tout en reconnaissant pleinement que les traités multilatéraux généraux doivent en principe être ouverts à tous les Etats, n'a pas estimé que la Commission fût fondée à introduire dans le projet une telle présomption quant à l'intention des Etats contractants, étant donné que la pratique récente et surtout la pratique des Nations Unies font nettement ressortir une intention contraire de la part des Etats. Il est en effet devenu d'usage courant dans les traités multilatéraux généraux élaborés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, comme dans un certain nombre d'autres traités, d'insérer une clause aux termes de laquelle ces traités sont ouverts à tous les Etats Membres de l'Organisation et des institutions spécialisées, à toutes les parties au Statut de la Cour internationale de Justice et à tout autre Etat invité par l'Assemblée générale. Cette formule, à leur avis, ouvre le traité à un trop grand nombre d'Etats et, en fait, seuls les Etats qui sont dans un cas controversé ne sont pas admis à devenir parties. Les membres de ce groupe n'ont pas jugé que les propositions de la Commission devaient aller au-delà de cette pratique qui repose sur le fait que, dans les cas douteux, la décision est prise par l'Assemblée générale ou par l'organe compétent de quelque autre organisation dont la composition est presque universelle. Ils ont donc préconisé une solution consistant à réduire l'article 8 aux dispositions qui figurent dans son paragraphe 2 et à se contenter, pour régler le cas des traités multilatéraux généraux, du paragraphe 1 de l'article 9. Ce dernier paragraphe a pour effet, en ce qui concerne le vaste ensemble que forment les traités conclus sous les auspices d'organisations internationales, de remettre la décision aux mains de l'organe compétent de l'organisation intéressée, ce qui est conforme à la pratique actuelle et, dans les autres cas, de faire dépendre cette décision d'un vote à la majorité des deux tiers des Etats intéressés. Ces mêmes membres de la Commission estimaient qu'une règle qui, dans les cas douteux, remet la décision aux mains de l'Assemblée générale, ou de l'organe compétent de quelque autre organisation, ou encore de la majorité des deux tiers des Etats intéressés était en outre chose extrêmement souhaitable du point de vue du dépositaire. A défaut, le Secrétaire général, ou tout autre dépositaire, se trouverait dans l'obligation de choisir entre deux solutions consistant,

<sup>33</sup> Pour les raisons exposées dans les comptes rendus analytiques des 648<sup>ème</sup> (par. 10 à 22) et 667<sup>ème</sup> séances, M. Briggs n'a pas accepté les dispositions de l'article 8.

l'une à accepter toute signature, adhésion, etc., provenant de tout groupe qui s'estime en droit d'être considéré comme un Etat et l'autre, à porter des appréciations d'ordre politique, qui sont délicates et peuvent prêter à controverse, ce qui semble plutôt relever de la compétence de l'Assemblée générale ou de quelque autre organe politique.

5) L'opinion selon laquelle, en cas de silence d'un traité multilatéral général sur la question des Etats auxquels il est ouvert, tout Etat doit être présumé avoir le droit de devenir partie au traité, a prévalu au sein de la Commission; c'est donc la règle qui est énoncée au paragraphe 1 de l'article 8.

6) Reste toutefois le problème des traités multilatéraux généraux qui précisent les catégories d'Etats auxquelles ils sont ouverts et excluent, de ce fait même, le principe énoncé au paragraphe 1 de l'article 8. Ces traités sont ceux dont la Commission s'est proposée de régler le cas au paragraphe 1 de l'article 9, où il est prévu qu'ils pourront être ouverts à de nouveaux Etats, soit par la majorité des deux tiers des Etats qui ont élaboré le traité, soit par décision de l'organe compétent d'une organisation internationale. L'emploi de la formule "à la majorité des deux tiers des Etats qui ont élaboré le traité" se fonde, bien entendu, sur ce fait que, comme l'indique le commentaire de l'article 6, dans la pratique actuelle, l'adoption d'un traité s'effectue, dans la plupart des cas, à la majorité des deux tiers. En d'autres termes, ce qui est proposé, c'est que le traité puisse être ouvert à de nouveaux Etats par une décision prise à la même majorité qui eût été requise pour l'adoption d'une clause du traité relative à la participation. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un traité élaboré soit dans le cadre d'une organisation internationale, soit au cours d'une conférence réunie par une organisation internationale, ce qui est proposé c'est que la décision appartienne à l'organe compétent de ladite organisation. La Commission a jugé que ces dispositions convenaient également au cas des traités multilatéraux qui, bien qu'ils ne soient pas de caractère général, ont été conclus par un nombre considérable d'Etats. Par conséquent, le paragraphe 1 de l'article 9 s'applique à ces traités comme aux traités multilatéraux généraux.

7) Le paragraphe 2 de l'article 9 porte donc seulement sur les traités conclus par un groupe restreint d'Etats: pour ces traités, on pense qu'il convient de conserver la règle de l'unanimité.

8) Le paragraphe 3 indique la procédure à suivre en ce qui concerne les demandes d'admission à la qualité de partie à un traité faites en vertu des deux paragraphes précédents.

9) Le paragraphe 4 consacre le droit d'un Etat de décider s'il entrera ou non en relations de traité avec un autre Etat.

10) Enfin, la Commission a examiné avec une particulière attention le problème de l'adhésion de nouveaux Etats aux traités multilatéraux généraux conclus dans le passé et dont les clauses en matière de participation limitent celle-ci à des catégories déterminées d'Etats. De nouveaux Etats peuvent fort bien souhaiter devenir parties à certains de ces traités et, dans ce cas, il est évidemment souhaitable qu'ils soient juridiquement en mesure de le faire. On se heurte toutefois à certaines difficultés si l'on veut obtenir ce résultat par le moyen des dispositions du présent projet d'articles. L'une de ces difficultés tient à ce qu'il est inévitable qu'il s'écoule quelque temps avant que les articles de ce projet, à sup-

poser même qu'ils donnent naissance à une convention, puissent entrer en application. Une autre vient de ce qu'une convention ne lie que les Etats qui y sont parties et, à moins que tous les Etats qui sont encore parties aux anciens traités multilatéraux en question ne deviennent effectivement parties à la nouvelle convention relative à la conclusion des traités, il pourrait y avoir doute quant à l'efficacité de la convention en ce qui concerne la création d'un droit d'adhésion aux anciens traités. La Commission croit donc qu'il y aurait lieu d'étudier la possibilité de résoudre plus rapidement ce problème selon d'autres procédures. Il semble acquis que l'ouverture d'un traité à l'adhésion de nouveaux Etats exige le consentement des Etats ayant voix au chapitre mais ne requiert pas la négociation d'un nouveau traité modifiant ou complétant le traité antérieur. Une solution possible consisterait à entreprendre, par l'intermédiaire des dépositaires des traités en question, des démarches administratives en vue d'obtenir pour chaque traité le consentement requis des Etats intéressés; de fait, on sait qu'il a été procédé de cette manière dans certains cas. On pourrait également envisager la possibilité d'obtenir les consentements requis au moyen d'une résolution de l'Assemblée générale par laquelle chaque Etat membre accepterait qu'une liste donnée de traités multilatéraux de caractère universel soit ouverte à l'adhésion de nouveaux Etats. Certes, il pourrait y avoir aussi quelques Etats non membres dont le consentement serait également nécessaire, mais il ne devrait pas être impossible de trouver un moyen d'obtenir l'acquiescement de ces Etats aux dispositions de la résolution.

## Article 10

### Signature et paraphe d'un traité

1. Lorsque le traité n'a pas été signé à la clôture de la négociation ou de la conférence au cours de laquelle le texte a été adopté, les Etats qui ont participé à l'adoption du texte peuvent stipuler, dans le traité lui-même ou dans un accord distinct:

a) Que la signature aura lieu ultérieurement, ou  
b) Que le traité restera ouvert à la signature en un lieu désigné, soit indéfiniment, soit jusqu'à une certaine date.

2. a) Le traité peut être signé soit inconditionnellement, soit *ad referendum*, c'est-à-dire sous réserve d'en référer aux autorités compétentes de l'Etat intéressé, auquel cas la signature doit être confirmée.

b) Tant qu'elle n'a pas été confirmée, la signature *ad referendum* ne vaut que comme acte d'authentification du texte du traité.

c) La signature *ad referendum*, une fois confirmée, produit effet dans les mêmes conditions que s'il s'était agi d'une signature définitive intervenue à la date à laquelle la signature *ad referendum* a été apposée sur le traité et au lieu où celle-ci l'a été.

3. a) Le traité, au lieu d'être signé peut être paraphé, auquel cas le paraphe n'est qu'un acte d'authentification du texte. L'Etat intéressé ne peut devenir signataire du traité que si l'apposition du paraphe est suivie d'une signature donnée par acte séparé.

b) Lorsque l'apposition du paraphe est suivie d'une signature, l'Etat intéressé devient signataire du traité à la date de la signature, et non à la date de l'apposition du paraphe.

1) Le paragraphe 1 du présent article met en opposition les traités qui sont ouverts à la signature jusqu'à une certaine date, ou indéfiniment, et les traités qui ne le sont pas. La plupart des traités, en particulier les traités bilatéraux et les traités négociés entre un groupe restreint d'Etats, ne restent pas ouverts à la signature. Ils sont signés soit immédiatement lors de la clôture de la négociation, soit à une date ultérieure spécialement fixée à cet effet. Dans l'un et l'autre cas, les Etats qui veulent signer doivent le faire à l'époque fixée pour la signature et ne peuvent pas le faire par la suite. Bien entendu, il se peut qu'ils aient encore la possibilité de devenir parties au traité d'une autre manière, par exemple par voie d'adhésion ou d'acceptation.

2) Pour ce qui est des traités négociés au cours de conférences internationales, on tend de plus en plus depuis un certain temps à y faire figurer une clause les laissant ouverts à la signature jusqu'à une certaine date (d'ordinaire, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la clôture de la conférence). Théoriquement, il n'y a aucune raison que ces traités ne restent pas ouverts à la signature indéfiniment, et il y a des cas où ils le sont restés<sup>84</sup>; toutefois, la pratique la plus généralement répandue consiste à laisser les traités multilatéraux ouverts à la signature, pendant un délai déterminé et cette pratique présente de grands avantages. Il arrive qu'une certaine précipitation marque les dernières étapes des conférences internationales. Souvent, les gouvernements ne disposent pas du texte final, qui peut n'avoir été achevé qu'au dernier moment. C'est pourquoi nombreux sont les représentants qui ne signent pas le traité sous sa forme définitive. Cependant, même dans les cas où le traité offre aux Etats la possibilité de devenir parties par adhésion, bien des gouvernements préfèrent le devenir par signature suivie de ratification. Il convient également de tenir compte du fait que les gouvernements qui ne sont pas certains d'être finalement en mesure de ratifier, d'accepter ou d'approuver le traité peuvent néanmoins souhaiter avoir la faculté de donner la mesure de consentement qu'implique la signature. Il est très facile de répondre à ces préoccupations en laissant le traité ouvert à la signature au siège du gouvernement ou de l'organisation internationale "dépositaire".

3) Les paragraphes 2 et 3 ont trait à la signature *ad referendum* et au paraphe. La signature *ad referendum*, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2, n'est pas une signature définitive, quoiqu'elle acquière la même valeur si elle est ultérieurement confirmée par le gouvernement au nom de qui elle a été donnée. Le paraphe n'est pas habituellement l'équivalent de la signature et dans la plupart des cas il équivaut à un acte d'authentification du texte. Les principales différences entre le paraphe et la signature *ad referendum* sont les suivantes :

a) Alors que la signature *ad referendum* est essentiellement à la fois un acte d'authentification (lorsque le texte n'a pas été authentifié d'une autre manière) et une signature provisoire, le paraphe est et demeure

toujours un acte qui a pour seul effet d'authentifier le texte et qui n'est pas susceptible d'être transformé en signature définitive par voie de simple confirmation ;

b) Alors que la confirmation d'une signature *ad referendum* opère rétroactivement et confère à l'Etat qui l'a apposée la qualité de signataire à compter de la date de cette signature, une signature faisant suite à un paraphe n'a pas d'effet rétroactif et l'Etat intéressé ne devient signataire qu'à compter de la date à laquelle la signature intervient.

4. Il peut également y avoir une certaine différence quant aux cas où ces deux procédures sont employées. Le paraphe est utilisé à des fins diverses. Il peut avoir pour objet d'authentifier un texte à un certain moment des négociations, en attendant que les gouvernements intéressés l'examinent plus avant. Il peut aussi être utilisé par un représentant autorisé à négocier mais qui ne possède pas (et qui ne peut obtenir à ce moment) le pouvoir de signer<sup>85</sup>. Quelquefois, un représentant peut y avoir recours, pour quelque raison, lorsqu'agissant de sa propre initiative et sans instructions, il considère toutefois qu'il devrait authentifier le texte. On peut aussi utiliser la signature *ad referendum* dans certains de ces cas, mais à l'heure actuelle, la signature *ad referendum* est vraisemblablement employée avant tout sur instructions du gouvernement, lorsque celui-ci désire authentifier le texte, sans être obligé de lui accorder ne serait-ce que l'approbation provisoire qu'impliquerait la signature définitive.

## Article 11

### Effets juridiques de la signature

1. Outre qu'elle authentifie le texte du traité dans les circonstances indiquées au paragraphe 2 de l'article 7, la signature d'un traité produit les effets mentionnés dans les paragraphes ci-après.

2. Lorsque le traité est sujet à ratification, acceptation ou approbation, la signature n'établit pas le consentement de l'Etat signataire à être lié par le traité. Toutefois, la signature :

a) Confère à l'Etat signataire le droit de procéder à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation du traité conformément aux dispositions de ce dernier ;

b) Confirme ou, le cas échéant, met en œuvre l'obligation énoncée au paragraphe 1 de l'article 17.

3. Lorsque le traité n'est pas sujet à ratification, acceptation ou approbation, la signature :

a) Etablit le consentement de l'Etat signataire à être lié par le traité ; et

b) Si le traité n'est pas encore en vigueur, met en œuvre l'obligation énoncée au paragraphe 2 de l'article 17.

### Commentaire

1) Afin que l'article soit complet, le paragraphe 1 rappelle la règle suivant laquelle, si le texte n'a pas déjà été authentifié de l'une des façons indiquées au paragraphe 1 de l'article 7, la signature constitue automatiquement une authentification du texte par l'Etat signataire.

2) Le paragraphe 2 traite des cas dans lesquels la signature ne constitue pas l'expression définitive du con-

<sup>84</sup> L'article 14 de la Convention sur l'Union panaméricaine, adoptée à La Havane le 20 février 1928, stipule ce qui suit : "La présente Convention sera ratifiée par les Etats signataires et restera ouverte à la signature et à la ratification des Etats représentés à la Conférence qui n'ont pu signer". Cette Convention, de même que sept autres Conventions adoptées lors de la Sixième Conférence des Etats américains tenue à La Havane, dispose seulement qu'elle restera ouverte à la signature et à la ratification, sans spécifier de délai.

<sup>85</sup> A présent, une autorisation télégraphique sera d'ordinaire acceptée en attendant l'arrivée des pleins pouvoirs écrits (voir plus haut, article 4 et commentaire y relatif) et il ne devrait être que rarement nécessaire de recourir au paraphe pour cette raison.

sentement de l'Etat à être lié par le traité mais exige, pour produire cet effet, un nouvel acte de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Le cas se présente, par exemple, soit du fait que le traité lui-même prévoit qu'il devra être signé puis ratifié (ou accepté ou approuvé), soit du fait que l'Etat intéressé donne sa signature sous réserve de ratification (ou d'acceptation ou d'approbation). Dans l'un et l'autre de ces cas, la signature a pour effet essentiel d'établir le droit de l'Etat signataire de devenir partie au traité en accomplissant ultérieurement l'acte nécessaire, ratification ou, le cas échéant, acceptation ou approbation du traité; c'est ce qui est dit à l'alinéa *a* du paragraphe 2.

3) L'alinéa *b* du paragraphe 2 a trait à l'obligation dont l'Etat qui a signé un traité "sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation", est tenu quand bien même il n'aurait pas encore établi son consentement à être lié par le traité. Cette obligation est énoncée au paragraphe 1 de l'article 17, aux termes duquel cet Etat est tenu "tant qu'il n'a pas signifié qu'il n'entend pas devenir partie au traité, de l'obligation de bonne foi de s'abstenir d'actes par l'effet desquels les objets du traité seraient réduits à néant lorsque celui-ci entrerait en vigueur". Dans la plupart des cas, l'Etat signataire sera déjà tenu de cette obligation du fait qu'il a participé aux négociations, à la rédaction ou à l'adoption du traité; mais, lorsqu'il s'agit d'un traité ouvert à la signature d'Etats qui n'ont pas pris part aux négociations, à la rédaction ou à l'adoption du traité, ces Etats sont tenus de la même obligation s'ils signent "sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation".

4) L'opinion de certains auteurs est, en outre, favorable à cette thèse que l'Etat qui signe un traité "sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation" contracte l'obligation certaine, quoique assez peu précise, d'envisager ultérieurement de bonne foi la ratification (ou l'acceptation ou l'approbation) du traité. La portée exacte de l'obligation envisagée n'est pas claire. Il ne fait aucun doute qu'en droit coutumier moderne, il n'y a pas obligation effective de ratifier le traité, mais on a dit que la signature "entraîne l'obligation, qui doit être exécutée de bonne foi, de soumettre l'instrument aux autorités constitutionnelles compétentes afin qu'elles l'examinent en vue de sa ratification ou de son rejet"<sup>30</sup>. Cette formule, si logique et si attrayante qu'elle soit, semble aller au-delà des obligations reconnues dans la pratique des Etats. On peut en effet citer de nombreux traités qui ont été signés, mais n'ont jamais été soumis ensuite à l'organe constitutionnel compétent pour autoriser la ratification des traités, sans que quiconque fit observer que cela constituait un manquement à une obligation internationale. Si des difficultés politiques ou économiques se présentent, les gouvernements se jugent assurément libres de ne pas soumettre le traité au Parlement ou à tout autre organe ayant compétence pour autoriser la ratification. La Commission a pensé que le plus que l'on puisse dire sur ce point c'est que le gouvernement de l'Etat signataire peut être tenu d'une certaine obligation d'examiner de bonne foi s'il doit devenir partie au traité. La Commission a hésité à insérer cette règle dans le projet d'articles. La situation est, bien entendu, différente, si les dispositions même du traité ou les règles en vigueur dans une organisation internationale font aux Etats signataires une certaine obligation de

soumettre la question de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du traité aux organes compétents selon leurs constitutions respectives. En pareil cas, il existe une obligation expresse qui découle du traité considéré ou des règles propres à l'organisation dont il s'agit (par exemple, l'Organisation internationale du Travail).

5) Le paragraphe 3 traite des cas où le traité n'est pas sujet à ratification, acceptation ou approbation. La signature suffit alors par elle-même à établir le consentement des Etats à être liés par le traité, règle qui est donc formulée en ces termes à l'alinéa *a*. Si le traité est déjà en vigueur (ou s'il entre en vigueur du fait de la signature), il va sans dire que l'Etat qui signe est aussitôt soumis aux dispositions du traité. Mais, à supposer même que les conditions requises pour l'entrée en vigueur du traité ne soient pas encore remplies, l'Etat signataire est tenu *a fortiori* d'une obligation de bonne foi de s'abstenir d'actes par l'effet desquels les objets du traité seraient réduits à néant, et c'est ce qui est dit à l'alinéa *b*.

## Article 12

### Ratification

1. En principe, les traités doivent être ratifiés à moins qu'ils ne relèvent des exceptions prévues dans le paragraphe 2 ci-dessous.

2. Un traité sera présumé n'être pas sujet à ratification par un Etat signataire:

*a)* S'il stipule lui-même qu'il entrera en vigueur dès sa signature;

*b)* Si les pouvoirs, les pleins pouvoirs ou tous autres instruments qui ont été délivrés au représentant de l'Etat en question, autorisent ce représentant à établir par sa seule signature le consentement de l'Etat à être lié par le traité, sans ratification;

*c)* Si l'intention de ne pas exiger la ratification ressort nettement des déclarations faites au cours des négociations ou d'autres circonstances établissant cette intention;

*d)* Si le traité est en forme simplifiée.

3. Toutefois, même dans les cas visés aux alinéas *a* et *d* du paragraphe 2 ci-dessus, la ratification est nécessaire:

*a)* Si le traité lui-même prévoit expressément qu'il est sujet à ratification par les Etats signataires;

*b)* Si l'intention de rendre le traité sujet à ratification ressort nettement des déclarations faites au cours des négociations ou d'autres circonstances établissant cette intention;

*c)* Si le représentant de l'Etat en question a expressément signé le traité "sous réserve de ratification", ou si les pouvoirs, les pleins pouvoirs ou tous autres instruments qu'il a dûment présentés aux représentants des autres Etats qui ont négocié le traité, prévoient expressément qu'il ne peut signer que "sous réserve de ratification".

### Commentaire

1) Dans le présent article, sont énoncées les règles qui déterminent les cas où la ratification est nécessaire, en sus de la signature, pour établir le consentement de l'Etat à être lié par le traité. Le mot "ratification",

<sup>30</sup> Voir le premier rapport de Sir Hersch Lauterpacht, texte français dans *A/CN.4/63*, p. 64 à 74. Voir aussi le premier rapport de Sir Gerald Fitzmaurice, *Annuaire de la Commission du droit international*, 1956 (publication des Nations Unies, No de vente: 56.V.3), vol. II, p. 116 et 125-126.



comme l'indique la définition qui en est donnée à l'article 1er, est, dans le présent article et dans l'ensemble du projet, employé exclusivement pour désigner la ratification sur le plan international. La "ratification" ou "l'approbation" parlementaire d'un traité conformément au droit interne n'est certes pas sans rapport avec la "ratification" sur le plan international, car il peut arriver, si elle n'est pas intervenue, que l'autorisation requise par la constitution pour accomplir l'acte international de ratification fasse défaut. Il n'en reste pas moins vrai que la ratification internationale d'un traité et sa ratification en droit interne, selon les règles constitutionnelles, sont deux actes de procédure entièrement distincts et accomplis sur deux plans différents.

2) L'institution moderne de la ratification en droit international s'est dégagée dans le courant du XIX<sup>ème</sup> siècle. Auparavant, la ratification était un acte essentiellement formel et limité, par lequel un souverain, après l'élaboration d'un traité, confirmait, ou certifiait définitivement, les pleins pouvoirs précédemment délivrés à son représentant en vue de la négociation du traité. Il ne s'agissait pas d'une approbation du traité lui-même, mais bien de confirmer que le représentant avait été habilité à le négocier et, en pareil cas, le souverain était tenu de ratifier les pleins pouvoirs de son représentant, si ceux-ci étaient en bonne et due forme. Plus tard, on a usé de la ratification dans la plupart des cas, comme d'un moyen de soumettre au contrôle du Parlement l'exercice, par l'exécutif, du pouvoir de conclure les traités, et la théorie de la ratification a fini par se transformer de façon radicale. La règle s'est établie que le traité lui-même est sujet à ratification ultérieure par l'Etat pour acquérir force obligatoire. De plus, cette évolution s'est produite à une époque où la grande majorité des accords internationaux étaient des traités formels. On en est donc venu, fort naturellement, à poser en règle générale que la ratification est nécessaire pour conférer force obligatoire à un traité<sup>87</sup>.

3) Entre-temps cependant, du fait de l'expansion des relations, notamment d'ordre économique et technique entre les Etats, on a eu recours de plus en plus à des catégories moins formelles d'accords internationaux, notamment aux échanges de notes; dans l'esprit des parties contractantes, ces accords doivent généralement acquérir force obligatoire du seul fait de leur signature. En revanche, il est arrivé qu'un échange de notes ou un autre accord en forme simplifiée, auquel on avait recours par souci de simplicité et de commodité, fût expressément conclu sous réserve de ratification, pour tenir compte des règles constitutionnelles de l'un ou l'autre des Etats contractants.

4) Tout compte fait, cette évolution a eu pour résultat de compliquer les règles juridiques relatives aux conditions dans lesquelles les traités doivent être ratifiés pour acquérir force obligatoire. Toutefois, la controverse qui s'est élevée autour de cette question est dans une large mesure de caractère théorique, comme l'ont signalé de précédents rapporteurs spéciaux sur le droit des traités<sup>88</sup>. Les instruments de caractère plus formel

contiennent, presque sans aucune exception, des dispositions expresses au sujet de la ratification, et parfois il en est ainsi même s'il s'agit d'échanges de notes ou d'autres instruments en forme simplifiée. En outre, qu'ils soient formels ou en forme simplifiée, les traités comportent normalement des dispositions prévoyant soit que l'instrument sera ratifié, soit qu'il entrera en vigueur dès la signature ou à une date ou encore lors d'un événement déterminés, ce qui rend inutile la ratification. Le silence absolu du traité sur la question est chose exceptionnelle de sorte que le nombre des cas qu'il reste à régler en formulant une règle générale est très peu élevé. De ce qui précède, il ne résulte pas nécessairement qu'il soit inutile de formuler une règle pour le petit nombre de cas résiduels dans lesquels les parties ont laissé la question en suspens. C'est en effet, l'un des objets de la codification que de poser les règles qui sont nécessaires au cas où la question n'a pas été réglée par les parties; il faut en effet que soit posée une règle énonçant clairement une présomption pour qu'à l'avenir les parties sachent elles-mêmes si une disposition expresse est ou non nécessaire pour donner suite à leurs intentions. Mais, si l'on pose en règle générale que la ratification est nécessaire, à moins qu'elle ne soit expressément ou implicitement exclue, cette règle devra être assortie d'exceptions importantes si l'on veut qu'elle soit en harmonie avec la pratique actuelle — de sorte que le nombre des cas où s'appliquera cette règle "générale" est peu élevé. En réalité, il n'y a guère de différence, dans la pratique, entre les résultats auxquels on parvient selon qu'on choisit cette version de la règle générale ou, au contraire, la formule opposée, d'après laquelle la ratification n'est pas nécessaire, à moins qu'elle n'ait été expressément prévue du commun accord des parties.

5) La Commission s'est demandé si elle devait s'abstenir de formuler une règle générale et se borner à énoncer le droit en vigueur par référence aux intentions des parties ou si elle devait, au contraire, formuler une règle générale s'appliquant en cas de silence du traité sur la question de la ratification. Certains membres de la Commission n'étaient pas favorables à la rédaction d'un texte portant qu'un traité doit être présumé sujet à ratification, sauf disposition contraire. Ils pensaient en effet que, dans la pratique actuelle, il n'existe pas de règle définie sur le point de savoir si la ratification est ou non nécessaire, d'où il suit qu'il convient toujours de déterminer quelle a été l'intention des parties. A l'appui de cette opinion vient s'inscrire ce fait que, selon la pratique actuelle, un grand nombre de traités sont conclus en forme simplifiée et que, sur le nombre total des traités, il s'en trouve une fraction importante qui entre en vigueur sans ratification. Toutefois, l'opinion a prévalu au sein de la Commission que les données numériques empruntées aux statistiques pouvaient être quelque peu fallacieuses parce que bon nombre de traités en forme simplifiée portent sur des questions de relativement faible importance et qu'il faut reconnaître leur juste poids aux conditions que les règles constitutionnelles en vigueur dans de nombreux Etats mettent à l'exercice du pouvoir de conclure des traités, lorsqu'il s'agit de questions plus importantes. La Commission a pensé qu'une règle générale selon laquelle la ratification ne serait pas nécessaire à moins que l'intention contraire n'ait été exprimée par les parties, ne pourrait être acceptée par ces Etats, alors que la règle opposée ne présenterait pas les mêmes difficultés pour les Etats dont les règles constitutionnelles ne comportent pas ces exigences. En revanche, il y a eu accord

<sup>87</sup> Voir, par exemple, Crandall, *Treaties, Their Making and Enforcement*, par. 3; Fauchille, *Traité de droit international public*, tome I, troisième partie, p. 317; Oppenheim, *International Law*, vol. I, par. 512; *Projet de Harvard*, A.J.I.L. vol. 29, supplément spécial, p. 756.

<sup>88</sup> Voir les rapports Sir Hersch Lauterpacht (textes français dans A/CN.4/63 et A/CN.4/87) ainsi que le premier rapport de Sir G. Fitzmaurice, *Annuaire de la Commission du droit international*, 1956 (publication des Nations Unies, No de vente: 56.V.3), vol. II, p. 126.

général sur ce point qu'il n'existe pas de présomption en faveur de la nécessité de la ratification lorsqu'il s'agit de traités en forme simplifiée.

6) Compte tenu des différentes considérations qui avaient été exprimées, la Commission a décidé qu'il convenait d'énoncer une règle générale et que ce devait être une règle exigeant la ratification, à moins qu'il ne s'agisse de l'un des quelques cas dans lesquels sont prévues des exceptions; c'est en effet ce qui est dit au paragraphe 1 de l'article.

7) Au paragraphe 2, sont énoncés quatre cas auxquels la règle générale ne s'applique pas en principe. Dans les trois premiers cas, l'intention d'écarter l'application de la règle est exprimée soit dans le traité lui-même, soit dans les documents où sont énoncés les pouvoirs des représentants, ou bien encore elle ressort des circonstances de la négociation. Dans le quatrième cas, elle doit être déduite du fait que les parties ont choisi la forme simplifiée. Cette conclusion se justifie, comme on l'a déjà indiqué, par le fait qu'en pratique de nos jours, la grande majorité des traités de ce genre entrent en vigueur sans ratification.

8) D'un autre côté, l'intention d'écarter la condition de ratification qui apparaît dans les alinéas *a* et *d* est présumée, la présomption résultant dans le premier cas, du fait qu'il est stipulé que le traité entrera en vigueur dès sa signature et, dans le second cas, du recours à la forme simplifiée. Ces présomptions, pour fortes qu'elles soient, doivent céder devant l'expression non équivoque de l'intention contraire; le paragraphe 3 comporte donc les dispositions nécessaires au cas où cette intention contraire apparaît à l'évidence. Peut-être est-il rare qu'un traité dont une disposition expresse prévoit l'entrée en vigueur dès sa signature soit sujet à ratification; c'est pourtant ce qui se produit parfois, dans la pratique, lorsqu'il est stipulé qu'un traité sujet à ratification, entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature.

### Article 13

#### Adhésion

Un Etat peut devenir partie à un traité par adhésion dans les conditions prévues aux articles 8 et 9:

a) Lorsqu'il n'a pas signé le traité, si le traité prévoit que l'adhésion est la procédure à suivre par un Etat non signataire pour devenir partie;

b) Si le traité est ouvert à l'adhésion de cet Etat en vertu des dispositions de l'article 9.

#### Commentaire

1) L'adhésion est la méthode traditionnelle par laquelle un Etat peut, dans certaines circonstances, devenir partie à un traité dont il n'est pas signataire. L'une des formes de l'adhésion est celle où le traité prévoit expressément que certains Etats ou catégories d'Etats peuvent y adhérer. Une autre forme est celle où un Etat qui n'avait pas le droit de devenir partie au traité conformément à ses dispositions, est invité par la suite à devenir partie dans les conditions prévues à l'article 9.

2) Des opinions divergentes ont été exprimées dans le passé sur la question de savoir s'il est juridiquement possible d'adhérer à un traité qui n'est pas encore en vigueur et certains pensent actuellement qu'il n'est pas

possible de le faire<sup>39</sup>. Toutefois, si l'on examine les traités les plus récents, on constate que dans la quasi-totalité de ceux qui contiennent des clauses d'adhésion, le droit d'adhérer est dissocié de l'entrée en vigueur, soit expressément quand on donne la faculté d'adhérer avant la date fixée pour l'entrée en vigueur du traité, soit implicitement quand on subordonne l'entrée en vigueur du traité au dépôt d'instruments parmi lesquels peuvent figurer des instruments d'adhésion. La pratique moderne est allée si loin dans ce sens que la Commission ne juge pas opportun de sanctionner, même sous la forme d'une règle supplétive, la doctrine selon laquelle les traités ne sont pas ouverts à l'adhésion jusqu'au moment de leur entrée en vigueur. A ce propos, elle rappelle l'observation suivante de l'un des précédents rapporteurs spéciaux<sup>40</sup>.

"Des considérations importantes ayant trait à la bonne marche de la procédure de conclusion des traités semblent militer en faveur de la règle opposée. Bien des traités n'entreraient peut-être jamais en vigueur si ce n'est par voie d'adhésion. Quand toute la pratique en matière de conclusion des traités tend à une plus grande souplesse et à la suppression des règles restrictives, il ne semble guère opportun d'assujettir l'adhésion à une condition qui, d'après la pratique, constitue l'exception plutôt que la règle."

Pour toutes ces raisons, dans le présent article, la Commission n'a pas rendu l'adhésion tributaire de l'entrée en vigueur du traité.

3) Il arrive parfois qu'un document présenté comme étant un instrument d'adhésion porte la mention "sous réserve de ratification". La Commission a examiné s'il y aurait lieu de prévoir ce cas soit dans le présent article, soit dans l'article 15 qui traite des instruments d'adhésion. La question se pose de savoir s'il convient d'indiquer dans le présent article que le dépôt d'un instrument d'adhésion sous cette forme ne saurait produire les effets d'une adhésion. L'Assemblée de la Société des Nations avait étudié cette question en 1927, mais elle s'était bornée à affirmer qu'un instrument d'adhésion serait réputé définitif, à moins que le contraire ne fût expressément stipulé. L'Assemblée avait déclaré, par ailleurs, qu'il s'agissait là, en fait, d'une procédure que "la Société des Nations ne doit ni décourager ni encourager"<sup>41</sup>. En ce qui concerne la pratique effectivement suivie à l'heure actuelle, le Secrétaire général a déclaré qu'il adoptait une attitude analogue à celle du Secrétariat de la Société des Nations. Il considère l'instrument "simplement comme une information de l'intention du gouvernement de devenir partie" et ne le notifie pas aux autres Etats. En outre, il appelle l'attention du gouvernement qui a transmis un tel instrument sur le fait que celui-ci ne saurait l'habiliter à devenir partie et souligne que "c'est seulement lors du dépôt d'un instrument ne contenant aucune mention de ratification ultérieure que l'Etat figurera au nombre des Etats parties et que les autres gouvernements seront notifiés à cet effet"<sup>42</sup>. La Commission juge entièrement correcte l'attitude adoptée

<sup>39</sup> Voir le *Projet de Harvard*, p. 822; le premier rapport de Sir Gerald Fitzmaurice sur le droit des traités, *Annuaire de la Commission du droit international*, 1956, vol. 11, p. 128-129; et le deuxième rapport du Professeur Brierly, texte français dans *A/CN.4/43*, p. 11.

<sup>40</sup> Voir Sir H. Lauterpacht, texte français dans *A/CN.4/63*, p. 103.

<sup>41</sup> *Journal officiel de la Société des Nations*, huitième session ordinaire, p. 141.

<sup>42</sup> *Précis de la pratique du Secrétaire général, dépositaire d'accords multilatéraux* (ST/LEG/7, par. 48).

par le Secrétaire général à l'égard d'un instrument d'adhésion qui porte la mention "sous réserve de ratification". La procédure de l'adhésion sous réserve de ratification constitue plus ou moins une anomalie, mais elle n'est guère fréquente et ne semble pas créer de difficultés dans la pratique. C'est pourquoi la Commission n'a pas jugé nécessaire de la prévoir expressément dans les présents articles.

#### Article 14

##### *Acceptation ou approbation*

Un Etat peut devenir partie à un traité par acceptation ou par approbation dans les conditions prévues aux articles 8 et 9:

a) Quand le traité prévoit qu'il sera ouvert à la signature sous réserve d'acceptation ou d'approbation, si l'Etat en question a signé le traité;

b) Quand le traité prévoit que la faculté de devenir partie peut être exercée par simple acceptation ou approbation du traité, sans signature préalable.

##### *Commentaire*

1) Au cours des vingt dernières années, l'acceptation s'est établie dans la pratique en tant que nouvelle procédure pour devenir partie aux traités. En fait, il serait peut-être plus exact de dire que l'"acceptation" est un terme qui désigne actuellement deux procédures nouvelles, l'une analogue à la ratification, et l'autre à l'adhésion, car, sur le plan international, l'"acceptation" constitue davantage une innovation de terminologie que de méthode. Si un traité prévoit qu'il sera ouvert à la signature "sous réserve d'acceptation", la procédure, sur le plan international, ressemble beaucoup à celle de la "signature sous réserve de ratification". De même, si un traité prévoit qu'il sera ouvert à l'"acceptation" sans signature préalable, cette procédure ressemble beaucoup à celle de l'adhésion. Dans l'un et l'autre cas, la question de savoir si l'instrument prévoit soit la procédure de l'"acceptation", soit celle de la ratification ou de l'adhésion, dépend simplement de la terminologie employée dans le traité<sup>43</sup>. Ainsi, on rencontre le même terme à propos de deux procédures différentes, mais il n'y a aucun doute qu'à l'heure actuelle, l'"acceptation" revêt deux formes, l'une constituant un acte qui établit le consentement de l'Etat à être lié après signature préalable, et l'autre sans aucune signature préalable. Le paragraphe a de l'article 14 vise la première de ces formes et le paragraphe b la seconde.

2) Dire que, sur le plan international, la procédure d'"acceptation", d'une part, et les procédures de ratification et d'adhésion, d'autre part, diffèrent essentiellement par la terminologie employée dans le traité, équivaut à nier l'existence de toute distinction entre l'"acceptation" et les deux autres procédures. La "signature sous réserve d'acceptation" a été introduite dans la pratique de la conclusion des traités principalement en vue d'instituer une forme simplifiée de "ratification" ou d'"adhésion" et d'offrir aux gouvernements une nouvelle possibilité d'examiner le traité sans avoir nécessairement à le soumettre à la procédure constitutionnelle en vue d'obtenir l'approbation parlementaire pour conclure le traité. On a donc recours à la "signature sous réserve d'acceptation", notamment lorsqu'il s'agit de traités, qui,

en raison de leur forme ou de leur contenu, ne tombent pas normalement sous le coup des dispositions constitutionnelles relatives à la "ratification" parlementaire qui sont en vigueur dans de nombreux Etats. Dans certains cas, vu la variété des règles constitutionnelles en la matière, le traité lui-même prévoit soit la ratification soit l'acceptation, pour donner le plus de facilité possible aux Etats de devenir parties. Toutefois, d'une manière générale, on peut dire que l'"acceptation" constitue normalement une procédure simplifiée de "ratification" ou d'"adhésion".

3) Les observations qui figurent dans le paragraphe précédent s'appliquent *mutatis mutandis* à l'"approbation", terme qui a été introduit dans le vocabulaire de la conclusion des traités plus récemment encore que l'"acceptation". L'"approbation" apparaît peut-être plus souvent dans une clause prévoyant la "signature sous réserve d'approbation" que dans une clause stipulant que le traité est simplement ouvert à l'"approbation" sans signature<sup>44</sup>, mais on rencontre les deux formes. En fait, l'idée d'introduire cette procédure dans la pratique de la conclusion des traités semble être venue des procédures ou pratiques constitutionnelles d'approbation des traités, qui sont en vigueur dans certains pays.

#### Article 15

##### *Procédure de ratification, d'adhésion, d'acceptation et d'approbation*

1. a) La ratification, l'adhésion, l'acceptation ou l'approbation s'effectuent au moyen d'un instrument écrit.

b) A moins que le traité lui-même n'envisage expressément que les Etats participants ont la faculté de s'engager seulement pour une ou certaines parties du traité, l'instrument doit s'appliquer au traité dans son intégralité.

c) Si le traité offre aux Etats participants le choix entre deux textes divergents, l'instrument de ratification doit indiquer le texte auquel il se rapporte.

2. Si le traité lui-même fixe la procédure selon laquelle un instrument de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation doit être communiqué, cet instrument produit effet lorsque les conditions prévues par cette procédure sont remplies. Si aucune procédure n'est prévue par le traité, ni convenue de toute autre manière par les Etats signataires, l'instrument produit effet:

a) Dans le cas d'un traité pour lequel il n'existe pas de dépositaire, à compter du moment où l'instrument est formellement communiqué à l'autre partie ou aux autres parties, et normalement, s'il s'agit d'un traité bilatéral, par voie d'échange des instruments en question dûment certifiés par les représentants des Etats qui procèdent à l'échange;

b) Dans les autres cas, à compter du dépôt de l'instrument auprès du dépositaire du traité.

3. Lorsqu'un instrument de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation est déposé auprès du dépositaire conformément à l'alinéa b du paragraphe 2 ci-dessus, il est accusé réception de l'instrument à l'Etat qui en a effectué le dépôt et les autres Etats signataires sont informés sans retard du dépôt de l'instrument et des clauses de celui-ci.

<sup>43</sup> On trouvera des exemples dans le *Recueil des clauses finales* (ST/LEG/6, p. 7 à 19).

<sup>44</sup> Le *Recueil des clauses finales* (ST/LEG/6, p. 20) donne même un exemple de la formule "signature sous réserve d'approbation, suivie de l'acceptation".

1) La ratification, l'adhésion, l'acceptation et l'approbation étant des actes par lesquels un Etat s'engage à devenir partie au traité doivent être effectuées au moyen d'un instrument formel. Cependant, la forme de cet instrument est une question qui relève du droit interne et de la pratique de chaque Etat; l'alinéa *a* du paragraphe 1 se borne à dire que l'instrument doit être écrit.

2) Il arrive que des traités stipulent expressément au profit des Etats participants la faculté de ne s'engager que pour une ou certaines parties du traité ou de ne pas s'engager pour certaines parties du traité; dans ces cas-là, bien entendu, la ratification, l'adhésion, l'acceptation ou l'approbation partielle est possible. Mais, en l'absence de dispositions de ce genre, la règle reconnue est celle qui est énoncée à l'alinéa *b* du paragraphe 1: la ratification, l'adhésion, etc., doivent s'appliquer au traité dans son intégralité. S'il est possible de formuler des réserves à des dispositions déterminées du traité, conformément aux dispositions de l'article 18, il n'est pas possible de ne souscrire qu'à des parties déterminées du traité.

3) L'alinéa *c* du paragraphe 1 vise une pratique qui n'est pas très commune mais qu'on rencontre parfois dans des traités conclus sous les auspices de certaines organisations internationales, par exemple l'Organisation internationale du Travail. Le traité offre à chaque Etat le choix entre deux textes différents du traité.

4) Le paragraphe 2 vise l'acte par lequel l'instrument de ratification, d'adhésion, etc. produit juridiquement effet sur le plan international, à savoir sa notification — sa communication — aux autres Etats intéressés. Normalement, la procédure à cet effet est fixée dans le traité lui-même: c'est ce que constate le paragraphe 2. Toutefois, pour les cas où le traité est muet sur ce point, le paragraphe 2 indique quelle est la procédure la plus communément adoptée dans la pratique moderne. On peut néanmoins se demander si, dans le cas d'un traité pour lequel il existe un dépositaire, la date à laquelle l'instrument prend effet est la date du dépôt ou la date à laquelle la notification du dépôt de l'instrument parvient effectivement aux Etats intéressés. La Commission a estimé qu'en demandant à un dépositaire d'agir en leur lieu et place pour accepter le dépôt d'instruments relatifs au traité, les Etats qui ont établi le texte du traité consentent à ce que l'acte de dépôt soit considéré comme l'acte par lequel l'instrument produit effet. C'est pourquoi la date du dépôt doit être considérée comme la date à laquelle l'instrument prend effet même si, dans certains cas, il peut s'écouler un certain laps de temps avant que les autres Etats soient informés du fait que le traité est en vigueur entre eux et l'Etat qui a déposé l'instrument. On peut citer à ce propos la décision de la Cour internationale de Justice dans l'affaire du "*Droit de passage*"<sup>46</sup> au sujet du moment auquel les déclarations faites en vertu de la clause de juridiction facultative produisent effet.

5) Le paragraphe 3 n'appelle pas de commentaire.

#### Article 16

#### *Effets juridiques de la ratification, de l'adhésion, de l'acceptation et de l'approbation*

La communication d'un instrument de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation, dans les conditions prévues à l'article 15:

<sup>46</sup> C.I.J., Recueil 1956, p. 170.

a) Etablit le consentement de l'Etat qui ratifie, adhère, accepte ou approuve, à être lié par le traité.

b) Si le traité n'est pas entré en vigueur, rend applicables les dispositions pertinentes du paragraphe 2 de l'article 17.

#### Commentaire

1) Le principal effet juridique de l'échange ou du dépôt d'instruments de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation, est d'établir le consentement de l'Etat intéressé à être lié par le traité. Cet acte engage l'Etat à devenir partie au traité. Quant à savoir s'il a également pour effet de faire entrer le traité en vigueur pour l'Etat qui échange ou dépose l'instrument, cela dépend des conditions stipulées dans le traité en ce qui concerne sa mise en vigueur, question qui fait l'objet des articles 24 et 25.

2) Dans le cas où le dépôt de l'instrument ne fait pas entrer le traité en vigueur immédiatement, il a aussi pour effet de soumettre l'Etat intéressé à l'obligation de bonne foi stipulée à l'article 17. Il s'agit de s'abstenir, en attendant l'entrée en vigueur du traité, d'actes visant à réduire à néant les objets du traité.

3) La Commission s'est demandé si elle devait insérer dans cet article une disposition stipulant expressément que, sauf disposition expresse contraire, la ratification n'a pas d'effet rétroactif. Autrefois, alors que la ratification était considérée comme une confirmation de l'acte de la signature, elle était en général réputée avoir un effet rétroactif et donner effet au traité à compter de la date de la signature. Des auteurs et divers tribunaux nationaux continuent de s'en tenir à cette manière de voir même depuis que la ratification a subi le changement radical que l'on a exposé dans le commentaire de l'article 12. Mais la théorie de l'effet rétroactif de la ratification est aujourd'hui universellement rejetée et la Commission a décidé qu'il suffisait de mentionner le point dans ce commentaire et d'appeler l'attention de la Commission sur le paragraphe 4 de l'article 23. En disposant que les droits et obligations découlant du traité "produisent effet, à l'égard de chacune des parties, à la date où le traité entre en vigueur à l'égard de cette partie", ce paragraphe écarte la doctrine de l'effet rétroactif de la ratification.

#### Article 17

#### *Droits et obligations des Etats avant l'entrée en vigueur du traité*

1. Tout Etat qui prend part à la négociation, à l'élaboration ou à l'adoption d'un traité ou qui a signé un traité sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, est tenu, tant qu'il n'a pas signifié qu'il n'entend pas devenir partie au traité, de l'obligation de bonne foi de s'abstenir d'actes par l'effet desquels les objets du traité seraient réduits à néant lorsque celui-ci entrerait en vigueur.

2. Est tenu de la même obligation, dans la période qui précède l'entrée en vigueur du traité, à condition que celle-ci n'ait pas été indûment retardée, tout Etat qui a établi, par signature, ratification, adhésion, acceptation ou approbation, son consentement à être lié par le traité.

#### Commentaire

1) Il a déjà été fait référence aux dispositions de cet article dans les commentaires des articles 10 et 16. Il semble généralement admis que l'Etat qui a signé



un traité sous réserve de ratification est tenu de l'obligation de bonne foi de s'abstenir d'actes par l'effet desquels les objets du traité seraient réduits à néant. Dans l'affaire de la *Haute Silésie polonaise*<sup>46</sup>, la Cour permanente de justice internationale paraît certainement avoir reconnu que, s'il y a ratification, l'abus de droit commis par un Etat signataire pendant la période qui a précédé la ratification peut être assimilé à une violation de ses obligations à l'égard du traité<sup>47</sup>. La Commission estime que cette obligation commence au moment où l'Etat prend part à la négociation du traité ou à l'élaboration ou l'adoption de son texte. A plus forte raison l'Etat est-il tenu de cette obligation lorsqu'il a effectivement ratifié, accepté ou approuvé un traité ou qu'il y a adhéré, si un certain laps de temps doit s'écouler avant que le traité entre effectivement en vigueur.

2) Le paragraphe 1 de l'article vise les cas où l'Etat n'a pas encore établi son consentement à être lié par le traité. Dans ces conditions l'obligation de bonne foi dure tant que l'Etat n'a pas signifié qu'il n'entend pas devenir partie au traité ou jusqu'à ce qu'il ait établi son consentement à être lié par le traité lorsqu'il y a lieu à application des dispositions du paragraphe 2 de l'article.

3) Le paragraphe 2 traite des cas où l'Etat s'est engagé à être lié par le traité: l'obligation dure alors tant que le traité n'est pas entré en vigueur ou tant que son entrée en vigueur n'a pas été indûment retardée.

### SECTION III. — RÉSERVES

#### Article 18

##### Formulation des réserves

1. Tout Etat peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation d'un traité ou de l'adhésion à ce traité, formuler une réserve, à moins

a) Que les réserves ne soient expressément interdites par le traité ou par les règles en vigueur dans une organisation internationale;

b) Que le traité n'interdise expressément les réserves à des dispositions déterminées du traité et que la réserve en question ne porte sur l'une desdites dispositions;

c) Que le traité n'autorise expressément une catégorie déterminée de réserves, auquel cas les réserves n'appartenant pas à cette catégorie se trouvent implicitement exclues; ou

d) En cas de silence du traité sur la question des réserves, que la réserve dont il s'agit ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité.

2. a) Les réserves qui doivent être consignées par écrit, peuvent être formulées:

i) Lors de l'adoption du texte du traité, soit sur le traité lui-même, soit dans l'acte final de la conférence qui a adopté le traité, soit dans tout autre instrument rédigé à l'occasion de l'adoption du traité;

ii) Lors de la signature du traité à une date ultérieure; ou

iii) Lors de l'échange ou du dépôt des instruments de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'appro-

bation, soit dans l'instrument lui-même, soit dans un procès-verbal ou tout autre document annexé audit instrument.

b) Une réserve formulée lors de l'adoption du texte d'un traité ou lors de la signature d'un traité soumis à ratification, acceptation ou approbation, ne produit effet que si l'Etat qui l'a formulée confirme formellement son intention de maintenir la réserve, lorsqu'il effectue l'acte par lequel il établit son consentement à être lié par le traité.

3. Toute réserve formulée postérieurement à l'adoption du texte du traité doit être communiquée:

a) Dans le cas d'un traité pour lequel il n'est pas prévue de dépositaire, à tout autre Etat partie au traité ou qui peut devenir partie;

b) Dans les autres cas, au dépositaire qui transmettra le texte de la réserve audit Etat.

#### Article 19

##### Acceptation des réserves et objections aux réserves

1. L'acceptation d'une réserve, dans un cas non prévue par le traité, peut être expresse ou tacite.

2. L'acceptation d'une réserve peut être faite expressément:

a) Par tout procédé formel approprié, à l'occasion soit de l'adoption ou de la signature du traité, soit de l'échange ou du dépôt des instruments de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation; ou

b) Par la notification formelle de l'acceptation de la réserve, soit au dépositaire du traité, soit, s'il n'y a pas de dépositaire, à l'Etat qui formule la réserve et à tout autre Etat qui est en droit de devenir partie au traité.

3. Toute réserve sera considérée comme acceptée par un Etat qui n'aura formulé aucune objection dans les douze mois qui suivront la réception de la notification formelle de la réserve.

4. Toute objection formulée par un Etat qui n'a pas encore établi son consentement à être lié par le traité sera sans effet si, dans les deux ans qui suivront la date de la notification formelle de l'objection, l'Etat n'a pas encore établi son consentement à être lié par le traité.

5. Toute objection à une réserve est formulée par écrit et fait l'objet d'une notification:

a) A l'Etat auteur de la réserve et à tout autre Etat partie au traité ou qui est en droit d'y devenir partie, dans le cas d'un traité pour lequel il n'y a pas de dépositaire;

b) Dans les autres cas, au dépositaire.

#### Article 20

##### Effet des réserves

1. a) Lorsqu'une réserve est expressément ou implicitement autorisée par les termes d'un traité, l'acceptation de cette réserve n'est pas nécessaire.

b) En cas de silence du traité sur la question des réserves, les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessous s'appliquent.

2. Hormis les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 ci-dessous et sauf disposition contraire du traité:

a) L'acceptation d'une réserve par un Etat qui peut devenir partie au traité confère à l'Etat auteur de la réserve la qualité de partie au traité à l'égard

<sup>46</sup> C.P.J.I., série A, No 7, p. 30.

<sup>47</sup> Voir également McNair, *Law of Treaties* (1961) p. 199-205; Fauchille, *Traité de droit international public* (1926), Tome I, Partie III, p. 320; Bin Cheng, *General Principles of Law*, p. 109-111; *Megalidis c. Turquie* (1927-1928 *Annual Digest of International Law Cases*, Affaire No 272).

de l'Etat qui a accepté cette réserve, dès l'entrée en vigueur du traité;

b) L'objection faite à une réserve par un Etat qui la considère comme incompatible avec l'objet et le but du traité empêche le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat qui fait objection et l'Etat qui a formulé la réserve, sauf intention contraire exprimée par l'Etat qui fait objection.

3. Hormis les cas prévus au paragraphe 4 ci-dessous, l'effet d'une réserve à un traité conclu par un groupe restreint d'Etats dépend de l'acceptation de cette réserve par tous les Etats intéressés, à moins

a) Que le traité n'en dispose autrement, ou

b) Que les Etats ne soient membres d'une organisation internationale qui applique une règle différente aux traités conclus sous ses auspices.

4. Lorsque le traité dont il s'agit est l'acte constitutif d'une organisation internationale, et qu'il est fait objection à une réserve, la décision sur l'effet de la réserve appartient, sauf disposition contraire du traité, à l'organe compétent de ladite organisation.

### Commentaire

#### Introduction

1) Les articles 18, 19 et 20<sup>48</sup> doivent être considérés comme un tout, puisque l'effet juridique d'une réserve, une fois qu'elle a été formulée, dépend de son acceptation ou de son rejet par les autres Etats intéressés. Une réserve à un traité bilatéral ne pose pas de problème, puisqu'elle équivaut à une nouvelle proposition ouvrant les négociations entre les deux Etats au sujet des clauses du traité. S'ils parviennent à un accord — soit pour adopter soit pour rejeter la réserve — le traité sera conclu; sinon, il tombe. Mais, dès qu'il s'agit de plus de deux Etats, des problèmes surgissent, puisqu'un Etat peut être disposé à accepter la réserve alors qu'un autre y fait objection; et, lorsqu'il s'agit de grands traités multilatéraux, ces problèmes deviennent assurément complexes.

2) La question des réserves aux traités multilatéraux a fait l'objet de longues discussions au cours des douze dernières années; elle a été examinée par l'Assemblée générale elle-même en diverses occasions<sup>49</sup>, ainsi que par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur les réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>50</sup>. Les avis ont été partagés tant à la Cour internationale de Justice qu'à l'Assemblée générale sur la question fondamentale de savoir dans quelle mesure le consentement des autres Etats intéressés est nécessaire pour qu'une réserve à un traité de ce genre produise effet.

3) En 1951, la majorité de la Cour a estimé que la doctrine selon laquelle une réserve, pour être valable, doit avoir l'assentiment de tous les autres Etats intéressés, n'était pas applicable dans les circonstances particulières de la Convention sur le génocide; en outre, tout en reconnaissant à cette conception "traditionnelle"

<sup>48</sup> Pour les raisons exposées dans les comptes rendus analytiques des 637<sup>ème</sup>, 651<sup>ème</sup>, 652<sup>ème</sup>, 656<sup>ème</sup> et 667<sup>ème</sup> séances, M. Briggs n'a pas accepté les dispositions de l'article 20.

<sup>49</sup> Notamment en 1951, à propos des réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et en 1959, à propos de la réserve faite par l'Inde à la Convention relative à la création de l'IMCO.

<sup>50</sup> *Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Recueil de la C.I.J.*, 1951, p. 15.

"une valeur . . . indéniable", il ne lui est pas apparu qu'elle se fût "traduite en une règle de droit international"<sup>51</sup>. Quatre juges, en revanche, ont, dans une opinion dissidente, exposé les raisons pour lesquelles la doctrine traditionnelle devait, selon eux, être considérée comme une règle généralement acceptée de droit coutumier. La réponse de la Cour internationale de Justice aux questions qui lui avaient été posées par l'Assemblée générale a été la suivante:

"Sur la question I:

"Que l'Etat qui a formulé et maintenu une réserve à laquelle une ou plusieurs parties à la Convention font objection, les autres parties n'en faisant pas, peut être considéré comme partie à la Convention si ladite réserve est compatible avec l'objet et le but de celle-ci; il ne peut l'être dans le cas contraire.

"Sur la question II:

"a) Que, si une partie à la Convention fait objection à une réserve qu'elle estime n'être pas compatible avec l'objet et le but de la Convention, elle peut, en fait, considérer l'Etat qui a formulé cette réserve comme n'étant pas partie à la Convention;

"b) Que, si, au contraire, une partie accepte la réserve comme étant compatible avec l'objet et le but de la Convention, elle peut, en fait, considérer l'Etat qui a formulé cette réserve comme étant partie à la Convention.

"Sur la question III:

"a) Qu'une objection à une réserve faite par un Etat signataire qui n'a pas encore ratifié la Convention ne peut avoir l'effet juridique indiqué dans la réponse à la question I que lors de la ratification. Jusqu'à ce moment, elle sert seulement à avertir les autres Etats de l'attitude éventuelle de l'Etat signataire;

"b) Qu'une objection à une réserve faite par un Etat qui a le droit de signer ou d'adhérer mais qui ne l'a pas encore fait ne produit aucun effet juridique."<sup>52</sup>

En répondant ainsi aux questions de l'Assemblée générale, la Cour a souligné que son avis était strictement limité à la Convention sur le génocide; elle ajoutait que, lorsqu'on cherchait à déterminer le caractère des réserves dont pouvait être assortie la Convention sur le génocide, ainsi que le caractère des objections qui pouvaient y être opposées, il fallait tenir compte des traits particuliers que présentait cette Convention, et notamment des éléments suivants: a) les principes qui sont à la base de la Convention (condamnation et répression du génocide) sont des principes reconnus par les nations civilisées comme obligeant les Etats même en dehors de tout lien conventionnel; b) en conséquence, la Convention a un caractère universel et, c) la Convention a été adoptée dans un but purement humain et civilisateur et l'on ne saurait, pour une convention de ce type, parler d'avantages ou de désavantages individuels des Etats contractants.

4) Bien que la Cour se soit bornée, dans ses réponses aux questions de l'Assemblée générale, au cas de la Convention sur le génocide, elle a exprimé sous une forme plus générale son avis sur certains points, et notamment sur les points suivants:

a) Un Etat ne peut, dans ses rapports conventionnels, être lié sans son consentement et, en conséquence,

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>52</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, Sixième session, Supplément No 9 (A/1858)*, par. 16.

aucune réserve ne lui est opposable quand il n'a pas donné son assentiment.

b) La conception traditionnelle selon laquelle on ne peut reconnaître une réserve quelconque comme valable que si elle est acceptée par toutes les parties contractantes sans exception comme elle l'eût été si elle avait été exprimée au cours de la négociation, conserve une valeur de principe indéniable.

c) Toutefois, la très large participation à des conventions de ce genre a déjà entraîné une flexibilité plus grande dans la pratique internationale des conventions multilatérales, comme le prouvent l'usage plus général des réserves, la part très large faite à l'assentiment tacite aux réserves, et l'existence de pratiques qui vont jusqu'à admettre que l'auteur d'une réserve écartée par certains contractants est néanmoins considérée comme partie à la convention, dans ses rapports avec ceux d'entre eux qui ont accepté ladite réserve.

d) Dans l'état actuel de la pratique internationale, on ne saurait conclure de l'absence pure et simple, dans une convention multilatérale, d'un article relatif aux réserves à l'interdiction pour les Etats contractants d'y apporter certaines réserves. Le caractère d'une convention multilatérale, son objet, ses dispositions, son mode d'élaboration et d'adoption sont autant d'éléments qui doivent être pris en considération pour déterminer, dans le silence de la convention, la possibilité de formuler des réserves ainsi que pour en apprécier la régularité et les effets.

e) Le principe de l'intégrité de la convention, en vertu duquel l'effet de toute réserve serait subordonné à l'assentiment exprès ou tacite de toutes les parties contractantes, ne semble pas s'être traduit en une règle de droit.

5) Ultérieurement, dans le cours de l'année 1951, la Commission a présenté, comme elle y avait été invitée par l'Assemblée générale, un rapport d'ensemble sur les réserves aux conventions multilatérales<sup>53</sup>. Elle exprimait cette opinion que le critère proposé par la Cour internationale de Justice — "la compatibilité d'une réserve avec l'objet et le but de la convention" — pris en tant que critère d'application générale, prêtait à critique; elle estimait, en effet, que la question de la "compatibilité avec l'objet et le but de la convention" était de caractère trop subjectif pour qu'il soit possible de l'appliquer, de manière générale, aux conventions multilatérales. Ayant constaté que l'avis de la Cour était expressément limité à la Convention sur le génocide et reconnaissant qu'aucune règle unique d'application uniforme ne pouvait couvrir tous les cas de manière pleinement satisfaisante, la Commission recommandait d'adopter la doctrine qui exige le consentement unanime des autres Etats intéressés pour qu'un Etat qui a fait une réserve à un traité puisse y devenir partie. Elle proposait en même temps certaines modifications d'importance mineure à l'application de la règle.

6) A sa sixième session, l'Assemblée générale a examiné à la fois l'avis de la Cour et le rapport de la Commission; elle a adopté la résolution 598 (VI) où la question des réserves à la Convention sur le génocide et celle des réserves à d'autres conventions multilatérales étaient traitées séparément. En ce qui concerne la Convention sur le génocide, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de se conformer à l'avis consultatif de la Cour et elle a recommandé aux Etats de s'en inspirer. Pour ce qui est des conventions qui

seraient conclues à l'avenir sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et dont le Secrétaire général serait dépositaire, elle a prié le Secrétaire général:

"i) De continuer à exercer ses fonctions de dépositaire à l'occasion du dépôt de documents contenant des réserves et des objections et ce, sans se prononcer sur les effets juridiques de ces documents; et

"ii) De communiquer à tous les Etats intéressés le texte desdits documents qui concerne les réserves ou objections, en laissant à chaque Etat le soin de tirer les conséquences juridiques de ces communications."

Cette résolution ne s'applique qu'aux conventions qui pourraient être conclues à l'avenir, par conséquent aux conventions conclues après le 12 janvier 1952, date de l'adoption de la résolution, si bien que la pratique suivie antérieurement restait applicable aux conventions conclues avant cette date. A l'égard des conventions futures, l'Assemblée générale n'a pas fait sienne la proposition de la Commission tendant à ce que l'on s'en tienne à la pratique antérieure sous réserve de quelques modifications peu importantes. Au contraire, elle a chargé le Secrétaire général de se borner simplement à recevoir et à communiquer les instruments contenant des réserves ou des objections aux réserves sans en tirer de conséquences juridiques.

7) A l'Assemblée générale, ainsi qu'il a déjà été dit, les avis se sont partagés au cours des débats qui ont eu lieu sur cette question en 1951. Un groupe d'Etats s'est montré favorable à la doctrine de l'unanimité, bien que, dans ce groupe, certains aient volontiers envisagé de remplacer l'exigence d'un assentiment unanime par celle de l'acceptation à la majorité des deux tiers des Etats intéressés. Un autre groupe d'Etats, au contraire, a marqué une nette opposition à la doctrine de l'unanimité et penchait vers un système souple, qui fasse de l'acceptation ou du rejet d'une réserve l'affaire de chaque Etat pris en particulier. Les Etats de ce groupe ont fait valoir que pareil système permettrait de sauvegarder la situation des minorités défaites par un vote contraire et rendrait donc possible l'acceptation des conventions par un nombre plus élevé d'Etats. L'autre groupe soutenait, en revanche, que ce genre de système dit "souple", s'il pouvait bien convenir à une communauté homogène telle que l'Union panaméricaine, ne se prêtait pas à une application universelle. Les avis étant ainsi partagés au sein des Nations Unies, le seul résultat concret de la discussion a été constitué par les directives données au Secrétaire général pour l'accomplissement de ses fonctions de dépositaire à l'égard des réserves.

8) La situation, en ce qui concerne l'ensemble de la question, diffère, à certains égards, de ce qu'elle était en 1951. En premier lieu la communauté internationale s'est rapidement élargie depuis 1951, de sorte que le nombre même des participants possibles aux traités multilatéraux semble rendre le principe de l'unanimité moins judicieux et d'application moins aisée. En second lieu, depuis le 12 janvier 1952, c'est-à-dire depuis dix ans, le système appliqué en fait pour tous les nouveaux traités multilatéraux dont le Secrétaire général est dépositaire correspond à peu de chose près au système dit "souple". En effet, la pratique du Secrétariat à l'égard de tous les traités conclus depuis l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale en date du 12 janvier 1952 a été officiellement exposée comme suit:

"En l'absence d'une clause sur les réserves dans les accords conclus postérieurement à la résolution de

<sup>53</sup> *Ibid.*, par. 18 à 34.

l'Assemblée générale relative aux réserves aux conventions multilatérales, le Secrétaire général se conforme aux dispositions de cette résolution et communique aux États intéressés le texte de la réserve accompagnant un instrument de ratification ou d'adhésion sans se prononcer sur les effets juridiques de ces documents et 'en laissant à chaque État le soin de tirer les conséquences juridiques de ces communications'. Il transmet les observations reçues concernant les réserves à tous les États intéressés, également sans commentaire. Un tableau général pour chaque convention est tenu à jour indiquant les réserves faites et les observations transmises à leur égard par les États intéressés. Tout État ayant déposé un instrument assorti de réserves est compté au nombre des parties pour l'entrée en vigueur de l'accord<sup>54</sup>.

Il est vrai que, conformément à la résolution de l'Assemblée générale, le Secrétaire général ne "se prononce" pas sur les effets juridiques des réserves ou des objections aux réserves et que chaque État est libre de tirer ses propres conclusions à ce sujet. Mais, étant donné l'opposition de nombreux États au principe de l'unanimité et le refus de la Cour d'admettre que ce principe se soit traduit "en une règle du droit international", à l'heure actuelle, tout État qui fait une réserve est en pratique considéré comme partie à la convention par la majorité des États qui n'ont pas fait objection à la réserve.

9) Il faut encore signaler qu'en 1959 la question des réserves aux conventions multilatérales a de nouveau été posée devant l'Assemblée générale, dans le contexte particulier d'une convention qui était l'acte constitutif d'une organisation internationale — à savoir l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. La question même que posait la déclaration faite par l'Inde lorsqu'elle a accepté cette convention a été renvoyée à l'IMCO et réglée sans que les questions d'ordre juridique aient été résolues. Mais l'Assemblée générale a confirmé les instructions qu'elle avait antérieurement données au Secrétaire général au sujet de ses fonctions de dépositaire et en a élargi le champ d'application à toutes les conventions conclues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (à moins que des dispositions contraires n'y figurent) et non plus seulement à celles qui ont été conclues après le 12 janvier 1952.

10) A la présente session, la Commission a été d'avis que, lorsque le traité lui-même contient des dispositions relatives aux réserves, la question est réglée par les clauses du traité. Les réserves expressément ou implicitement interdites par les dispositions du traité sont exclues, tandis que celles expressément ou implicitement autorisées sont, de ce fait même, valables. Le problème se pose donc uniquement dans les cas où le traité est muet sur la question des réserves. A ce sujet, la Commission a estimé que le principe de "la compatibilité avec l'objet et le but du traité", admis par la Cour, pouvait être adopté comme critère général pour déterminer si les réserves aux traités multilatéraux et les objections à ces réserves sont licites. Toutefois des difficultés se présentent à propos de la procédure à suivre pour l'application de ce principe, notamment lorsqu'il n'y a pas de tribunal ou d'autre organe normalement compétent pour interpréter le traité. La Commission a décidé que, lorsque le traité est l'acte constitutif d'une organisation internationale, il appartient à

l'organe compétent de cette organisation de se prononcer. Il a été également convenu que, lorsqu'il s'agit d'un traité conclu entre un groupe restreint d'États, il doit être présumé, en l'absence de toute indication contraire, que l'accord unanime des parties est nécessaire pour l'acceptation d'une réserve. Par conséquent, la question se pose essentiellement à propos des traités multilatéraux qui ne sont pas des actes constitutifs d'organisations internationales et qui ne renferment pas de dispositions relatives aux réserves. Sur ce point, les avis à la Commission, comme d'ailleurs à la Cour et à l'Assemblée générale, ont été partagés.

11) Certains membres de la Commission ont jugé indispensable de subordonner la validité d'une réserve à un traité multilatéral, dans une certaine mesure au moins, à l'acceptation commune des autres États intéressés. Ils ont jugé inadmissible qu'un État qui a formulé une réserve incompatible avec les objets d'un traité multilatéral, soit en droit de se considérer comme partie au traité du fait que la réserve a été acceptée par un seul État ou par un très petit nombre d'États, car il peut s'agir en l'occurrence d'une réserve que d'autres États considèrent comme portant atteinte aux bases mêmes du traité ou d'une clause contenant un compromis auquel les États intéressés sont parvenus en sacrifiant tous une partie de leurs intérêts. Étant donné que le consentement tacite, qui est inféré de l'absence d'objection à une réserve, joue un rôle important dans la pratique en ce qui concerne les traités multilatéraux et qu'il est prévu dans le projet d'articles, une telle règle signifierait en fait qu'un État qui a formulé une réserve, si contestable soit-elle, aurait toujours l'assurance de pouvoir se considérer comme étant partie au traité à l'égard d'un certain nombre d'États. C'est la raison pour laquelle ces membres ont préconisé l'adoption d'une règle stipulant que, si un certain proportion des États intéressés (un tiers par exemple) formule des objections à la réserve, l'État qui a fait la réserve ne peut en aucun cas se considérer comme partie au traité, à moins qu'il ne retire la réserve.

12) Les autres membres de la Commission ont été d'un avis différent, notamment en ce qui concerne les traités multilatéraux généraux. Tout en reconnaissant pleinement la validité des arguments qui militent en faveur du maintien de l'intégrité de la convention telle qu'elle a été adoptée dans toute la mesure du possible, ils ont soutenu qu'on peut facilement s'exagérer les effets fâcheux que les réserves peuvent avoir sur l'intégrité du traité. Le traité lui-même demeure la seule expression authentique de l'entente intervenue entre les États participants. Dans leur majorité, les réserves portent sur un point particulier qu'un État donné a, pour une raison ou pour une autre, de la peine à accepter : l'effet de la réserve sur l'intégrité générale du traité est minime, et cela même si la réserve porte sur une disposition relativement importante du traité, pour autant qu'elle n'est formulée que par un petit nombre d'États. En bref, l'intégrité du traité ne serait sensiblement atteinte que si une réserve plus ou moins fondamentale était faite par un nombre appréciable d'États. La chose peut incontestablement se produire, mais, même en pareil cas, le traité lui-même resterait l'instrument de base en vigueur entre les autres États participants. La condition essentielle de l'efficacité et de l'intégrité du traité est qu'un nombre suffisant d'États y participent en acceptant la majeure partie de ses dispositions. En 1951, la Commission a dit que l'histoire des conventions adoptées par les conférences des États américains

<sup>54</sup> Précis de la pratique du Secrétaire général dépositaire d'accords multilatéraux (ST/LEG/7, par. 80).



ne l'avait pas convaincue "que l'universalité est nécessairement assurée ou favorisée si l'on permet à un Etat qui formule une réserve à laquelle est faite une objection, de devenir partie à l'égard des Etats qui n'opposent pas d'objections"<sup>55</sup>. Néanmoins, la faculté de formuler des réserves doit, par la nature même des choses, faciliter à certains Etats l'accomplissement de l'acte qui les engage définitivement à participer au traité et, partant, favoriser une application plus universelle du traité. Au surplus, dans le cas des traités multilatéraux généraux, on constate qu'assez souvent plusieurs Etats n'ont apparemment estimé possible de participer au traité qu'en formulant une ou plusieurs réserves. On ne sait pas si ces Etats, à supposer que leurs réserves eussent été rejetées, auraient préféré ne pas participer au traité plutôt que de retirer leurs réserves. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui où le nombre des Etats négociateurs peut être proche de la centaine et où la situation de ces Etats peut être très différente sur les plans culturel, économique et politique, il est permis de considérer la faculté de formuler des réserves, sans risquer de se trouver totalement exclu du traité du fait des objections présentées par un autre Etat ou même par un petit nombre d'autres Etats, comme un élément propre à favoriser une acceptation plus générale des traités multilatéraux. On peut raisonnablement penser qu'en s'abstenant de prendre aucune des mesures nécessaires pour devenir parties à des traités multilatéraux, les Etats négociateurs dressent devant le progrès du droit international par voie conventionnelle un obstacle plus grand qu'en acceptant la possibilité de voir l'intégrité de ces traités exagérément affaiblie du fait que l'on admettrait librement en tant que parties à ces instruments les Etats qui ont formulé des réserves. Peut-être est-il également permis de penser qu'à l'époque actuelle, alors que les notions traditionnelles se transforment et sont mises en question, une règle visant à encourager l'acceptation la plus large possible d'une entente, si modeste soit-elle, qui s'exprime dans un traité multilatéral, répondrait peut-être le mieux aux besoins immédiats de la collectivité internationale.

13) Les membres de la Commission ont encore été influencés par le fait qu'en tout état de cause, les intérêts essentiels de chaque Etat sont sauvegardés dans une large mesure par le jeu des deux règles fondamentales ci-après :

a) L'Etat qui, dans un délai raisonnable, fait connaître son objection à une réserve est en droit de considérer le traité comme n'étant pas en vigueur entre l'Etat qui a formulé la réserve et lui-même ;

b) L'Etat qui consent à la réserve formulée par un autre Etat est néanmoins en droit de s'élever contre toute tentative que l'Etat qui a formulé la réserve ferait pour invoquer contre lui les obligations du traité auquel l'Etat auteur de la réserve s'est lui-même soustrait en formulant sa réserve.

On a souligné, il est vrai, que l'égalité entre l'Etat qui formule une réserve et l'Etat qui n'en formule pas, égalité à quoi tendent les règles précitées, peut, en pratique, n'être pas tout à fait complète. En effet, un Etat qui n'a pas formulé de réserve peut s'estimer tenu, en raison de ses obligations envers les autres Etats qui n'ont pas formulé de réserve, d'observer intégralement le traité, y compris les dispositions à l'application desquelles l'Etat auteur de la réserve s'est soustrait en formulant sa réserve. L'Etat qui a formulé la réserve

peut donc se trouver dans une situation telle qu'il sera dispensé d'observer certaines des dispositions du traité tout en ayant l'assurance que les Etats qui n'ont pas formulé de réserves respecteront ces dispositions. Normalement, toutefois, un Etat qui souhaite formuler une réserve aura tout autant l'assurance que les Etats qui ne formulent pas de réserves seront tenus de se conformer aux dispositions du traité en raison de leurs obligations envers les autres Etats, même s'il demeure lui-même complètement étranger au traité. En devenant partie au traité compte tenu de sa réserve, l'Etat qui la formule se soumet, du moins dans une certaine mesure, au régime du traité. La situation de l'Etat qui ne formule pas de réserve n'est donc pas aggravée si l'Etat qui a formulé une réserve devient partie au traité dans une mesure limitée, du fait de sa réserve. Même lorsqu'il existe entre les dispositions sur lesquelles porte la réserve et les autres parties du traité un lien si étroit que l'Etat qui ne formule pas de réserve n'est nullement disposé à devenir partie au traité à l'égard de l'Etat qui a formulé la réserve dans la mesure limitée que celui-ci propose, l'Etat qui ne formule pas de réserve peut empêcher le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat qui a formulé la réserve et lui-même en faisant objection à la réserve. Donc, la question ne semble prendre d'importance que dans les cas où l'Etat qui ne formule pas de réserve n'aurait jamais consenti à devenir partie au traité s'il avait su que l'autre Etat le ferait compte tenu de la réserve en question. Il n'est peut-être pas déraisonnable de dire que, si un Etat attache une telle importance au maintien de l'intégrité absolue de telles ou telles dispositions, le mieux est pour lui de se protéger pendant l'élaboration du traité en faisant accepter une clause interdisant expressément les réserves qu'il juge tellement inacceptables.

14) La Commission est parvenue à la conclusion que, dans le cas des traités multilatéraux généraux, les considérations qui militent en faveur d'un système souple permettant à chaque Etat particulier de décider s'il convient d'accepter une réserve et de considérer l'Etat qui a formulé la réserve comme partie au traité aux fins des relations entre les deux Etats, l'emportent sur les arguments avancés en faveur du maintien d'un système "collectif" d'après lequel l'Etat qui formule une réserve ne deviendrait partie au traité que si la réserve était acceptée par une proportion déterminée des autres Etats. Ce point tranché, la Commission a décidé, en outre, qu'il n'y a pas de raisons suffisantes pour faire une distinction entre les traités multilatéraux n'ayant pas un caractère général conclus entre un nombre important d'Etats et les traités multilatéraux généraux. Par conséquent, les règles proposées par la Commission visent tous les traités multilatéraux à l'exception de ceux conclus entre un petit nombre d'Etats et pour lesquels l'unanimité est la règle.

#### *Commentaire de l'article 18*

15) Cet article traite des conditions dans lesquelles un Etat peut formuler une réserve. Le paragraphe 1 énonce le principe général selon lequel la formulation des réserves est autorisée sauf dans quatre cas. Dans les trois premiers cas, les réserves sont explicitement ou implicitement interdites par le traité lui-même. Dans le quatrième cas mentionné sous d, le traité ne contient pas de disposition relative aux réserves, mais la réserve en question est incompatible avec l'objet et le but du traité. En somme, à l'alinéa d du paragraphe 1, on a adopté le critère de la Cour internationale de Justice comme norme générale pour régir la formulation des

<sup>55</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, Sixième session, Supplément No 9 (A/1858), par. 22.

réserve qui ne sont pas prévues dans le traité. L'alinéa *d* du paragraphe 1 doit être lu en liaison avec l'article 20 qui a trait à l'effet d'une réserve formulée dans le cas où le traité ne contient pas de dispositions concernant les réserves.

16) Le paragraphe 2 traite de la manière dont les réserves peuvent être formulées et n'appelle que deux observations. La première porte sur l'alinéa *i* du paragraphe 2, *a*, qui intéresse les réserves formulées lors de l'adoption du texte du traité, c'est-à-dire au terme des négociations. Il arrive qu'une réserve soit énoncée au cours des négociations et qu'elle soit dûment consignée dans les procès-verbaux. On s'est parfois fondé sur ces embryons de réserves pour affirmer par la suite qu'elles équivalaient à des réserves formelles. Or, il semble indispensable que l'Etat intéressé confirme officiellement d'une certaine manière sa déclaration de façon à manifester clairement son intention de formuler effectivement une réserve. C'est pourquoi il n'a pas été indiqué dans le paragraphe 2 qu'une déclaration faite au cours des négociations et exprimant une réserve constitue l'une des modalités possibles de formulation d'une réserve. La deuxième observation porte sur un point analogue qui figure à l'alinéa *b* du paragraphe 2, où il est expressément prévu qu'une réserve formulée lors de l'adoption d'un traité ou lors de la signature d'un traité soumis à ratification, à acceptation ou à approbation, doit, pour produire effet, être formellement confirmée au moment où l'Etat établit son consentement à être lié par le traité.

17) Le paragraphe 3 prévoit que la réserve sera communiquée aux autres Etats intéressés.

#### *Commentaire de l'article 19*

18) Les paragraphes 1, 2 et 5 de cet article ne semblent pas appeler de commentaire.

19) Le paragraphe 3 traite du consentement tacite à une réserve. Il ne fait aucun doute que le principe du consentement présumé à une réserve en l'absence d'objection à cette réserve est entré dans la pratique des Etats; d'ailleurs, la Cour elle-même, dans l'affaire des *Réserves à la Convention sur le Génocide*, a déclaré qu'"une part très large" est faite dans la pratique internationale "à l'assentiment tacite aux réserves". En outre, on trouve dans certaines conventions modernes une clause stipulant que le consentement est présumé à l'expiration d'un délai de trois ou, dans quelques cas, de six mois<sup>66</sup>, tandis que d'autres conventions arrivent au même résultat en limitant à trois mois le délai pendant lequel il peut être fait objection<sup>67</sup>. Enfin, en 1959, le Conseil interaméricain de juristes<sup>68</sup> a recommandé qu'en l'absence d'une réponse de l'Etat auquel une réserve a été communiquée, il soit présumé, à l'expiration du délai d'un an, que l'Etat intéressé n'a pas d'objection à faire à la réserve.

20) Il faut admettre que la règle selon laquelle il y a présomption de consentement tacite à l'expiration d'un délai fixé est assez rigide. Néanmoins, il semble peu souhaitable qu'un Etat, du fait qu'il s'abstient de pré-

senter des observations sur une réserve, ait la faculté de garder plus ou moins indéfiniment une attitude équivoque quant à ses relations avec l'Etat auteur de la réserve, dans le cadre d'un traité multilatéral. Il pourrait arriver qu'un Etat qui a gardé le silence au sujet de la réserve d'un autre Etat ne prenne nettement position en la matière qu'une fois qu'un différend l'aurait opposé à l'Etat auteur de la réserve. Etant donné que, dans plusieurs traités, des Etats ont estimé pouvoir accepter des délais de trois ou de six mois au plus, on peut se demander pourquoi l'on a jugé nécessaire, dans le présent projet, de proposer un délai de douze mois. Or, il y a, semble-t-il, de bonnes raisons de proposer l'adoption de ce long délai. Tout d'abord, fixer un bref délai aux fins d'un traité particulier dont on connaît la teneur est une chose, et faire de ce délai une règle générale applicable à tout traité muet sur ce point en est une autre.

21) Le paragraphe 4 propose, *de lege ferenda*, une règle selon laquelle une objection à une réserve serait caduque si, dans un délai de deux ans à compter du moment où l'objection a été faite, l'Etat qui l'a faite n'a pas établi son consentement à être lié par le traité. L'application de cette règle aurait une importance particulière dans le cas des traités conclus entre un groupe restreint d'Etats, l'objection d'un seul suffisant à empêcher l'Etat auteur d'une réserve de devenir partie au traité. On estime cependant, en général, qu'une objection cesse de produire effet si l'Etat qui l'a faite ne devient pas lui-même lié par le traité dans un délai raisonnable. La Commission a hésité sur la durée du délai à prévoir et a proposé deux ans, en attendant que les gouvernements lui fassent parvenir leurs observations sur ce point.

#### *Commentaire de l'article 20*

22) Le paragraphe 1 n'appelle pas de commentaire. Le paragraphe 2, en corrélation avec le paragraphe 1, *d*, de l'article 18, contient l'essentiel des propositions de la Commission touchant les réserves aux traités multilatéraux qui sont muets sur la question des réserves. Le paragraphe 1, *d*, de l'article 18, on l'a vu, autorise la formulation de réserves dans ces cas, à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'objet et le but du traité. Le critère de la "compatibilité avec l'objet et le but du traité", ainsi qu'il est indiqué dans l'introduction à ces trois articles, est, dans une certaine mesure, matière à appréciation subjective, et même en l'absence d'un tribunal ou d'un organe normalement compétent, la seule façon dont il puisse être appliqué dans la plupart des cas, c'est par les Etats eux-mêmes pris individuellement, agissant par voie d'acceptation ou de rejet de la réserve. Il s'ensuit nécessairement qu'il peut y avoir divergence d'interprétation sur la compatibilité d'une réserve donnée avec l'objet et le but d'un traité déterminé. Il semble à la Commission que ce résultat soit presque inévitable dans ces conditions et la seule question est de savoir quels devront être les effets des décisions prises individuellement par les Etats.

23) Le paragraphe 2, *a*, dispose que l'acceptation d'une réserve est décisive pour que cette réserve produise effet entre l'Etat auteur de la réserve et l'Etat qui l'accepte. Le paragraphe 2, *b*, prévoit également qu'une objection n'a d'effet qu'entre l'Etat auteur de la réserve et l'Etat qui objecte et qu'elle empêche le traité d'entrer en vigueur entre eux, à moins que l'Etat qui objecte n'exprime l'intention contraire. Telles sont les deux règles fondamentales du système souple. Elles peu-

<sup>66</sup> Par exemple, la Convention internationale de 1952 pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire (90 jours); et la Convention internationale de 1929 pour la répression du faux monnayage (6 mois).

<sup>67</sup> Par exemple, la Convention de 1950 concernant la déclaration de décès de personnes disparues (90 jours), et la Convention de 1957 sur la nationalité de la femme mariée (90 jours également).

<sup>68</sup> Acte final de la quatrième réunion du Conseil interaméricain de juristes, p. 31.

vent certainement avoir pour conséquence que l'Etat auteur de la réserve puisse être partie au traité à l'égard de l'Etat X, mais ne pas l'être à l'égard de l'Etat Y, bien que les Etats X et Y soient liés entre eux par le traité. Mais, dans le cas d'un traité multilatéral général, ou d'un traité conclu entre un grand nombre d'Etats, il semble à la Commission que ce résultat serait aussi peu satisfaisant que de permettre à l'Etat Y d'empêcher, par son objection, le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat auteur de la réserve et l'Etat X qui l'a acceptée.

24) Le paragraphe 3, comme on l'a déjà indiqué dans l'introduction au commentaire de ces trois articles, écarte les traités conclus entre un groupe restreint d'Etats du cadre d'application du système souple et applique la règle de l'unanimité. Dans les traités entre groupes restreints, il est plus facile de procéder à des consultations sur l'acceptabilité d'une réserve, mais les considérations qui militent en faveur du maintien de l'intégrité de la convention peuvent être plus pressantes que dans le cas des traités multilatéraux généraux ou d'autres traités entre des groupes importants d'Etats. La Commission estime que l'expression "groupe restreint d'Etats" manque de précision mais pense qu'elle constitue une définition générale suffisante qui permettra de déterminer la plupart des traités qui ne rentrent pas dans le cadre du système souple.

25) Le paragraphe 4 énonce la règle, elle aussi esquissée dans l'introduction au commentaire des trois articles, selon laquelle lorsqu'il y a objection à une réserve et que celle-ci porte sur l'acte constitutif d'une organisation internationale, c'est à l'organe compétent de cette organisation qu'il appartient de se prononcer. La question a été soulevée un certain nombre de fois et le rapport du Secrétaire général de 1959 sur l'attitude qu'il a adoptée à l'égard de la prétendue "réserve" de l'Inde à la Convention de l'IMCO précise que le Secrétaire général "a toujours considéré que la question devrait être renvoyée à l'organe habilité à interpréter la convention en question"<sup>50</sup>. La Commission estime que dans le cas des instruments qui forment le statut des organisations internationales, l'intégrité de l'instrument est un facteur qui prévaut sur les autres considérations et que c'est aux membres de l'organisation, agissant par l'intermédiaire de l'organe compétent, de déterminer dans quelle mesure il peut être dérogé à l'intégrité de l'instrument.

## Article 21

### Application des réserves

1. Une réserve établie conformément aux dispositions de l'article 20 a pour effet

a) De modifier à l'égard de l'Etat qui formule la réserve les dispositions du traité sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure de ce qui est stipulé par cette réserve;

b) De permettre, par voie de réciprocité, à tout autre Etat partie au traité de se prévaloir de cette modification dans ses relations avec l'Etat qui a formulé la réserve.

2. Une réserve ne produit effet que dans les rapports entre l'Etat auteur de la réserve et les autres parties au traité qui ont accepté la réserve; elle n'influe aucunement sur les droits et obligations des autres parties au traité dans les rapports qu'elles ont entre elles.

<sup>50</sup> Assemblée générale, Documents officiels, quatorzième session, Annexe, point 65 de l'ordre du jour, document A/4235.

## Commentaire

Cet article énonce les règles relatives aux effets juridiques d'une réserve qui a été établie conformément aux dispositions des articles 18, 19 et 20, le traité étant supposé en vigueur. Ces règles qui ne paraissent pas contestées découlent directement du caractère consensuel des relations entre les parties au traité. La réserve produit effet entre l'Etat auteur de la réserve et toute autre partie au traité et inversement, de sorte qu'elle modifie les effets du traité pour l'un et l'autre dans leurs relations mutuelles, en ce qui concerne les dispositions visées par la réserve. Mais elle n'a pas d'effet sur l'application du traité aux autres parties dans leurs rapports entre elles, puisqu'elle n'a pas été acceptée en tant que clause du traité dans leurs relations mutuelles.

## Article 22

### Retrait des réserves

1. Une réserve peut, à tout moment, être retirée sans que le consentement des Etats qui l'ont acceptée soit nécessaire. Ce retrait prend effet au moment où les autres Etats intéressés en reçoivent notification.

2. En cas de retrait d'une réserve, les dispositions de l'article 21 cessent de s'appliquer.

### Commentaire

1) On a quelquefois soutenu que si une réserve est acceptée par un autre Etat, elle ne saurait être retirée sans l'accord de ce dernier, car l'acceptation de la réserve établit entre les deux Etats un régime qui ne peut être modifié sans le consentement de l'un et de l'autre. Toutefois, la Commission juge préférable la règle d'après laquelle l'Etat qui a fait la réserve doit dans tous les cas être autorisé, si telle est son intention, à aligner intégralement sa position sur les dispositions du traité, tel qu'il a été adopté.

2) Il y a un autre point dans cet article qui appelle peut-être un commentaire, c'est la disposition relative au moment où le retrait de la réserve prend effet. La réserve étant une modification du traité, faite à la demande de l'Etat auteur de la réserve, la Commission estime qu'il appartient à cet Etat d'en notifier le retrait aux autres Etats et ces derniers ne sauraient être tenus pour responsables d'une violation de la clause du traité à laquelle s'applique la réserve, s'ils étaient dans l'ignorance du retrait de la réserve.

## SECTION IV. — ENTRÉE EN VIGUEUR ET ENREGISTREMENT

## Article 23

### Entrée en vigueur des traités

1. Un traité entre en vigueur suivant les modalités et à la date fixées par ses dispositions.

2. a) Au cas où le traité ne précise pas la date de son entrée en vigueur, mais fixe la date limite à laquelle doit être effectuée la ratification ou doivent être données l'acceptation ou l'approbation, il entre en vigueur à cette date si l'échange ou le dépôt des instruments en question a eu lieu.

b) La même règle s'applique, *mutatis mutandis*, au cas où un traité qui n'est pas sujet à ratification, à acceptation ou à approbation, fixe la date limite à laquelle la signature doit avoir lieu.

c) Toutefois, lorsqu'il est prévu dans le traité que l'entrée en vigueur de celui-ci dépend de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'appro-

bation du traité ou de l'adhésion au traité par un nombre donné ou une catégorie donnée d'Etats le traité n'entre en vigueur qu'une fois remplie cette condition.

3. En tout autre cas, la date d'entrée en vigueur du traité, si elle n'est pas fixée par les dispositions du traité, est déterminée par accord entre les Etats qui ont participé à l'adoption du texte du traité.

4. Sauf disposition expresse contraire, les droits et obligations découlant du traité produisent effet, à l'égard de chacune des parties, à la date où le traité entre en vigueur à l'égard de cette partie.

#### Commentaire

1) Le paragraphe 1 prévoit le cas où le traité lui-même fixe les modalités et la date de son entrée en vigueur. Le paragraphe 2 vise le cas où le traité ne renferme pas de disposition expresse à ce sujet, mais fixe une date limite à laquelle les actes établissant le consentement à être lié par le traité, doivent avoir été accomplis. Dans le second cas, il semble admis que les Etats doivent être présumés avoir eu pour intention que le traité entre en vigueur à la date indiquée, à condition que les instruments de ratification, d'acceptation, etc. nécessaires aient été échangés ou déposés ou que les signatures nécessaires aient été apposées au traité. Par ailleurs, il va sans dire que si le traité stipule également qu'il doit être signé, ratifié, etc. par un certain nombre d'Etats avant qu'il puisse entrer en vigueur, cette seconde condition doit, elle aussi, avoir été remplie.

2) La Commission a examiné si d'autres dispositions d'un traité pourraient éventuellement créer des présomptions quant à la date de son entrée en vigueur. Elle a conclu cependant qu'elle ne devait pas chercher à combler toutes les lacunes possibles du texte des traités, en ce qui concerne leur entrée en vigueur. Elle a pensé que ce serait aller trop loin dans l'interprétation de l'intention des parties dans un traité particulier. En outre, elle a estimé que si un traité ne contient pas de disposition précise quant à la date de son entrée en vigueur, il appartient aux parties de se mettre d'accord sur ce point et c'est ce que prévoit le paragraphe 3.

3) Le paragraphe 4 stipule ce qui est considéré comme étant une règle incontestée du droit moderne des traités, à savoir qu'un traité produit ses effets à l'égard de chacune des parties à la date où il entre en vigueur à l'égard de cette partie. La règle énoncée dans ce paragraphe exclut par conséquent l'idée que la ratification puisse avoir effet rétroactif à la date de la signature. Il faut une disposition expresse dans le traité lui-même pour qu'il ait un effet rétroactif, de même qu'il faut une clause expresse pour en suspendre les effets jusqu'à une date future.

#### Article 24

##### Entrée en vigueur provisoire

Un traité peut disposer qu'avant son entrée en vigueur par l'échange ou le dépôt d'instruments de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation, il entrera en vigueur à titre provisoire, en totalité ou en partie, soit à une date déterminée, soit une fois remplies certaines conditions. Dans ce cas, le traité entre en vigueur selon qu'il est prévu dans ces dispositions et reste en vigueur, à titre provisoire, soit jusqu'à la date de son entrée en vigueur définitive, soit jusqu'au moment où les Etats intéressés sont convenus de mettre fin à son application provisoire.

1) Cet article consacre l'existence d'une pratique qui n'est pas rare de nos jours et qui mérite d'être signalée dans le projet d'articles. En raison du caractère urgent des questions sur lesquelles porte le traité ou pour d'autres raisons, les Etats intéressés insèrent parfois dans un traité une disposition — qu'ils doivent soumettre à leurs autorités constitutionnelles pour ratification ou approbation — stipulant que le traité entrera en vigueur provisoirement. On peut se demander si, en pareil cas, le traité doit être considéré comme entrant en vigueur en vertu de ses propres clauses ou bien en vertu d'un accord subsidiaire conclu entre les Etats intéressés lors de l'adoption du texte. Mais il n'y a aucun doute que de telles clauses ont un effet juridique et mettent le traité en vigueur à titre provisoire.

2) De toute évidence, l'application "provisoire" du traité prend fin lorsque ce dernier est dûment ratifié ou approuvé conformément à ses dispositions ou lorsqu'il devient évident que le traité ne sera ratifié ou approuvé par aucune des parties. Mais il peut arriver parfois que ces actes soient retardés et que les Etats intéressés conviennent de mettre fin à l'application provisoire du traité, voire d'abroger le traité lui-même.

#### Article 25

##### Enregistrement et publication des traités

1. L'enregistrement et la publication des traités conclus par les Membres de l'Organisation des Nations Unies sont régis par les dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Les traités conclus par un Etat partie aux présents articles, qui n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies, seront, le plus tôt possible, enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et publiés par lui.

3. La procédure d'enregistrement et de publication des traités est régie par le règlement en vigueur pour l'application de l'Article 102 de la Charte.

#### Commentaire

1) Cet article rappelle, dans le paragraphe 1, l'obligation qui incombe aux Etats Membres des Nations Unies, en vertu de l'Article 102 de la Charte, de faire enregistrer les traités auxquels ils sont parties.

2) Le paragraphe 2 impose également aux Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies l'obligation de faire enregistrer les traités auxquels ils sont parties. Bien que la Charte limite cette obligation aux Etats Membres, de nombreux Etats non membres ont l'habitude de faire "enregistrer" les traités conclus par eux auprès du Secrétariat des Nations Unies. D'après l'article 10 du règlement de l'Assemblée générale relatif à l'enregistrement des traités (voir paragraphe suivant), l'expression qui désigne un tel "enregistrement" par des Etats non membres est "classement et inscription au répertoire", mais en fait, il s'agit d'un enregistrement volontaire. La Commission estime qu'il conviendrait que les Etats qui deviendront parties à une convention sur la conclusion des traités assument l'obligation ferme de faire enregistrer leurs traités. Quant à savoir si cette opération doit continuer à s'appeler, dans le règlement de l'Assemblée générale des Nations Unies, "classement" plutôt que "enregistrement", c'est là une question qu'il appartient à l'Assemblée générale et au Secrétaire général de trancher. La Commission a hésité à proposer que la sanction applicable en vertu de l'Article 102 de



la Charte s'applique également aux Etats non membres, car ce point concerne la procédure des organes des Nations Unies; elle a également pensé que la violation d'une telle obligation acceptée par les Etats non membres dans une convention générale pourrait logiquement être considérée dans la pratique comme emportant la même sanction.

3) La Commission s'est aussi demandé si elle devait incorporer dans le projet d'articles les dispositions du Règlement de l'Assemblée générale adopté par sa résolution 97 (I) du 14 décembre 1946 [modifié par sa résolution 482 (V) du 12 décembre 1950]. Ce règlement est important, car il définit les conditions d'application de l'Article 102 de la Charte. Toutefois, vu le caractère administratif de ce règlement et le fait qu'il peut être amendé par l'Assemblée générale, la Commission a conclu qu'elle devait se borner à incorporer le règlement dans l'article 25 par simple référence en termes généraux. En même temps, comme on ne peut trouver le texte de ce règlement que dans deux volumes distincts du Recueil des traités des Nations Unies ou dans les résolutions originales de l'Assemblée, la Commission a pensé qu'il serait utile de l'annexer au présent rapport.

#### SECTION V. — CORRECTION DES ERREURS ET FONCTIONS DES DÉPOSITAIRES

##### Article 26

#### *La correction des erreurs dans les textes des traités pour lesquels il n'existe pas de dépositaire*

1. Lorsque le texte d'un traité pour lequel il n'existe pas de dépositaire présente une erreur qui est relevée après l'authentification du texte, les Etats intéressés corrigent l'erreur d'un commun accord,

a) Soit en apportant au texte du traité la correction appropriée et en demandant à des représentants dûment habilités à cet effet d'apposer leur paraphe dans la marge en regard de la correction;

b) Soit en établissant un protocole distinct, un procès-verbal, un échange de notes ou un instrument analogue où sont consignées d'une part, l'erreur contenue dans le texte du traité et, d'autre part, la correction que les parties ont décidé d'y apporter d'un commun accord;

c) Soit en établissant un texte corrigé de l'ensemble du traité suivant la procédure utilisée pour le texte erroné.

2. Les dispositions du paragraphe deux ou plusieurs textes authentiques d'un traité qui ne concordent pas et qu'il est proposé de corriger le libellé de l'un des textes.

3. Lorsque le texte d'un traité a été corrigé conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, le texte corrigé remplace le texte original dès la date de l'adoption de ce dernier, à moins que les parties n'en décident autrement.

4. Avis est donné au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de toute correction apportée au texte d'un traité conformément aux dispositions du présent article.

##### Commentaire

1) Il n'est pas rare que l'on trouve des erreurs et des manques de concordance dans le texte des traités; il paraît donc souhaitable d'insérer dans le projet d'articles des dispositions concernant les méthodes de

rectification. Le présent article traite du cas où l'on découvre une erreur dans un traité pour lequel il n'y a pas de dépositaire et aussi du cas où il existe deux ou plusieurs textes authentiques du traité et où l'on constate que ces textes ne concordent pas. Dans tous ces cas, il semble que la rectification de l'erreur ou du manque de concordance soit essentiellement une question d'accord entre les signataires du traité. Il y a un certain nombre d'exemples de la pratique suivie en la matière<sup>60</sup> et les dispositions du présent article se fondent sur ces exemples ainsi que sur les données dont disposaient les membres de la Commission.

2) La question de la correction des erreurs dans le texte est traitée au paragraphe 1. Ces erreurs peuvent être dues soit à des erreurs typographiques, soit à une description ou à une affirmation erronée résultant d'un malentendu, auquel cas la correction peut modifier le sens fondamental du texte tel qu'il a été authentifié. Si les Etats intéressés ne sont pas d'accord sur l'existence d'une erreur dans le texte, il n'est bien entendu pas question de corriger le texte unilatéralement. En pareil cas, il y a contestation et il s'agit de corriger une "faute", correction qui relève d'une autre branche du droit des traités. Ce n'est que lorsque les Etats sont d'accord sur l'existence de l'erreur qu'il s'agit d'une simple correction d'erreur tombant sous le coup des dispositions du présent article. Il semble qu'en règle générale, les méthodes appliquées pour corriger les erreurs soient celles dont il est fait mention aux alinéas a et b. Ce n'est que dans le cas extrême où le texte porterait toute une série d'erreurs qu'il y aurait lieu de refaire en entier un nouveau texte du traité, comme il est prévu à l'alinéa c. Néanmoins, comme *Hackworth* cite un cas de ce genre, à savoir le Traité d'extradition conclu en 1937 entre les Etats-Unis et le Libéria, la Commission a inséré une clause prévoyant le cas où la totalité du texte serait à remplacer par un texte nouveau.

3) Il semble que l'on puisse appliquer les mêmes méthodes de rectification lorsqu'il y a un manque de concordance entre deux ou plusieurs textes authentiques établis en différentes langues. Ainsi, un certain nombre de précédents se rapportent à des cas où il a fallu rectifier des passages de l'un des textes authentiques qui ne concordaient pas avec ceux de l'autre texte<sup>61</sup>.

4) Etant donné qu'il ne s'agit que de corriger ou de rectifier un texte déjà accepté, il semble évident que, sauf décision contraire des parties, le texte corrigé ou rectifié doit être considéré comme ayant force obligatoire à partir de la date de l'entrée en vigueur du texte original. On peut se demander, toutefois, si une correction ou rectification de cette nature, lorsqu'elle revêt simplement la forme d'une modification apportée au texte lui-même, est régie par les dispositions de l'article 2 du Règlement adopté par l'Assemblée générale concernant l'enregistrement et la publication des traités et des accords internationaux<sup>62</sup>. Mais il serait nettement conforme à l'esprit dudit article

<sup>60</sup> *Hackworth's Digest of International Law*, vol. V, p. 93 à 101.

<sup>61</sup> Voir notamment le Traité de commerce conclu entre les Etats-Unis et la Norvège en 1938 et la Convention de naturalisation de 1907 entre les Etats-Unis et le Pérou dans *Hackworth*, *op. cit.* p. 93 et 96.

<sup>62</sup> L'article 2 dudit règlement est ainsi conçu: "Lorsqu'un traité ou accord international aura été enregistré au Secrétariat, une déclaration certifiée, relative à tout fait ultérieur comportant un changement dans les parties audit traité ou accord, ou modifiant ses termes, sa portée ou son application, sera enregistrée au Secrétariat".

qu'une correction à un traité soit enregistrée auprès du Secrétaire général et c'est ce que prévoit le paragraphe 4 du présent article.

5) La procédure de correction des erreurs s'applique également en cas de manque de concordance entre les versions en différentes langues du texte authentique, lorsque le défaut de concordance résulte simplement d'erreurs faites avant l'adoption du texte authentique. La Commission a noté qu'il peut se produire des cas où il a lieu de corriger, non pas le texte authentique, mais des versions dudit texte en d'autres langues, c'est-à-dire de corriger des erreurs de traduction. Comme, toutefois, il ne s'agit pas en l'occurrence de modifier un texte authentique du traité, la Commission n'a pas jugé nécessaire d'insérer dans l'article une disposition spéciale à ce sujet. Si le cas se produit, les Etats intéressés ont la faculté de modifier la traduction d'un commun accord sans aucune formalité spéciale. C'est pourquoi la Commission a estimé qu'il suffirait de mentionner ce fait dans le présent commentaire.

### Article 27

#### *La correction des erreurs dans les textes des traités pour lesquels il existe un dépositaire*

1. a) Lorsque le texte d'un traité pour lequel il existe un dépositaire, présente une erreur qui est relevée après l'authentification du texte, le dépositaire signale l'erreur à tous les Etats qui ont participé à l'adoption du texte et à tous autres Etats qui par la suite ont signé ou accepté ledit traité et leur fait savoir que l'erreur sera corrigée si, dans un délai spécifié, la correction envisagée ne donne lieu à aucune objection.

b) Si, à l'expiration du délai fixé, la correction envisagée n'a donné lieu à aucune objection, le dépositaire apporte la correction au texte du traité, en apposant son paraphe dans la marge en regard de la correction, dresse et signe un procès-verbal de rectification et en communique un exemplaire à chacun des Etats parties au traité ou qui peuvent le devenir.

2. Lorsqu'une erreur est relevée dans une copie certifiée conforme d'un traité, le dépositaire dresse et signe un procès-verbal où sont consignés d'une part, l'erreur et, d'autre part, le libellé correct du texte et en communique un exemplaire à tous les Etats mentionnés au paragraphe 1, alinéa b.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent également lorsque deux ou plusieurs textes authentiques d'un traité ne concordent pas et qu'il est proposé de corriger le libellé de l'un des textes.

4. Lorsqu'une proposition tendant à corriger un texte conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 3 ci-dessus donne lieu à une objection, le dépositaire notifie l'objection à tous les Etats intéressés ainsi que toutes autres réponses qu'il aura reçues à la suite des notifications mentionnées aux paragraphes 1 et 3. Toutefois, s'il s'agit d'un traité élaboré soit sous les auspices d'une organisation internationale, soit lors d'une conférence réunie par une organisation internationale, le dépositaire communique également la proposition de correction et l'objection faite à cette proposition à l'organe compétent de l'organisation intéressée.

5. Sauf décision contraire des Etats intéressés, toutes les fois que le texte d'un traité a été corrigé

conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, le texte corrigé remplace le texte erroné dès la date de l'adoption de ce dernier.

6. Avis est donné au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de toute correction apportée au texte d'un traité conformément aux dispositions du présent article.

### Commentaire

1) Cet article traite des mêmes problèmes que l'article 26, mais dans le cadre des traités multilatéraux pour lesquels il existe un dépositaire. Le nombre des Etats influe alors sur la procédure pour obtenir l'agrément des Etats intéressés à la correction ou à la rectification des textes et il est tout à fait naturel que le dépositaire soit chargé des formalités à cet effet. En rédigeant les dispositions énoncées dans l'article, la Commission s'est fondée sur les renseignements contenus dans le *Précis de la pratique du Secrétaire général dépositaire d'accords multilatéraux*<sup>63</sup>.

2) Selon la méthode employée, le dépositaire notifie à tous les Etats qui ont pris part à l'adoption du traité ou qui l'ont ultérieurement signé ou accepté, l'erreur ou le manque de concordance ainsi que la proposition tendant à rectifier le texte tout en spécifiant un délai approprié au-delà duquel il ne leur sera plus possible de présenter d'objections. Si aucune objection n'est formulée, le dépositaire, agissant au nom des Etats intéressés, fait corriger le texte, dresse un procès-verbal de rectification et transmet copie de ce procès-verbal aux Etats intéressés. D'après le précédent que l'on trouve à la page 5 du *Précis de la pratique*, on peut penser que le Secrétaire général juge suffisant, lorsqu'il s'agit d'une erreur typographique, d'obtenir l'assentiment des Etats qui ont déjà signé le texte fautif. Toutefois, il semble qu'en formulant une règle générale, il soit plus prudent de stipuler que les notifications doivent être communiquées à tous les Etats intéressés, car il n'est pas impossible que des contestations s'élèvent sur le point de savoir si le texte contient ou ne contient pas d'erreurs typographiques, par exemple dans le cas d'une ponctuation qui peut en altérer le sens.

3) Un autre point qui appelle peut-être un commentaire est le paragraphe 4, où il est fait mention de la communication à l'organe compétent de l'organisation internationale intéressée de tout désaccord relatif à la correction d'un texte dans le cas d'un traité qui a été élaboré sous les auspices de l'organisation ou lors d'une conférence convoquée par elle. Cette disposition s'inspire du précédent, cité à la page 6 du *Précis de la pratique*, relatif à la rectification du texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

4) Les paragraphes 4 et 5 du commentaire de l'article 26 s'appliquent également au présent article.

### Article 28

#### *Le dépositaire de traités multilatéraux*

1. Lorsqu'un traité multilatéral ne désigne pas de dépositaire, et à moins que les Etats qui l'ont adopté n'en soient convenus autrement, le dépositaire sera:

a) S'il s'agit d'un traité établi sous les auspices d'une organisation internationale ou au cours d'une conférence internationale réunie par une organisa-

<sup>63</sup> Voir p. 5-6, 9, 16-17 et 36 (note) et les annexes 1 et 2.

tion internationale, l'organe compétent de cette organisation internationale;

b) S'il s'agit d'un traité établi au cours d'une conférence réunie par les Etats intéressés, l'Etat sur le territoire duquel la conférence a eu lieu.

2. Lorsqu'un dépositaire refuse d'assumer, n'assume pas, ou cesse d'exercer ses fonctions, les Etats qui ont négocié le traité se consultent en vue de désigner un autre dépositaire.

#### *Commentaire*

1) En règle générale, un traité multilatéral désigne un Etat particulier ou une organisation particulière comme dépositaire. Toutefois, le paragraphe 1 du présent article prévoit que, si les Etats intéressés n'ont pas désigné de dépositaire dans le traité lui-même, c'est une organisation internationale ou l'Etat sur le territoire duquel a eu lieu la conférence qui a élaboré le traité, qui fera fonction de dépositaire. Les dispositions du paragraphe 1 consacrent, en fait, la pratique existante en ce qui concerne la désignation des dépositaires des traités multilatéraux.

2) Il peut se produire des cas où le dépositaire refuse d'assumer, n'assume pas ou cesse d'exercer ses fonctions. En fait, des cas de cessation de fonctions se sont déjà produits. C'est la raison pour laquelle la Commission a cru judicieux de prévoir cette éventualité au paragraphe 2 du présent article.

#### *Article 29*

##### *Les fonctions du dépositaire*

1. Le dépositaire, agissant au nom de tous les Etats parties au traité ou pouvant devenir parties, assure la garde du texte authentique du traité et de tous les instruments relatifs au traité. Le dépositaire est donc tenu d'agir impartialement dans l'accomplissement de ces fonctions.

2. Outre les fonctions expressément prévues dans le traité et à moins que le traité n'en dispose autrement, le dépositaire exerce les fonctions énumérées dans les paragraphes 3 à 8 ci-dessous.

3. Le dépositaire est chargé:

a) D'établir tous autres textes en d'autres langues qui peuvent être nécessaires en vertu, soit des dispositions du traité, soit des règles en vigueur dans une organisation internationale;

b) D'établir des copies certifiées conformes du texte original ou des textes originaux et de les transmettre aux Etats mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus;

c) D'accepter en dépôt tous instruments et notifications relatifs au traité et de dresser un procès-verbal de toute signature du traité ou du dépôt de tout instrument relatif au traité;

d) De remettre à l'Etat intéressé un accusé de réception écrit constatant la réception de tous instruments ou notifications relatifs au traité et d'informer promptement les autres Etats mentionnés au paragraphe 1 de la réception de tels instruments ou notifications.

4. Lors de la signature du traité ou du dépôt d'un instrument de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation, le dépositaire est tenu d'examiner si la signature ou l'instrument est conforme aux dispositions du traité en question et aux dispositions des

présents articles relatives à la signature ainsi qu'à l'établissement et au dépôt desdits instruments.

5. Lorsqu'une réserve a été formulée, le dépositaire est chargé:

a) D'examiner si la réserve a été formulée conformément aux dispositions du traité et des présents articles relatifs à la formulation des réserves et, si besoin est, d'entrer en consultation à ce propos avec l'Etat qui a formulé la réserve;

b) De communiquer aux Etats intéressés le texte de toute réserve et toute notification de consentement ou d'objection à ladite réserve, conformément aux articles 18 et 19.

6. Lorsqu'il reçoit la demande d'un Etat qui désire adhérer au traité, en vertu des dispositions de l'article 9, le dépositaire doit s'acquitter aussitôt que possible des tâches prévues au paragraphe 3 du présent article.

7. Si le traité doit entrer en vigueur dès sa signature par un nombre déterminé d'Etats ou dès le dépôt d'un nombre déterminé d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou encore au moment où surviendra un événement incertain, le dépositaire est tenu:

a) D'informer sans tarder tous les Etats visés au paragraphe 1 ci-dessus de la date à laquelle, de l'avis du dépositaire, les conditions prévues dans le traité pour son entrée en vigueur ont été remplies;

b) De dresser, si les dispositions du traité l'exigent, le procès-verbal d'entrée en vigueur du traité.

8. Lorsqu'un différend s'élève entre un Etat et le dépositaire concernant l'accomplissement de ces fonctions ou l'application des dispositions du traité relatives à la signature, à l'établissement ou au dépôt des instruments, réserves, ratifications ou autres actes similaires, le dépositaire doit, si l'Etat dont il s'agit ou si lui-même le juge nécessaire, appeler l'attention des autres Etats intéressés ou de l'organe compétent de l'organisation intéressée sur la question.

#### *Commentaire*

1) Le dépositaire d'un traité joue un rôle important dans ce qui est en fait l'application des clauses de procédure du traité et un certain nombre des fonctions du dépositaire ont déjà été mentionnées à propos des dispositions antérieures des présents articles. Il semble toutefois utile d'énumérer, dans un seul article, les fonctions principales d'un dépositaire en ce qui concerne la conclusion et l'entrée en vigueur des traités et c'est là l'objet de l'article 29. En rédigeant les dispositions de cet article, la Commission a naturellement tenu compte en particulier du *Précis de la pratique du Secrétaire général dépositaire d'accords multilatéraux*.

2) Le paragraphe 1 énonce le principe général selon lequel un dépositaire, qu'il s'agisse d'un Etat ou d'une organisation internationale, agit au nom de toutes les parties au traité comme étant mandaté par elles pour assurer la garde du texte authentique du traité et recevoir et communiquer tous les instruments et notifications concernant le traité. En cette qualité, le dépositaire doit être impartial et s'acquitter de ses fonctions avec objectivité. Toutefois, le fait qu'un Etat est dépositaire ne le met pas dans l'impossibilité d'exercer les droits normaux d'un Etat qui est partie à un traité ou qui a participé à l'adoption du texte de ce traité en ce qui concerne les clauses de procédure. En qualité de partie au traité, il lui est loisible d'exprimer sa

propre manière de voir mais il doit s'acquitter de ses fonctions de dépositaire avec impartialité et objectivité.

3) Le paragraphe 2 n'appelle pas de commentaire. Le paragraphe 3 traite des fonctions du dépositaire tant à l'égard du texte original du traité qu'à l'égard de tous instruments et notifications relatifs au traité. Le paragraphe 4 précise que le dépositaire a dans une certaine mesure l'obligation d'examiner si les signatures ou les instruments sont en bonne et due forme.

4) Le paragraphe 5 rappelle les obligations qui incombent au dépositaire en vertu de l'article 18 en ce qui concerne les réserves. Là encore, il est précisé que le dépositaire a jusqu'à un certain point le devoir d'examiner si la réserve a été formulée conformément aux dispositions du traité. En revanche, il n'entre pas dans les fonctions du dépositaire de juger de la validité d'une réserve. Si une réserve semble irrégulière, le dépositaire doit normalement appeler l'attention de l'Etat auteur de la réserve sur ce point et, si ce dernier ne partage pas l'avis du dépositaire, celui-ci doit communiquer la réserve aux autres Etats intéressés et porter la question de l'irrégularité apparente de la réserve à l'attention de ces Etats conformément aux dispositions du paragraphe 8 du présent article.

5) Le paragraphe 6 rappelle les devoirs qui incombent au dépositaire dans le cas où un Etat demande à devenir partie à un traité en vertu des dispositions de l'article 9.

6) Le paragraphe 7 traite de l'obligation du dépositaire de notifier aux Etats intéressés l'entrée en vigueur du traité lorsque les conditions pour son entrée en vigueur sont remplies. Un problème se pose parfois

lorsqu'il s'agit de savoir si les signatures ou les instruments de ratification, d'adhésion, etc. ont atteint le nombre voulu: c'est le cas par exemple lorsque des réserves contestables ont été formulées. A cet égard comme à d'autres, bien que le dépositaire soit tenu de procéder à un examen préliminaire de la question, il n'est pas habilité à prendre, au sujet de l'entrée en vigueur du traité, une décision définitive qui lie les autres Etats intéressés. Bien qu'il soit normal que les Etats acceptent ce que le dépositaire considère comme étant la date d'entrée en vigueur d'un traité, il ne semble pas douteux qu'un autre Etat puisse contester cette date et qu'alors le dépositaire soit tenu de consulter tous les autres Etats intéressés comme il est stipulé au paragraphe 8 du présent article. C'est pourquoi le paragraphe 7 se borne à imposer au dépositaire l'obligation d'informer les Etats intéressés de la date à laquelle, à son avis, les conditions relatives à l'entrée en vigueur du traité ont été remplies.

7) Le paragraphe 8 pose le principe général selon lequel, lorsqu'un différend s'élève entre un Etat et le dépositaire, le dépositaire doit consulter tous les autres Etats intéressés. Le dépositaire n'étant pas habilité à prendre de décision définitive sur les questions concernant l'accomplissement de ses fonctions, la question doit être soumise à tous les Etats intéressés au traité. Si l'Etat intéressé ou le dépositaire lui-même le juge nécessaire, ils peuvent porter la question à l'attention des autres Etats intéressés. La règle a été formulée de cette façon car il peut arriver qu'un Etat qui se trouve en désaccord avec le dépositaire, préfère ne pas soumettre la question aux autres Etats.

### Chapitre III

## TRAVAUX FUTURS DANS LE DOMAINE DE LA CODIFICATION ET DU DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DU DROIT INTERNATIONAL

24. Le 12 décembre 1960, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1505 (XV) par laquelle elle a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa seizième session la question intitulée "Travaux futurs dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international", "afin d'étudier et de passer en revue l'ensemble du droit international et de présenter les suggestions voulues concernant l'établissement d'une nouvelle liste des matières en vue de leur codification et du développement progressif du droit international".

25. La résolution invitait, en outre, les Etats Membres à soumettre par écrit au Secrétaire général, avant le 1er juillet 1961, tous avis et suggestions qu'ils souhaiteraient présenter à ce sujet, aux fins d'examen par l'Assemblée générale.

26. En réponse à une note circulaire en date du 25 janvier 1961, le Secrétaire général a reçu les observations de 17 gouvernements, qui ont été communiquées aux Etats Membres<sup>64</sup>. Une analyse de ces observations, préparée par le Secrétariat, a été publiée<sup>65</sup>.

27. A cette question, la Commission du droit international a consacré ses 614<sup>ème</sup> à 616<sup>ème</sup> séances, au cours de sa treizième session, en 1961<sup>66</sup>.

28. En application de la résolution 1505 (XV), l'Assemblée générale a inscrit la question à l'ordre du jour de sa seizième session et l'a renvoyée à la Sixième Commission, qui l'a examinée au cours de ses 713<sup>ème</sup> à 730<sup>ème</sup> séances, du 14 novembre au 13 décembre 1961.

29. Le 18 décembre 1961, l'Assemblée générale a, sur recommandation de la Sixième Commission, adopté la résolution 1686 (XVI), dont voici la teneur :

*"L'Assemblée générale,*

*"Rappelant sa résolution 1505 (XV) du 12 décembre 1960,*

*"Considérant que la situation actuelle dans le monde donne plus d'importance au rôle du droit international dans les relations entre nations,*

*"Soulignant le rôle important que la codification et le développement progressif du droit international ont à jouer pour faire du droit international un moyen plus efficace de servir les buts et principes énoncés aux Articles premier et 2 de la Charte des Nations Unies,*

*"Consciente de la responsabilité qui lui incombe, aux termes de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Ar-*

*ticle 13 de la Charte, d'encourager le développement progressif du droit international et sa codification,*

*"Ayant examiné l'état actuel du droit international, eu égard notamment à l'élaboration d'une nouvelle liste de matières en vue de leur codification et du développement progressif du droit international,*

*"1. Remercie la Commission du droit international de l'œuvre précieuse qu'elle a déjà accomplie dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international;*

*"2. Prend acte du chapitre III du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa treizième session;*

*"3. Recommande à la Commission du droit international :*

*"a) De poursuivre ses travaux dans le domaine du droit des traités et de la responsabilité des Etats et d'inscrire sur la liste de ses travaux prioritaires la question de la succession d'Etats et de gouvernements;*

*"b) D'examiner à sa quatorzième session le programme de ses travaux futurs, en se fondant sur l'alinéa a ci-dessus et compte tenu des débats de la Sixième Commission lors des quinzième et seizième sessions de l'Assemblée générale ainsi que des observations des Etats Membres communiquées en application de la résolution 1505 (XV), et de rendre compte à l'Assemblée, lors de sa dix-septième session, des conclusions auxquelles elle sera parvenue;*

*"4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-septième session la question intitulée "Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies"."*

30. La question des travaux futurs dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international a été inscrite à l'ordre du jour de la quatorzième session de la Commission, qui l'a examinée au cours de ses 629<sup>ème</sup> à 637<sup>ème</sup> séances, du 25 avril au 7 mai 1962, ainsi qu'au cours de sa 668<sup>ème</sup> séance, le 26 juin 1962.

31. La Commission a procédé à un débat général portant sur l'ensemble du programme de ses travaux futurs, y compris les matières mentionnées à l'alinéa a du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI). Elle avait devant elle un document de travail préparé par le Secrétariat (A/CN.4/145 et Corr.1). Ce document énumère, dans son introduction, les matières qui ont été renvoyées à la Commission par l'Assemblée générale. Dans ses première et deuxième parties, il fait état des matières dont la codification a été proposée par les Gouvernements dans leurs réponses transmises conformément à la résolution 1505 (XV) de l'Assemblée générale (voir *supra*, par. 26). Certaines de ces matières figurent soit parmi les sujets que la Com-

<sup>64</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, point 70 de l'ordre du jour, document A/4796, par. 1 à 8.

<sup>65</sup> *Ibid.*, document A/C.6/L.491.

<sup>66</sup> *Ibid.*, Seizième session, Supplément No 9 (A/4843), par. 41.



mission a examinés, en 1949, du point de vue de la codification<sup>67</sup>, soit dans la liste provisoire de 14 sujets qu'elle a choisis à la même date en vue de les codifier<sup>68</sup>. Les autres matières proposées par les gouvernements sont nouvelles, en ce sens que la Commission n'en a jamais envisagé la codification.

## **I. — Matières mentionnées à l'alinéa a du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale**

### **DROIT DES TRAITÉS**

32. La Commission est convenue de poursuivre l'étude du droit des traités qui figurait à l'ordre du jour de sa présente session et dont elle avait discuté au cours de plusieurs sessions antérieures. Elle est également convenue de donner priorité à l'examen de cette question tant à la présente session qu'aux sessions à venir. En ce qui concerne la méthode de travail employée jusqu'ici pour l'étude de ce sujet, la Commission a jugé souhaitable de ne pas y apporter de changement. Elle continuera donc l'examen du sujet en se fondant sur le rapport préparé par le Rapporteur spécial (voir les chapitres II et IV du présent rapport).

### **RESPONSABILITÉ DES ETATS**

33. L'idée selon laquelle la question de la responsabilité des Etats devrait figurer au nombre des travaux prioritaires de la Commission a recueilli l'approbation de tous ses membres. Ceux-ci ont cependant exprimé, au commencement, des opinions divergentes sur la meilleure manière d'aborder l'étude de cette question et touchant les points précis sur lesquels devrait porter cette étude.

34. Certains membres de la Commission ont fait valoir qu'il ne s'agirait pas simplement, ainsi que le recommandait l'Assemblée générale, de poursuivre les travaux déjà commencés en matière de responsabilité des Etats; les rapports du précédent Rapporteur spécial, qui n'était plus membre de la Commission, ne pouvaient plus, dorénavant, servir de base aux travaux de la Commission puisqu'elle ne les avait pas acceptés en principe; il faudrait donc reprendre par le commencement l'étude de la question, en précisant avant tout la manière d'aborder cette étude.

35. D'autres membres de la Commission ont souligné l'extrême complexité de la matière de la responsabilité des Etats, qui représentait une si importante partie du droit international que la Commission devait avant tout procéder à l'énumération de certains principes généraux. A leur avis, il était possible de préparer un tel projet mais il était douteux qu'on puisse, dans un délai raisonnable, présenter un projet satisfaisant sur la responsabilité pour les dommages causés aux étrangers.

36. D'autres membres de la Commission ont considéré que, si la Commission entendait limiter son examen à un aspect particulier de la question de la responsabilité des Etats, elle ne saurait en choisir de plus approprié que la responsabilité pour les dommages causés aux étrangers.

37. En étudiant ce problème, l'on ne pouvait manquer d'être frappé par le grand nombre de cas où des

juridictions internationales s'étaient prononcées sur la question de la responsabilité à raison de dommages causés à des étrangers. La violation de règles de droit international en cette matière avait donné naissance à de très nombreuses réclamations internationales mettant en cause la responsabilité des Etats. Ces problèmes revêtaient alors une importance particulière à propos du sort des biens et des investissements étrangers, dont le rôle était si important.

38. S'il était vrai que la responsabilité pour les dommages causés à des étrangers n'était pas le seul aspect de la responsabilité internationale, il fallait reconnaître que si, en préparant un projet sur cette matière, la Commission ne tenait pas compte de cet aspect de la question, son travail serait incomplet.

39. L'opinion a été également exprimée que la Commission, en délimitant le sujet, ne devait pas se laisser égarer par des considérations historiques. S'il était admis que la théorie de la responsabilité des Etats s'est construite à partir d'une jurisprudence portant, en particulier, sur la violation de droits des étrangers, il n'y avait cependant pas lieu d'insister sur la distinction de deux questions, à savoir, d'une part, la responsabilité de l'Etat en général et, d'autre part, le traitement des étrangers par l'Etat. Il fallait, avant tout, définir les règles fondamentales et les obligations qui incombait aux Etats à l'égard des étrangers. En revanche, la responsabilité internationale de l'Etat, en tant que telle, était engagée lorsqu'un sujet de droit international violait une règle — et n'importe quelle règle — de droit international. D'autres membres de la Commission ont reconnu qu'il fallait rattacher au "traitement des étrangers" certains problèmes qui étaient généralement groupés sous le titre de "responsabilité des Etats", à savoir, notamment, la responsabilité de l'Etat pour les dommages causés à la personne ou aux biens des étrangers, y compris l'expropriation et la nationalisation; toutefois, ils ont estimé qu'à ce titre ces problèmes devaient être examinés par la Commission.

40. Certains membres de la Commission ont souligné qu'il lui appartenait d'examiner tous les aspects du problème en tenant compte de l'évolution récente de la vie internationale. Par le passé, le traitement des étrangers avait constitué le noyau de la théorie de la responsabilité des Etats. En droit international moderne, la responsabilité de l'Etat se trouvait moins souvent engagée du fait du traitement des étrangers qu'en raison soit d'actes mettant ou pouvant mettre en danger la paix internationale — agression, refus d'accorder l'indépendance nationale —, ou compromettre les relations amicales entre Etats, soit de la violation des dispositions de la Charte des Nations Unies. Dans le droit international traditionnel relatif à la responsabilité des Etats, des problèmes tels que le déni de justice, la règle de l'épuisement des recours internes et l'indemnisation avaient eu une place prépondérante. Si ces problèmes demeuraient actuels, leur importance, en droit international moderne, avait considérablement diminué. La Commission ferait, bien entendu, œuvre utile en étudiant ces problèmes, mais il ne fallait pas qu'elle se borne à cela; elle devait aller plus loin et étudier plus particulièrement les problèmes qui se posaient dans la pratique. Certains membres de la Commission ont estimé qu'elle ne devait pas s'en tenir à l'étude de questions plus théoriques et qui prêtaient moins à controverse, telles que les principes généraux applicables à la responsabilité des Etats. Ce serait indûment restreindre la portée du problème que l'As-

<sup>67</sup> *Ibid.*, quatrième session, Supplément No 10 (A/925), par. 15.

<sup>68</sup> *Ibid.*, par. 16.

semblée générale lui avait demandé d'étudier. Enfin, on a avancé l'idée que la Commission devrait aborder, en premier lieu, l'étude des principes généraux de la responsabilité pour passer, ensuite, à une analyse plus détaillée, dans le cadre de laquelle se situeraient naturellement les problèmes de la responsabilité du fait des dommages causés aux étrangers et de la réparation de ces dommages.

41. Diverses opinions ont été également exprimées en ce qui concerne la méthode de travail qu'il conviendrait d'adopter pour l'examen de la question de la responsabilité des Etats.

42. Selon certains membres de la Commission, il faudrait adopter la méthode de travail qu'elle suivait habituellement et désigner, pour l'étude de cette question, un rapporteur spécial. De l'avis d'autres membres, la Commission devrait, en raison des difficultés particulières que présentait l'étude du sujet de la responsabilité des Etats, s'écarter de la procédure habituelle et créer une sous-commission composée d'un nombre restreint de ses membres, qui serait invitée à soumettre un rapport portant non pas sur le fond du sujet mais sur des questions purement préliminaires, sur la manière d'aborder le sujet et sur les aspects qui devraient être examinés.

43. Pour certains membres de la Commission, qui se sont déclarés favorables à la désignation d'un rapporteur spécial, ce dernier devrait être nommé à la présente session. La prompte désignation d'un rapporteur spécial ne devrait pas, selon eux, empêcher l'adoption de quelques suggestions intéressantes en vue d'améliorer les méthodes de travail de la Commission. C'est ainsi que le rapporteur spécial aurait intérêt à mettre à contribution les connaissances et l'expérience de ses collègues de la Commission. Peut-être ne serait-il pas inutile que les membres de la Commission s'intéressent à la question de la responsabilité internationale se réunissent quelques jours avant l'ouverture de la quinzième session pour s'entretenir avec le rapporteur spécial des résultats de son travail, avant l'ouverture effective de la session.

44. Il a été en outre soutenu qu'il serait peu judicieux de constituer une sous-commission avant d'avoir nommé un rapporteur spécial. Si la Commission se ralliait à l'idée de nommer une telle sous-commission, elle devrait suivre l'ordre logique et commencer par nommer un rapporteur spécial, qui pourrait être assisté d'une sous-commission consultative. La sous-commission tiendrait quelques réunions au cours de la présente session pour examiner, avec le rapporteur spécial, la portée de l'étude à entreprendre. Le rapporteur spécial présenterait, à la prochaine session, un rapport préliminaire après avoir consulté la sous-commission. Aussitôt ce rapport présenté, la sous-commission cesserait d'exister.

45. Certains membres ont exprimé des doutes quant à l'utilité de nommer immédiatement un rapporteur spécial pour la question de la responsabilité des Etats. Cette question était, selon eux, si complexe et si mal définie que la Commission ne saurait en entreprendre l'étude avant d'avoir procédé aux travaux préparatoires nécessaires. C'était, à leur avis, le défaut de préparation qui avait conduit à l'état de choses actuel, après des années de travail et la rédaction de plusieurs rapports. Aussi la Commission devrait-elle créer une sous-commission restreinte qui serait chargée non seulement de déterminer la portée du sujet, mais aussi de traiter de toutes autres questions préliminaires. Cette sous-

commission devrait être créée à la présente session et disposer du temps nécessaire pour donner, après mûre réflexion, un avis sur les divers aspects préliminaires de la question. Elle ne devrait pas être permanente; elle cesserait d'exister dès qu'elle aurait fait rapport à la Commission. Après avoir discuté de ce rapport, la sous-commission se prononcerait sur la méthode qu'il conviendrait d'adopter pour procéder à l'étude de la question.

46. A l'appui de la proposition tendant à créer une sous-commission, on a invoqué l'article 19, 1, du Statut de la Commission permettant à celle-ci d'"adopter, pour chaque cas, le plan de travail qui lui paraît approprié". Selon les partisans de cette proposition, la Commission aurait grand intérêt à changer sa méthode de travail en ce qui concerne la responsabilité des Etats et à ne désigner un rapporteur spécial que lorsque ce dernier serait en possession de travaux préliminaires effectués par une sous-commission suffisamment représentative.

47. A la suite de cette discussion, la Commission a décidé qu'il était nécessaire de procéder à des travaux préparatoires avant de désigner un rapporteur spécial. En conséquence, elle a créé au cours de sa 637ème séance du 7 mai 1962 une sous-commission composée des 10 membres suivants: M. Ago (Président), MM. Briggs, Gros, Jiménez de Aréchaga, Lachs, de Luna, Paredes, Tsuruoka, Tounkine et Yasseen. La Sous-Commission a été chargée de présenter à la Commission à sa prochaine session un rapport préliminaire contenant des suggestions sur la portée du sujet ainsi que sur la manière d'en aborder l'étude. Le 21 juin 1962, elle a tenu une séance au cours de laquelle elle a formulé un certain nombre de suggestions qu'elle a soumises à la Commission plénière à sa 668ème séance le 26 juin 1962.

48. La Commission a approuvé une suggestion tendant à ce que les travaux de la Sous-Commission soient consacrés avant tout aux aspects généraux de la responsabilité des Etats. Elle a en outre fait siennes certaines autres suggestions concernant l'organisation des travaux de la Sous-Commission (voir *infra*, par. 68).

#### SUCCESSION D'ETATS ET DE GOUVERNEMENTS

49. Tous les membres de la Commission se sont déclarés favorables en principe à l'inscription de la question de la succession d'Etats et de gouvernements sur la liste des travaux prioritaires de la Commission.

50. Cependant, certains ont signalé qu'ils n'étaient pas tout à fait persuadés qu'il existe des principes généraux de droit international régissant cette matière. Ils se sont toutefois montrés disposés à admettre qu'il était possible de dégager de la pratique et des dispositions des traités un certain nombre de règles. Ils ont estimé que ce sujet est très important, surtout à l'heure actuelle et depuis la dernière guerre mondiale, où l'accession à l'indépendance d'un grand nombre d'Etats a soulevé tant de problèmes concernant la succession d'Etats. Aussi ont-ils cité de nombreux exemples pour signaler les divers problèmes auxquels se heurtent particulièrement les nouveaux Etats en matière de succession et qui nécessitent une solution générale. Le sujet revêtait donc une grande importance, de l'avis de ces membres de la Commission, non seulement du point de vue théorique, mais aussi et surtout du point de vue pratique. La Commission ne saurait reléguer

ce sujet au second plan; elle ne devrait pas en remettre l'étude à plus tard.

51. D'autres membres de la Commission, tout en se déclarant favorables à l'étude de la question, ont fait observer que la Commission devrait se procurer, au préalable, la documentation nécessaire. Pour recueillir les renseignements appropriés, il a été suggéré d'envoyer un questionnaire aux gouvernements et d'inviter le Secrétariat à préparer quelques documents en la matière.

52. En outre, certains membres de la Commission ont estimé que la succession d'Etats et de gouvernements formerait deux questions distinctes. Il a donc été suggéré qu'au stade actuel, la Commission se borne à examiner la question de la succession d'Etats et remette à plus tard celle de la succession de gouvernements. D'autres membres ont, par contre, exprimé une opinion tout à fait opposée. Ils ont dit que la question de la succession de gouvernements devrait, au moins au stade préliminaire, être examinée en même temps que celle de la succession d'Etats car, comme la pratique internationale le prouvait, il ne serait pas toujours facile d'établir une distinction entre ces deux questions. La Commission ne s'est pas encore prononcée sur ce point.

53. Dans cet ordre d'idées, certains membres de la Commission ont attiré son attention sur la complexité du sujet et ont proposé de commencer d'abord par en définir la portée. Ils ont fait valoir que la Commission aurait grand intérêt à établir, au cours de la présente session, une table des matières que devrait comporter l'étude à entreprendre. Cette table faciliterait la tâche du rapporteur spécial, une fois celui-ci désigné, et servirait de base pour la rédaction de son rapport. En ce qui concerne l'adoption d'une nouvelle méthode de travail pour la succession d'Etats et de gouvernements, on a exprimé les mêmes idées qu'à propos de la méthode de travail à adopter pour la responsabilité des Etats (voir *supra*, par. 41 à 46).

54. Tenant compte de toutes ces observations, la Commission a, au cours de sa 637<sup>ème</sup> séance, le 7 mai 1962, décidé de constituer en son sein une sous-commission, composée des dix membres suivants: M. Lachs (Président), MM. Bartoš, Briggs, Castrén, El-Erian, Elias, Liu, Rosenne, Tabibi et Tounkine. Cette sous-commission a été chargée de présenter à la Commission un rapport préliminaire comportant des suggestions sur la portée du sujet, sur la manière d'en aborder l'étude et aussi sur les moyens de réunir la documentation nécessaire.

55. La Sous-Commission a tenu deux séances, respectivement les 16 mai et 21 juin 1962, au cours desquelles elle a formulé un certain nombre de suggestions qu'elle a soumises à la Commission plénière à sa 668<sup>ème</sup> séance, le 26 juin 1962.

56. Au cours de ladite séance, la Commission a pris certaines décisions concernant l'organisation des travaux de la Sous-Commission, décisions dont il est fait mention au paragraphe 72 ci-dessous.

## II. — Programme des travaux futurs de la Commission [alinéa b du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale]

57. Au cours du débat, certains membres de la Commission se sont référés à la résolution 1686 (XVI) de

l'Assemblée générale concernant le programme des travaux futurs de la Commission et ont fait observer que ce programme ne nécessitait pour le moment aucun élargissement. D'autres ont fait valoir que le programme de travail de la Commission devrait être révisé eu égard à l'évolution récente du droit international et compte dûment tenu de la nécessité de favoriser les relations amicales et la coopération entre les Etats. Ce programme devrait être modifié de manière à comprendre de nouvelles matières dont l'intérêt est d'une actualité certaine.

58. Par ailleurs, diverses observations ont été formulées en ce qui concerne la question du choix éventuel de nouveaux sujets. Certains membres de la Commission ont fait valoir qu'elle pourrait envisager l'étude de certaines matières sur lesquelles il y a divergence d'opinions; mais elle devrait éviter l'étude des matières dont le caractère politique est trop prononcé. Par contre, d'autres membres de la Commission ont fait remarquer que la Commission, qui a pour tâche non seulement de codifier le droit international mais d'en assurer le développement progressif, ne devrait pas écarter des sujets complexes, même s'ils ont des résonances politiques. La Commission serait l'organe le plus approprié pour formuler des principes du droit international pouvant servir la cause de la coopération internationale.

59. A sa 634<sup>ème</sup> séance, tenue le 2 mai 1962, la Commission a créé un Comité de huit membres chargé d'examiner le programme de ses travaux futurs conformément à l'alinéa b du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale. Ce Comité, qui était composé de M. Amado (Président) et de MM. Ago, Bartoš, Cadieux, Castrén, Jiménez de Aréchaga, Pessou et Tounkine, a, le 21 juin 1962, tenu une séance au cours de laquelle il a discuté de la question en se fondant sur le document de travail préparé par le Secrétariat (voir *supra*, par. 31). Le Comité a formulé un certain nombre de suggestions qu'il a soumises à la Commission plénière à sa 668<sup>ème</sup> séance, le 26 juin 1962.

60. Sur la recommandation du Comité, la Commission a décidé de limiter pour le moment le programme de ses travaux futurs aux trois grands sujets dont elle avait résolu de poursuivre ou d'aborder l'étude conformément à l'alinéa a du paragraphe 3 de la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale, à savoir: le droit des traités, la responsabilité des Etats et la succession d'Etats et de gouvernements. Elle a, en outre, décidé de comprendre dans ce programme les quatre autres questions suivantes de portée plus limitée, dont elle est saisie en vertu de résolutions antérieures de l'Assemblée générale: la question des missions spéciales [résolution 1687 (XVI)], la question des relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales [résolution 1289 (XIII)], le droit d'asile [résolution 1400 (XIV)] et le régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques [résolution 1453 (XIV)].

61. La Commission a estimé que plusieurs des sujets proposés par les gouvernements méritaient d'être codifiés. En arrêtant le programme de ses travaux futurs, la Commission n'a pu cependant que tenir compte de ses moyens et de ses possibilités. Le droit des traités, la responsabilité des Etats et la succession d'Etats et de gouvernements sont des sujets si vastes qu'ils sont susceptibles à eux seuls de l'occuper pendant plusieurs sessions. La Commission a donc estimé qu'il ne serait pas souhaitable d'ajouter pour le moment quoi que ce



soit à la liste déjà trop longue des matières qu'elle aura à étudier.

62. La Commission a constitué deux sous-commissions qui se réuniront entre la présente session et la

session suivante pour procéder aux travaux préparatoires que nécessite l'étude des sujets de la responsabilité des Etats et de la succession d'Etats et de gouvernements.

## Chapitre IV

### ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA PROCHAINE SESSION

63. Ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 60 ci-dessous, la Commission a décidé de faire figurer au programme de ses travaux futurs les 7 sujets suivants: 1) Droit des traités; 2) Responsabilité des Etats; 3) Succession d'Etats et de gouvernements; 4) Missions spéciales; 5) Relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales; 6) Principes et normes du droit international relatifs au droit d'asile; 7) Régime des eaux historiques, y compris les baies historiques.

64. La Commission a pris une série de décisions ayant trait à l'organisation de ses travaux concernant le droit des traités, la responsabilité des Etats, la succession d'Etats et de gouvernements, les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales ainsi que les missions spéciales. Pour faciliter ses travaux sur les sujets de la responsabilité des Etats et de la succession d'Etats et de gouvernements, la Commission a créé deux sous-commissions chargées d'effectuer les travaux préparatoires nécessaires (voir *supra*, par. 47, 54 et 62).

#### I. — Droit des traités

65. Ayant étudié, au cours de la présente session, le rapport consacré par Sir Humphrey Waldock, Rapporteur spécial, à la conclusion, à l'entrée en vigueur et à l'enregistrement des traités, la Commission procédera à l'examen du second rapport relatif à la validité et à la durée des traités.

66. Dans le cadre de ses travaux futurs en matière de droit des traités, la Commission a prié le Secrétariat de lui présenter, à sa prochaine session, un mémoire reproduisant les diverses décisions de l'Assemblée générale en matière de droit des traités, ainsi que des extraits des rapports de la sixième Commission sur la question, expliquant les décisions de l'Assemblée.

#### II. — Responsabilité des Etats

67. La Sous-Commission sur la responsabilité des Etats a tenu une réunion le 21 juin 1962. Elle était saisie de deux documents de travail, l'un intitulé "L'obligation d'indemniser en cas de nationalisation de biens étrangers", présenté par M. Jiménez de Aréchaga; l'autre intitulé "Le régime de la responsabilité des Etats", présenté par M. Paredes.

68. Au cours de cette séance, des opinions ont été exprimées sur l'organisation des travaux de la Sous-Commission. Celle-ci a formulé un certain nombre de suggestions qui ont été soumises à la Commission à sa 668<sup>ème</sup> séance, le 26 juin 1962. Tenant compte de ces suggestions, la Commission a pris les décisions suivantes: 1) la Sous-Commission se réunira à Genève dans l'intervalle de la présente session et de la session suivante de la Commission, du 7 au 16 janvier 1963; 2) ses travaux seront consacrés avant tout aux aspects généraux de la responsabilité des Etats; 3) les membres

de la Sous-Commission prépareront à l'intention de celle-ci des exposés individuels portant sur les grands chapitres du sujet. Ces exposés devront être soumis au Secrétariat le 1<sup>er</sup> décembre 1962 au plus tard, afin qu'ils puissent être reproduits et distribués avant la réunion de la Sous-Commission en janvier 1963; 4) Le Président de la Sous-Commission préparera un rapport sur les résultats des travaux de celle-ci et le soumettra à la Commission à sa prochaine session.

69. Au cours de sa 669<sup>ème</sup> séance, le 27 juin 1962, la Commission a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session une question intitulée "Rapport de la Sous-Commission sur la responsabilité des Etats".

#### III. — Succession d'Etats et de gouvernements

70. La Sous-Commission sur la succession d'Etats et de gouvernements a tenu deux séances privées, les 16 mai et 21 juin 1962.

71. Au cours de sa première séance, la Sous-Commission a procédé à un échange de vues sur la question. Des suggestions ont été présentées sur un certain nombre de problèmes qui devraient constituer les éléments du futur rapport de la Sous-Commission. A la deuxième séance, après un nouvel échange de vues, il s'est révélé nécessaire de s'arrêter davantage à la portée du sujet ainsi qu'à la manière de l'aborder. La Sous-Commission s'est, en conséquence, limitée à des considérations se rapportant aux travaux préparatoires qu'il conviendrait d'effectuer. Au cours de cette deuxième séance, le Président a attiré l'attention de la Sous-Commission sur un document de travail présenté par M. Elias et intitulé "Détermination de la portée du sujet de la succession d'Etats et de gouvernements".

72. En prenant en considération les suggestions faites par la Sous-Commission, la Commission a, au cours de sa 668<sup>ème</sup> séance, le 26 juin 1962, pris les décisions suivantes: 1) la Sous-Commission se réunira à Genève immédiatement après la clôture de la réunion de la Sous-Commission sur la responsabilité des Etats, le 17 janvier 1963, et siégera aussi longtemps qu'il sera nécessaire, mais pas au-delà du 25 janvier 1963; 2) la Commission a pris note de la déclaration de son Secrétaire, faite en séance de la Sous-Commission et concernant les trois études suivantes à effectuer par le Secrétariat: a) un mémorandum sur la question de la succession aux droits et aux obligations découlant de la qualité de Membre des Nations Unies, b) un document sur la succession d'Etats dans les cas de conventions multilatérales générales dont le Secrétaire général est dépositaire, c) un résumé des décisions rendues par les tribunaux internationaux et intéressant la succession d'Etats; 3) les membres de la Sous-Commission soumettront des mémoires individuels portant principalement sur l'étendue du sujet et la manière d'en aborder l'étude. Ces rapports devront être soumis au Secrétariat le 1<sup>er</sup> décembre 1962 au plus tard, afin qu'ils puissent être reproduits et distribués avant la réunion

de la Sous-Commission en janvier 1963; 4) le Président de la Sous-Commission soumettra à celle-ci, aussitôt réunie ou, si possible, quelques jours avant sa réunion, un document de travail contenant un résumé des idées exprimées dans les rapports individuels; 5) le Président de la Sous-Commission préparera un rapport sur les résultats des travaux de celle-ci et le soumettra à la Commission à sa prochaine session.

73. Le Secrétaire général a adressé aux gouvernements une note circulaire par laquelle il les a priés de lui fournir le texte de tous traités, lois, décrets, règlements, correspondance diplomatique, etc., qui ont trait au processus de la succession et intéressant les Etats qui ont accédé à l'indépendance après la seconde guerre mondiale.

74. Au cours de sa 669<sup>ème</sup> séance, le 27 juin 1962, la Commission a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session un point intitulé "Rapport de la Sous-Commission sur la succession d'Etats et de gouvernements".

#### **IV. — Relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales**

75. Au cours de sa 669<sup>ème</sup> séance, le 27 juin 1962, la Commission a nommé M. El-Erian Rapporteur spécial pour la question des relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales. Le Rapporteur spécial soumettra à la Commission lors de sa prochaine session un rapport sur cette question. La Commission a décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa prochaine session.

#### **V. — Missions spéciales**

76. La Commission, lors de sa 669<sup>ème</sup> séance, le 27 juin 1962, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session la question des missions spéciales. Le Secrétariat préparera un document de travail sur cette question.

## Chapitre V

### AUTRES DECISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION

#### I. — Coopération avec d'autres organismes

77. La Commission a examiné la question de la coopération avec d'autres organismes à sa 656<sup>ème</sup> séance.

78. Elle a pris acte du rapport de M. Radhabinod Pal (A/CN.4/146) sur les travaux de la cinquième session du Comité juridique consultatif africano-asiatique tenue à Rangoon du 17 au 30 janvier 1962, à laquelle il a assisté en qualité d'observateur de la Commission.

79. Le Secrétaire a porté à la connaissance de la Commission deux lettres du Secrétaire du Comité juridique consultatif africano-asiatique. Par la première de ces lettres, le Secrétaire du Comité faisait savoir que le Comité n'avait pas été en mesure de se faire représenter par un observateur à la session de la Commission. Par la deuxième lettre, la Commission était invitée à envoyer un observateur à la sixième session du Comité qui doit avoir lieu en 1963; à l'ordre du jour de cette session figurent la responsabilité des Etats et, éventuellement, le droit des traités et la question de la légalité des essais atomiques.

80. Le Comité juridique interaméricain a été représenté à la présente session par M. Hugo Juan Gobbi, qui, au nom du Comité, a pris la parole devant la Commission. Le Secrétaire a informé la Commission que la prochaine session du Conseil interaméricain de jurisconsultes aurait lieu au Salvador, à une date non encore fixée.

81. La Commission a décidé de se faire représenter par des observateurs aux prochaines sessions du Comité juridique consultatif africano-asiatique et du Conseil interaméricain de jurisconsultes. Elle a autorisé son Président à procéder à la nomination de ces observateurs dès que le lieu et la date des sessions desdits organismes seraient connus.

#### II. — Date et lieu de la prochaine session

82. La Commission a constaté que, par suite de la décision de l'Assemblée générale de convoquer à Vienne, au début de mars 1963, une Conférence de plénipotentiaires sur les relations consulaires, l'ouverture de la session de la Commission à une date rapprochée de celle prévue pour la clôture de la Conférence de Vienne pourrait se heurter à des difficultés d'ordre pratique. D'une part, plusieurs membres de la Commission seront dans l'obligation d'assister à la Conférence comme représentants de leurs pays et, d'autre part, la prolongation des travaux de la Conférence au-delà de la date de clôture prévue ne peut être *a priori* écartée. Par consé-

quent, en vue de ménager un délai raisonnable entre la fin de la Conférence de Vienne et le début de la prochaine session de la Commission, il a été décidé, après consultation avec le Secrétaire général, que la quinzième session de la Commission se tiendrait à Genève du 6 mai au 12 juillet 1963.

83. Aux termes du "plan des conférences" établi pour cinq années par la résolution 1202 (XII) adoptée par l'Assemblée générale le 13 décembre 1957, la Commission ne peut siéger à Genève qu'à condition qu'il n'y ait pas de chevauchement avec la session d'été du Conseil économique et social. Etant donné que ce plan de conférences viendra en discussion à la prochaine session de l'Assemblée générale, la Commission a procédé à un échange de vues sur la question. Au cours de ce débat, de nombreux membres ont signalé les difficultés que les dispositions actuelles suscitent pour ceux d'entre eux qui sont professeurs d'université. Dans ces conditions, la date du premier lundi du mois de mai a été retenue comme la date la plus commode pour l'ouverture de la session, car elle permettrait de réduire au minimum à la fois le chevauchement avec la session du Conseil et la période durant laquelle plusieurs membres de la Commission ont des difficultés à se libérer de leurs occupations professionnelles et, en conséquence, à participer aux travaux de la Commission.

#### III. — Préparation des documents, comptes rendus analytiques et traductions

84. A propos de ses travaux futurs, la Commission se voit obligée d'appeler l'attention des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies sur l'insuffisance des moyens mis à sa disposition pour la préparation des documents, comptes rendus analytiques et traductions. La Commission tient à souligner que l'inadaptation des moyens techniques et des retards dans la préparation des documents, comptes rendus et projets de textes dans les langues de travail de la Commission ont créé des difficultés sérieuses et ont considérablement retardé ses travaux.

85. La Commission exprime l'espoir que les dispositions nécessaires seront prises pour éviter que pareilles insuffisances se reproduisent et pour qu'elle dispose, à l'avenir, des services qui lui sont nécessaires.

#### IV. — Représentation à la dix-septième session de l'Assemblée générale

86. La Commission a décidé de se faire représenter à la dix-septième session de l'Assemblée générale par son président, M. Radhabinod Pal, aux fins de consultation.

## ANNEXE

### Enregistrement et publication des traités et accords internationaux. Règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies<sup>a</sup>

#### PREMIERE PARTIE

##### ENREGISTREMENT

###### Article 1

1. Tout traité ou accord international, quelle qu'en soit sa forme et sous quelque appellation qu'il soit désigné, conclu par un ou plusieurs Membres des Nations Unies postérieurement au 24 octobre 1945, date de l'entrée en vigueur de la Charte, sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat conformément au présent règlement.

2. L'enregistrement ne sera effectué que lorsque le traité ou l'accord international est entré en vigueur entre deux ou plus de deux parties contractantes.

3. Cet enregistrement peut être effectué par l'une quelconque des parties, ou conformément aux dispositions de l'article 4 du présent règlement.

4. Le Secrétariat inscrira les traités ou les accords internationaux ainsi enregistrés dans un registre établi à cet effet.

###### Article 2

1. Lorsqu'un traité ou accord international aura été enregistré au Secrétariat, une déclaration certifiée, relative à tout fait ultérieur comportant un changement dans les parties audit traité ou accord, ou modifiant ses termes, sa portée ou son application, sera également enregistrée au Secrétariat.

2. Le Secrétariat inscrira la déclaration certifiée, ainsi enregistrée, dans le registre prévu à l'article 1 du présent règlement.

###### Article 3

1. Lorsqu'un traité ou accord international aura été enregistré par l'une des parties conformément à l'article 1 du présent règlement, toutes les autres parties seront dégagées de l'obligation d'enregistrer ledit traité ou accord.

2. Lorsqu'un traité ou accord international aura été enregistré conformément à l'article 4 du présent règlement, toutes les parties seront dégagées de l'obligation d'enregistrer ledit traité ou accord.

###### Article 4

1. Tout traité ou accord international soumis aux dispositions de l'article 1 du présent règlement sera enregistré d'office par l'Organisation des Nations Unies dans les cas suivants :

a) Quand l'Organisation des Nations Unies est partie au traité ou à l'accord ;

b) Quand l'Organisation des Nations Unies a été autorisée par les signataires dudit traité ou accord à effectuer l'enregistrement.

2. Un traité ou accord international soumis aux dispositions de l'article 1 du présent règlement peut être enregistré au Secrétariat par une institution spécialisée dans les cas suivants :

a) Quand l'acte constitutif de l'institution spécialisée prévoit cet enregistrement ;

b) Quand le traité ou accord a été enregistré auprès de l'institution spécialisée conformément aux termes de son acte constitutif ;

c) Quand le traité ou l'accord a autorisé l'institution spécialisée à effectuer l'enregistrement.

###### Article 5

1. La partie ou l'institution spécialisée qui présentera à l'enregistrement un traité ou accord international conformément à l'article 1 ou à l'article 4 du présent règlement certifiera que le texte soumis en est une copie exacte et intégrale et qu'il comprend toutes les réserves faites par les parties contractantes.

2. La copie certifiée conforme reproduira le texte dans toutes les langues dans lesquelles le traité ou l'accord a été conclu et sera accompagnée de deux exemplaires supplémentaires et d'une déclaration indiquant, pour chacune des parties :

a) La date à laquelle le traité ou accord est entré en vigueur ;

b) Le mode d'entrée en vigueur (par exemple : par signature, par ratification, par acceptation, par adhésion, etc.).

###### Article 6

La date à laquelle le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aura reçu le traité ou accord international à enregistrer sera considérée comme date d'enregistrement. Toutefois, la date de l'enregistrement d'un traité ou accord enregistré d'office par l'Organisation sera la première date à laquelle celui-ci est entré en vigueur entre deux ou plus de deux parties contractantes.

###### Article 7

Un certificat d'enregistrement signé par le Secrétaire général ou par son représentant sera délivré à la partie ou à l'institution qui procède à l'enregistrement, ainsi qu'à toute partie au traité ou à l'accord international enregistré qui en fera la demande.

###### Article 8

1. Le registre sera tenu dans les langues anglaise et française. Pour chaque traité ou accord international, le registre indiquera :

a) Le numéro de série qui lui aura été attribué dans l'ordre de l'enregistrement ;

b) Le titre donné à l'instrument par les parties ;

c) Le nom des parties entre lesquelles il a été conclu ;

d) Les dates de signature, de ratification ou d'acceptation, d'échange de ratifications, d'adhésion et d'entrée en vigueur ;

e) La durée de validité ;

f) La langue ou les langues dans lesquelles il a été établi ;

g) La désignation de la partie ou de l'institution spécialisée qui le présente à l'enregistrement et la date de cet enregistrement ;

h) Toutes données sur sa publication dans le *Recueil des Traités* de l'Organisation des Nations Unies.

2. Ces renseignements seront également portés au registre pour ce qui concerne les déclarations enregistrées conformément à l'article 2 du présent règlement.

<sup>a</sup> Adopté par la résolution 97 (I) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1946 et modifié par la résolution 482 (V) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1950.



3. Les exemplaires mêmes présentés à l'enregistrement seront revêtus de la mention "*ne varietur*" apposée par le Secrétaire général ou par son représentant et resteront sous la garde du Secrétariat.

#### Article 9

Le Secrétaire général ou son représentant délivrera à la demande de tout Membre des Nations Unies ou de toute partie audit traité ou accord international des extraits du registre certifiés conformes. Dans d'autres cas le Secrétaire général peut, à sa convenance, délivrer de tels extraits.

### DEUXIEME PARTIE

#### CLASSEMENT ET TENUE DU RÉPERTOIRE

##### Article 10

Le Secrétariat classera et tiendra un répertoire des traités et accords internationaux autres que ceux soumis aux dispositions de l'article 1 du présent règlement s'ils rentrent dans les catégories suivantes:

a) Traités ou accords internationaux conclus par l'Organisation des Nations Unies ou par une ou plusieurs institutions spécialisées;

b) Traités ou accords internationaux transmis par un Membre de l'Organisation des Nations Unies et conclus avant le date d'entrée en vigueur de la Charte, mais qui n'ont pas été insérés dans le Recueil des traités de la Société des Nations;

c) Traités ou accords internationaux transmis par des Etats parties à ces traités ou accords, mais non membres des Nations Unies, conclus soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la Charte, mais qui n'ont pas été insérés dans le Recueil des traités de la Société des Nations, étant cependant entendu que dans la mise en application de ce paragraphe, il sera tenu pleinement compte des dispositions de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 10 février 1946 et reproduite en annexe au présent règlement.

##### Article 11

Les dispositions des articles 2, 5 et 8 du présent règlement seront applicables, *mutatis mutandis*, à tous les traités et accord internationaux classés et inscrits au répertoire, conformément à l'article 10 du présent règlement.

### TROISIEME PARTIE

#### PUBLICATION

##### Article 12

1. Le Secrétariat publiera le plus tôt possible, en un recueil unique, tout traité ou accord international qui aura été, soit enregistré, soit classé et inscrit au répertoire; cette publication se fera dans la langue ou les langues originales de l'instrument, suivie d'une traduction en anglais et en français. Les déclarations certifiées, mentionnées à l'article 2 du présent règlement, seront publiées de la même façon.

2. Le Secrétariat devra, lorsqu'il publiera un traité ou accord conformément à l'alinéa premier du présent article, inclure les renseignements suivants: le numéro de série dans l'ordre de l'enregistrement ou de l'inscription au répertoire; la date de l'enregistrement ou de l'inscription au répertoire; le nom de la partie ou de l'institution spécialisée qui a présenté l'instrument à l'enregistrement ou à l'inscription; ainsi que, pour chacune des parties, la date et le mode d'entrée en vigueur.

##### Article 13

Le Secrétariat publiera chaque mois un relevé des traités et accords internationaux qui auront été, dans le courant du mois précédent, soit enregistrés, soit classés et inscrits au répertoire, en mentionnant les dates et numéros d'ordre de l'enregistrement et de l'inscription.

##### Article 14

Le Secrétariat communiquera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies le recueil mentionné à l'article 12 et le relevé mensuel mentionné à l'article 13 du présent règlement.

## AFRIQUE

**AFRIQUE DU SUD:** VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.  
Church Street, Box 724, Pretoria.

**CAMEROUN:** LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE  
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

**ÉTHIOPIE:** INTERNATIONAL PRESS AGENCY  
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

**GHANA:** UNIVERSITY BOOKSHOP  
University College of Ghana, Legon, Accra.

**MAROC:** CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE  
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

**RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:** LIBRAIRIE  
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"  
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

## AMÉRIQUE DU NORD

**CANADA:** THE QUEEN'S PRINTER  
Ottawa, Ontario.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:** SALES SECTION,  
UNITED NATIONS, New York.

## AMÉRIQUE LATINE

**ARGENTINE:** EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.  
Aisina 500, Buenos Aires.

**BOLIVIE:** LIBRERIA SELECCIONES  
Casilla 972, La Paz.

**BRÉSIL:** LIVRARIA AGIR  
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,  
Rio de Janeiro.

**CHILI:**  
EDITORIAL DEL PACIFICO  
Ahumada 57, Santiago.

**LIBRERIA IVENS**  
Casilla 205, Santiago.

**COLOMBIE:** LIBRERIA BUCHHOLZ  
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

**COSTA RICA:** IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS  
Apartado 1313, San José.

**CUBA:** LA CASA BELGA  
O'Reilly 455, La Habana.

**ÉQUATEUR:** LIBRERIA CIENTIFICA  
Casilla 362, Guayaquil.

**GUATEMALA:** SOCIEDAD ECONOMICA-  
FINANCIERA  
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

**HAÏTI:** LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"  
Port-au-Prince.

**HONDURAS:** LIBRERIA PANAMERICANA  
Tegucigalpa.

**MEXIQUE:** EDITORIAL HERMES, S. A.  
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

**PANAMA:** JOSE MENENDEZ  
Agencia Internacional de Publicaciones,  
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

**PARAGUAY:** AGENCIA DE LIBRERIAS  
DE SALVADOR NIZZA  
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

**PÉROU:** LIBRERIA INTERNACIONAL  
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:** LIBRERIA  
DOMINICANA  
Mercedes 49, Santo Domingo.

**SALVADOR:** MANUEL NAVAS Y CIA.  
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

**URUGUAY:** REPRESENTACION DE EDITORIALES,  
PROF. H. D'ELIA  
Plaza Gagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

**VENEZUELA:** LIBRERIA DEL ESTE  
Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

## ASIE

**BIRMANIE:** CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT  
Rangoon.

**CAMBODGE:** ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE  
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

**CEYLAN:** LAKE HOUSE BOOKSHOP  
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,  
Colombo.

**CHINE:**  
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.  
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,  
Taiwan.

**THE COMMERCIAL PRESS, LTD.**  
211 Honan Road, Shanghai.

**CORÉE (RÉPUBLIQUE DE):** EUL-YOO PUBLISHING  
CO., LTD.  
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

**HONG-KONG:** THE SWINDON BOOK COMPANY  
25 Nathan Road, Kowloon.

**INDE:**  
ORIENT LONGMANS  
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras  
et New Delhi.

**OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY**  
Calcutta et New Delhi.

**P. VARADACHARY & COMPANY**  
Madras.

**INDONÉSIE:** PEMBANGUNAN, LTD.  
Gunung Sahari 84, Djakarta.

**JAPON:** MARUZEN COMPANY, LTD.  
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

**PAKISTAN:**  
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY  
Dacca, East Pakistan.

**PUBLISHERS UNITED, LTD.**  
Lahore.

**THOMAS & THOMAS**  
Karachi.

**PHILIPPINES:** ALEMAR'S BOOK STORE  
769 Rizal Avenue, Manila.

**SINGAPOUR:** THE CITY BOOK STORE, LTD.  
Collyer Quay.

**THAÏLANDE:** PRAMUAN MIT, LTD.  
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

**VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU):** LIBRAIRIE-  
PAPETERIE XUAN THU  
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saïgon.

## EUROPE

**ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D):**  
R. EISENSCHMIDT  
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

**ELWERT UND MEURER**  
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

**ALEXANDER HORN**  
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

**W. E. SAARBACH**  
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

**AUTRICHE:**  
GEROLD & COMPANY  
Graben 31, Wien, 1.

**B. WÖLLERSDORFF**  
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

**BELGIQUE:** AGENCE ET MESSAGERIES  
DE LA PRESSE, S. A.  
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

**DANEMARK:** EJNAR MUNKSGAARD, LTD.  
Narregade 6, København, K.

**ESPAGNE:**  
LIBRERIA BOSCH  
11.Ronda Universidad, Barcelona.

**LIBRERIA MUNDI-PRENSA**  
Castelló 37, Madrid.

**FINLANDE:** AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA  
2 Keskuskatu, Helsinki.

**FRANCE:** ÉDITIONS A. PÉDONE  
13, rue Soufflot, Paris (V<sup>e</sup>).

**GRÈCE:** LIBRAIRIE KAUFFMANN  
28, rue du Stade, Athènes.

**IRLANDE:** STATIONERY OFFICE  
Dublin.

**ISLANDE:** BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR  
EYMONDSSONAR H. F.  
Austurstraeti 18, Reykjavík.

**ITALIE:** LIBRERIA COMMISSIONARIA  
SANSONI  
Via Gino Capponi 26, Firenze,  
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

**LUXEMBOURG:** LIBRAIRIE J. TRAUSCH-  
SCHUMMER  
Place du Théâtre, Luxembourg.

**NORVÈGE:** JOHAN GRUNDT TANUM  
Karl Johansgate, 41, Oslo.

**PAYS-BAS:** N.V. MARTINUS NIJHOFF  
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

**PORTUGAL:** LIVRARIA RODRIGUES & CIA.  
186 rua Aurea, Lisboa.

**ROYAUME-UNI:** H. M. STATIONERY OFFICE  
P. O. Box 569, London, S.E.1  
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,  
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

**SUÈDE:** C. E. FRITZ'S KUNGL. HOVBOK-  
HANDEL A-B  
Fredsgatan 2, Stockholm.

**SUISSE:**  
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.  
Lausanne, Genève.

**HANS RAUNHARDT**  
Kirchgasse 17, Zürich 1.

**TCHÉCOSLOVAQUIE:** ČESKOSLOVENSKÝ  
SPISOVATEL  
Národní Trída 9, Praha 1.

**TURQUIE:** LIBRAIRIE HACHETTE  
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES  
SOVIÉTIQUES:**  
MEJDOUNARODNAJA KNIGA  
Smolenskaja Plochtchad, Moskva.

**YUGOSLAVIE:**  
CANKARJEVA ZALOŽBA  
Ljubljana, Slovenia.

**DRŽAVNO PREDUZEĆE**  
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,  
Beograd.

**PROSVJETA**  
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

**PROSVETA PUBLISHING HOUSE**  
Import-Export Division, P. O. Box 559,  
Terazije 16/1, Beograd.

## MOYEN-ORIENT

**IRAK:** MACKENZIE'S BOOKSHOP  
Baghdad.

**ISRAËL:** BLUMSTEIN'S BOOKSTORES  
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,  
Tel Aviv.

**JORDANIE:** JOSEPH I. BAHOU & CO.  
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

**LIBAN:** KHAYAT'S COLLEGE BOOK  
COOPERATIVE  
92-94, rue Bilss, Beyrouth.

## OCÉANIE

**AUSTRALIE:** MELBOURNE UNIVERSITY  
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

**NOUVELLE-ZÉLANDE:** UNITED NATIONS  
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND  
C. P. O. 1011, Wellington.